



## «Gaza-Jéricho d'abord»

C'EST désormais officiel : Israéliens et Palestiniens discutent d'un retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et du secteur de Jéricho, en Cisjordanie. Il s'agit de ce que l'on appelle déjà depuis quelques semaines, d'un côté comme de l'autre, l'option Gaza-Jéricho d'abord. L'étude d'un éventuel premier pas vers l'autonomie des territoires occupés.

Mais de nombreuses zones d'ombre et contradictions demeurent quant aux réels progrès réalisés sur ce sujet. Sans parler des arrière-pensées des uns et des autres. Qui, Israël est disposé à retirer son armée de ces deux régions, a déclaré, jeudi 26 août, le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, mais ce dernier parle d'autonomie et non pas de la création d'un embryon d'Etat palestinien. Il précise en outre que la sécurité restera sous la responsabilité israélienne.

L'OPTION Gaza-Jéricho d'abord signifie que les Palestiniens exercent une souveraineté totale sur les deux secteurs en question et l'autonomie doit y préfigurer la création d'un Etat palestinien indépendant, avait déclaré quelques heures plus tôt Nabil Chaath, l'un des plus proches conseillers de Yasser Arafat. Ce dernier, toujours selon M. Chaath, résiderait à Jéricho et Gaza, et l'armée israélienne serait remplacée, pour le contrôle des frontières de ces régions, par une police palestinienne.

On voit mal comment ces deux conceptions antinomiques pourraient être conciliées. Au demeurant, s'il est certain que du côté palestinien c'est Yasser Arafat lui-même qui pilote les pourparlers sur cette option, on ignore totalement si le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, qui n'est pas souvent sur la même longueur d'onde que son ministre des affaires étrangères, est d'accord avec celui-ci. Les Palestiniens en sont bien conscients qui réclament qu'un éventuel accord soit entériné publiquement par M. Rabin lui-même.

Or le chef de l'exécutif israélien refuse, à ce jour, de discuter directement avec l'OLP, et il est difficile d'imaginer qu'il puisse tolérer la présence de M. Arafat à Jéricho et Gaza. Les seules négociations qu'il a officiellement acceptées sont celles qui se déroulent à Washington dans le cadre du processus de paix mis en route à Madrid fin octobre 1991 et qui doivent reprendre le 31 août. Ce qu'Israël propose au sein de ce forum, c'est l'octroi d'un «pouvoir anticipé» aux Palestiniens, uniquement pour la gestion de leur vie quotidienne. Ce que l'OLP refuse catégoriquement.

En outre, le projet «Gaza-Jéricho d'abord» suscite de vifs débats au sein de l'OLP, voire des dissensions risquant de provoquer un éclatement. La Jordanie, avec laquelle l'OLP avait mis sur pied en juillet dernier des comités mixtes de travail pour renforcer la coordination bilatérale dans les négociations avec Israël, est offensée de ne pas avoir été consultée. Selon le chef de la diplomatie palestinienne Farouk Kaddoumi, les Etats-Unis seraient hostiles au projet «Gaza-Jéricho d'abord». C'est peut-être pour cette raison que Washington a tempéré, jeudi, les espoirs de progrès à ce sujet lors de la prochaine session des négociations israélo-arabes à Washington. Dans ces conditions, l'optimisme affiché par les proches de M. Pérès et Arafat paraît relever un peu de la méthode Coué.

Lire page 6 le rapportage de FRANÇOISE CHIPAUD sur la situation financière de l'OLP

M0147 - 0828 0 - 7.00 F



## Le départ du général Babangida et la mobilisation des opposants

## Au Nigéria, le retour apparent au pouvoir civil n'éloigne pas les risques de troubles

Huit ans exactement après avoir pris le pouvoir au Nigéria, le général Ibrahim Babangida a abandonné, jeudi 26 août, toutes ses fonctions à la tête de l'Etat et de l'armée. Il a nommé un gouvernament intérimaire d'union nationale dirigé par un industriel «apolitique», Ernest Shonekan. Mais derrière la façade civile du gouvernament sa profile toujours l'ombre

de l'armée. La majorité des Nigériens souhaitent l'investiture de l'homme d'affaires musulman, Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection annulée du 12 juin dernier. Pour obtenir l'éviction définitive des militaires de la scène politique, les syndicats et les organisations politiques ont lancé une campagne de désobéissance civile.

## L'armée, dans l'ombre

par Frédéric Fritscher

Le suspense aura duré jusqu'au bout. Le général Babangida avait promis le transfert du pouvoir à un régime civil le 27 août. Il aura quitté toutes ses fonctions la veille, mais après de telles tergiversations que les Nigériens ont douté, jusqu'au dernier moment. Le général-président n'avait-il pas reporté à quatre reprises l'avènement d'un pouvoir civil depuis son coup d'Etat de 1983?

C'est du reste pour avoir trop promis - et trop souvent -

qu'Ibrahim Babangida a vraisemblablement fini par perdre le soutien d'une armée qu'il avait pourtant fermement assise au pouvoir. Après avoir intrigué pendant des semaines pour trouver une solution qui lui permettrait de rester aux affaires, à la tête d'un gouvernement civil, il a fini par céder aux pressions des généraux, lassés par ses intrigues.

Ceux-ci auraient même menacé d'entrer en rébellion si le président persistait à s'accrocher bec et ongles à ses fonctions de chef d'Etat et de commandant en chef

des forces armées. Ils considéraient - à juste raison - que les promesses non tenues ternissaient l'image de l'armée. Ils lui reprochaient aussi sa décision d'annuler l'élection présidentielle du 12 juin qu'aurait remportée, selon des résultats non proclamés, l'homme d'affaires musulman Moshood Abiola, candidat du Parti social démocrate (SDP), plongeant le pays dans la plus grave crise politique depuis la guerre du Biafra qui fit un million de victimes de 1967 à 1970.

Lire la suite et nos informations page 3

## Le franc CFA est menacé de dévaluation

En France comme dans les quatorze pays africains de la zone franc, le débat est lancé entre ceux qui rejettent l'idée d'une dévaluation du franc CFA et ceux qui la préconisent. De nombreux dirigeants africains craignent les effets d'une telle dévaluation sur l'inflation et sur le climat social, en raison de la baisse du niveau de vie qui en résulterait.

La situation actuelle favorise la fuite des capitaux vers l'Europe. Un changement de parité inciterait les investisseurs étrangers à venir plus nombreux en Afrique.

page 17

## MM. Kohl et Balladur ont tenté de surmonter les difficultés agricoles et monétaires

## Convergences franco-allemandes

BRUNO

de notre correspondant

En justifiant la demande française de revoir le préaccord négocié entre Européens et Américains à Blair House en novembre 1992 sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), le chancelier Kohl, qui recevait jeudi 26 août à Bonn Edouard Balladur, a fait un geste remarqué pour dédramatiser la rentrée politique européenne.

Les deux chefs de gouvernement se sont donné quinze jours pour parvenir à une position «la plus proche possible» - selon les

mots de M. Balladur - avant le conseil des ministres européens du 20 septembre. Des propositions françaises, qui servent de base aux discussions, seront transmises en début de semaine prochaine à Bonn.

«Nous avons aussi - les Allemands mais tout spécialement nos amis français - un énorme problème avec la partie agricole de l'accord de Blair House», a indiqué M. Kohl à l'issue du déjeuner qu'il partageait à la chancellerie avec le premier ministre français.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite et nos informations page 16

## «Sale guerre» au Cachemire

L'Inde marque des points face aux militants séparatistes musulmans

SRINAGAR

de notre envoyé spécial

Minuit et demi, quelque part sur une route montagneuse du Cachemire. Le convoi ralentit et s'immobilise tous faux états. Les soldats indiens sautent des camions et se regroupent le long de la route. Soixante hommes en tenue camouflée attendent les ordres dans la nuit d'encens. Le convoi repart aussitôt plaines phares vers la nord. «Pauvre tromper l'ennemi», explique un officier.

Le colonel Sonaje dirige le faisceau de sa torche sur une carte d'état-major plastifiée. Son doigt court sur la carte et s'arrête sur un flot du lac Wular, à quatre heures de marche plus à l'ouest. Ce soir, l'objectif s'appelle Banyar. C'est une localité d'environ 5 000 habitants où, selon les renseignements militaires, une poignée de séparatistes musulmans seraient pu trouver refuge.

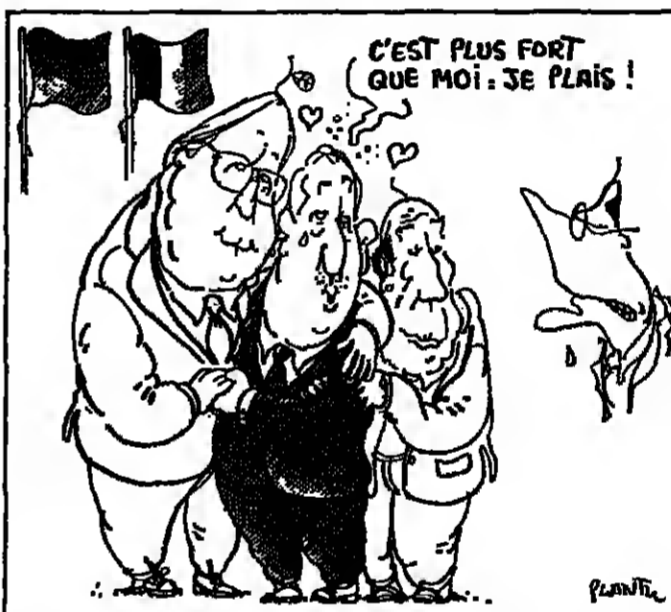
But de la manœuvre : surprendre Banyar au saut du lit. Cinq heures du matin. Après

une longue marche à travers le montagne, les hommes du 2<sup>e</sup> bataillon des «Jammu and Kashmir Rifle» arrivent en vue du village. Les eaux du lac luisent faiblement sous un semblant d'aube. Une pirogue est mise à flot. A quelques encablures, Banyar dort encore. Une dizaine d'hommes et retour entre les deux rives et la première campagne est à pied d'œuvre. Le radio annonce qu'une autre compagnie s'est prise position autour de Banyar. Une troisième s'est déployée de l'autre côté du lac. Presque une mission de routine dans le Cachemire insurgé où une dizaine de milliers de personnes - soldats, militants et civils - auraient trouvé le mort depuis le début de la «guerre», il y a trois ans et demi.

Quelques claquements dans le silence de l'aube : au moment d'entrer dans Banyar, les soldats ont armé leur fusil d'un geste brusque.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 6



## Lucerne pleure son pont

L'émotion est grande après l'incendie du célèbre monument.

Heureusement les dons - et les touristes... - affluent

BERNE

de notre correspondant

Une semaine après l'incendie qui a partiellement détruit, dans la nuit du 17 au 18 août, le célèbre pont en bois de la Chapelle à Lucerne, l'origine du sinistre demeure toujours inconnue. Sans exclure l'éventualité d'un acte malveillant, les enquêteurs continuent de privilégier l'hypothèse de la négligence, par exemple une cigarette jetée par inadvertance. En attendant les conclusions d'une enquête qui s'annonce longue, la police a cependant définitivement écarté la possibilité d'un défaut technique d'une embarcation amarrée sous le pont et d'où seraient parties les flammes.

Des quatre coins du monde, une vague de sympathie a déferlé sur Lucerne depuis l'incendie de ce monument médiéval. Construit en 1333 sur la rivière

Reuss, le pont de la Chapelle avait fini par devenir le symbole de la ville, un peu comme la tour Eiffel pour Paris. Au dix-neuvième siècle, il avait été célébré par des écrivains comme Chateaubriand, Alexandre Dumas et Victor Hugo qui l'avaient arpenté.

Aujourd'hui, il constitue, avec le Cervin et le jet d'eau de Genève, l'une des principales attractions touristiques de la Confédération. Sa structure lui valait une dévotion particulière des Japonais, le bois jouant un rôle central dans l'architecture nipponne. D'ailleurs, en apprenant la nouvelle, la presse japonaise n'a pas hésité à parler de «tragédie culturelle pour la Suisse», formant le vœu que le célèbre pont renaisse rapidement de ses cendres.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire la suite page 10

## Droit d'asile et Constitution

M. Balladur disposera lundi 30 août d'un «texte précis» lui permettant de se déterminer sur une éventuelle réforme de la Constitution limitant le droit d'asile pour tenir compte de conventions européennes. Le premier ministre a déjà esquisé que «tous les juristes» estiment «indispensable» une révision constitutionnelle.

Cette opinion est effectivement partagée par Pierre Bordry, un des conseillers du ministre de l'Intérieur, qui explique, dans nos colonnes, qu'un simple changement législatif ne permettrait pas de respecter la décision du Conseil constitutionnel imposant que tous les demandeurs d'asile invoquant le préambule de 1948 puissent déposer un dossier en France. En revanche François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel, explique qu'une modification de la Constitution n'est en rien nécessaire.

page 7

## Le Monde DOSSIERS &amp; DOCUMENTS

## QU'EST-CE QUE LA CRISE ?

DANS «LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS» DE SEPTEMBRE, UN GRAND DOSSIER INTEGRALEMENT CONSACRE A LA CRISE ACTUELLE

UN DOSSIER ESSENTIEL POUR COMPRENDRE LA CRISE DES ANNEES 90

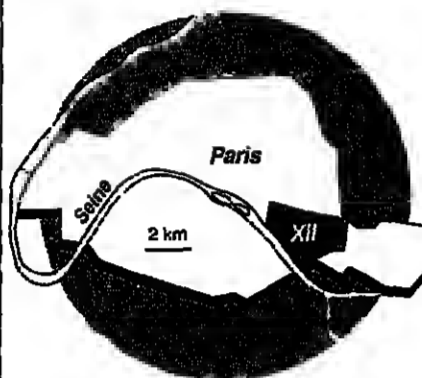
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 DH; Tunisie, 800 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 450 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

# RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER



**T**ous les matins Pierre Henry passe au salon, éparille les cendriers, installe une thermos de thé, allume les lampes aux lumières tamisées. Les bandes magnétiques luisent comme des galets plats et mouillés, délicatement disposés. Les platines des magnétophones attendent, s'étendent le long des murs, innombrables, blanches et argentées. Pierre Henry et son assistante, Bernadette Mangin, se parlent en mélangeant les vouvolements aux tutoiements, les demi-mots et les soupis, les sourires. « 2383... Et pourquoi j'ai pas la 2384? ». L'assistante cherche dans ses fiches. « Je ne l'ai pas, je l'assure. » D'une boîte en carton, elle sort des sachets en papier qui ressemblent à de petits paquets de bonbons. « 2038, rythmique rapide, elle a l'air de pouvoir s'écouter dans les deux sens, endroit-verse. » Du sachet, elle extrait un fragment de bande magnétique collée en boucle, en démêle les occlus, l'étire comme un fil de laine, prépare la platine qui, au premier contact de la bobine, proteste par des bruits de gorge et autres borborygmes. Pierre Henry écoute le « 2038 » : bruit de corde ou d'usinage, grincement ou tam-tam africain, on ne sait. Le son prend une ampleur et une ambiguïté : réel, synchrétique, vibration ou percussion, bande de Möbius mystérieuse, « envers-endroit » effectivement. Pierre Henry : « Je vais essayer avec le Lexicon ». Les aiguilles de l'amplificateur s'affolent. La plainte devient métallique. « 2038 mélancolique », dit le musicien, satisfait. Il y ajoute un peu de résonance. « En mettant de l'écho, tu vois où je veux en venir? ». Bernadette : « Oui... ». Le son vibre, et on devine une violence dans un brouillard, un claquement, un hurlement qui se perdrait ensuite quelque part. « Sur vingt secondes. » L'assistante ajuste le compresseur. Pierre Henry écoute, les yeux ailleurs, puis ses mains bondissent sur les curseurs et se retirent en fin de manipulation, comme des mains qui auraient touché des châtaignes chaudes. « J'ai raté la fin. C'est drôle, ce matin, je rate mes fins. » Bernadette déchire des petits bouts de papier qu'elle coince sur la « bande centrale », confettis et points de repère entre le « 2038 » et le « 2383 ». « Vous ne pourriez pas aller fermer la fenêtre dans la cuisine? Avec tous ces marteaux-piqueurs qui sont dans la rue... ». Au retour, Bernadette inscrira : « 2038, corne de brume ».

listes et les souvenirs, cette aptitude à se perdre, à se retrouver, à se laisser gagner par l'irruption du hasard sans jamais s'en avouer, ces milliers de sons qu'il a lui-même créés, qu'il récupère parfois abîmés avec le temps, le grain et la poussière, l'aubaine de la déformation, des sons modifiés, pères et mères de nouveaux sons qu'il faudra mémoriser, classer, codifier, et l'œuvre, en attendant, qu'il doit composer, cet ordre, ces lois, cette forme, cette force qu'il faut élaborer, imprimer, imposer, écrire. Écrire avec des « événements d'instant différents, orot des lignes d'écritures mille fois étrangères et différentes, mais tellement bien raccordées. Écrire ces lignes qui ne formeraient qu'une ligne, une seule. Écrire en voulant sortir des procédés, dans l'économie, la sobriété, inventer une musique comme un monde, un monde à moi que j'aurais cerné au plus juste, ou singulier, en pointillé. » Dans une rue du douzième arrondissement de Paris, la maison semble minuscule, ensermée entre deux immeubles de douze étages dont l'un poursuit sa construction. Une marquise au-dessus de la porte

bouche, de mes bras, des objets. Tout. Une vibration interne me faisait bouillir, les gestes étaient désordonnés, c'était peut-être de la naïveté, une sorte de folie, mais une folie nécessaire qui me poussait à inventer. » Son père avait réussi : Pierre Henry qui voulait être « plasticien » devint musicien, « manipulé » et conditionné, doué mais révolté — en dépit d'une année de classe « hétéronique » avec Olivier Messiaen — contre les représentations classiques et les conventions harmoniques de « la » musique. Pierre Henry déjà plongé à corps perdu dans la sieste, pègre de rébellion et d'enfance, de « ces sons inouïs » qui ne pouvaient se réduire à de simples « notes », à une rhétorique guindée ou à une pureté cristalline, mensongère, de quelques instruments.

des années cinquante, du premier concert de la Symphonie pour un homme seul, et des visites incessantes d'écrivains, de poètes, d'intellectuels qui s'étaient ensuivies. « Je les recevais très mal, j'étais en colère, abrupt, la musique était une telle violence en soi que je ne pouvais pas admettre que les gens aiment nu n'aiment pas ». Les visites se sont ralenties, et « ça tombait plutôt bien, ça m'a permis de faire de nouveaux sons, pendant trois-quatre ans, jour après jour ». Pierre Henry composa pour Maurice Béjart avec une totale liberté — « Il ne savait pas quelle musique il allait cho-régraphier », prit le succès populaire de ses Jers électroniques (de la Messe pour le temps présent) comme une ironie du sort et continua de vivre, estimé mais à l'écart, devenant paradoxalement l'un des rares compositeurs de musique contemporaine à avoir un public « large » et varié, discret mais heureux. Il constatait qu'« il existait des traces de [ses] œuvres dans le monde entier, ne sachant pas comment », imaginant « les gens se prêtant les disques, les connaissant par hasard ». Les sons allaient vite

tout mis en musique ». Et quand il écoute sa musique, celle-ci lui fait « souvenir [sa] vie ». Béatrice apparaissant en robe verte dans le studio alors qu'il créait un nouveau son — il l'appelle « Béatrice verte » — ces instants de création pour un concert au Cirque d'Hiver (« Tannhäuser, Oiseaux et Barbaro ») où, « submergé par trop de matière », il dut composer en quinze jours une œuvre plus rapide que « n'avait rien à voir » avec ce qu'il avait prévu, la première œuvre restant inaccomplie, encore virtuelle dans son esprit... Il n'éprouve pas de nostalgie à redonner vie aux sons qu'il a endormis. Parfois, en réécoutant ses bandes, le musicien a « seulement l'impression de retrouver des moments bizarres, comme s'ils avaient eu une existence, un de ces fragments d'instant qu'on croit avoir vécus dans des rêves antérieurs ».

**U**n jour, à force de fouiller partout dans la maison, cherchant ses sons et ses musiques, Pierre Henry est passé à l'acte. Quitte à habiter cette maison, qu'ils y habitent pour de bon ! « Il fallait une concrétion », explique l'artiste. Pierre Henry désossa sa première console électronique et lui adjoignit une jambe de bois et deux bouillottes — « C'est ma Symphonie pour un homme seul » qui repose dans un coin du studio. Dans la cuisine, il remplit ses grands bocaux à cornichons de composants de synthétiseur, insectes en céramique, fournies métalliques — « Ce sont mes bocaux de sons », — éventa une vieille valise d'enregistrement, en fit sortir les fils électriques et les noua comme des cepts de vigne sur lesquels il accrocha un perroquet en verre teinté — « C'est ma Malle-Cabine », — plaça un bouquet de cordes de piano sous le couvercle en cuir d'un bidet ancien, assorti de quatre ressorts de divan — « mon Piano-croûtié », — mit en scène ses premières baguettes de percussion aux côtés de petits haut-parleurs, pénupbars noirs et usés — « mon Tambourinaire », — reconstitua un déluge de livres en équilibre intitulé Descends à Babylone, assembla des pièces de machine à tricoter sur son piano, installa une « Tour » dans la vis de l'escalier en y incrustant des cloches, des trompettes, des peluches, des bobines de fer, des roues de voiture, une queue de Marsupilami et des fils de cuivre qui volent comme une chevelure rousse. Il créa son Radeau de la « Méduse » à l'aide de cordes à grüber et de panneaux d'amplificateurs, d'un masque de diabolon tirant la langue et d'un grand livre, Personnalités de France, reliure en velours et lettres dorées. Il rendit hommage à Schubert en ondulant des touches de piano en éventail au-dessus d'un portrait du musicien, dont on peut lire la citation au dos de la reproduction : « L'amour que je voulais chanter se transformait en souffrance et, quand je voulais dépendre la souffrance, celle-ci se muait en amour... ».

Ailleurs, les marteaux d'un piano, encore, semblent danser, jouer ou effrayer comme un florilège d'objets arrachés — les Pickwicks, — chaque sculpture étant le prolongement direct d'une œuvre ou d'une séquence musicale, assemblage d'objets dont il s'est servi pour faire des sons, et d'idées qui ont nourri ses compositions. Ainsi la Petite Apocalypse, les Chants de Maldoror, le Noire à 60, Rosebird, Fragments pour Artaud et Dieu revivent dans la maison, traces d'un passé, ressuscitées dans de nouvelles formes. Pierre Henry est poursuivi, envahi. Son studio est transformé en atelier. Une centaine d'œuvres en sont déjà sorties. Pierre Henry, tennillé par la ré-écriture et les analogies.

Un jour, il décida d'illustrer cette nouvelle vie. Il choisit 400 de ses meilleurs petits sachets, des bocaux de sons dont il était assez fier, et il les détruisit : « Je les ai assemblés pour en faire une œuvre destinée à la radio allemande WDR. C'était à la fois une évocation de trente ans de travail et de ce qu'était devenue cette maison. Un geste pictural, une première destruction, un besoin de sacrifice, moi qui garde tout par tradition ». Pierre Henry a intitulé son œuvre Une maison de sons. Il ne dit pas qu'il « ne recommencerait pas ». Pour l'instant, il a mal à un doigt. « Le médecin appelle ça le mal du doigt sauteur! », un rhumatisme dont il connaît l'origine : « J'ai fait trop d'agrafeuse ».

Tout en précisant : « C'était pour mes sculptures, pas pour composer des sons ». Comme chaque jour d'été, il va se promener dans son « établi » à la recherche d'une nouvelle cueillette, des sons qu'il réunira et mixera en compagnie de Bernadette. Il est assez content de l'hommage qu'il vient de réaliser aux opposants au tunnel du Somport — une fourrière se faufilant dans des anneaux en fer rouillé. Dans le couloir, une pancarte est mise en évidence. Des amis l'avaient brandie à la sortie d'un concert, lors d'une rétrospective au Musée d'art moderne. Il dit aimer la moquerie qu'ils avaient écrite : « Pierre Henry, Ouf! C'est fini ! ».

**« 2384... où est-ce que j'ai pu le mettre? ».**  
Souvent Pierre Henry cherche ses « sons ». Il fouille dans la maison, ouvre les tiroirs, parcourt les étagères, parcourt les tiroirs, parcourt les étagères. Les petits sachets, les coffrets, les cartons. « Il y a 50 000 entrées, 50 000 combinaisons possibles. »



## 17. — Une maison de sons

d'entrée, une lanterne et du lierre qui bruisse dans le vent...  
« Bon, on va essayer celui que j'appelle le morse. » Bernadette retourne à ses petits sachets. Pierre Henry regarde son classeur, se remémore les images du film dont il compose la bande sonore — deux versions musicales pour un film muet, l'Homme à la caméra, de Dziga Vertov. « Oui, celui-ci est destiné aux dames du standard téléphonique. Il s'agit d'extraits infiniment courts d'« attaques » de violoncelle. Mis bout à bout, ils donnent un effet de transmission ondulatoire. » Le crépitemet démarre et tourne en boucle, langage nerveux et mystérieux. Bernadette : « Elles vont être gâtées, ces dames... ».

**E**NFANT, Pierre Henry passait ses journées « séquestré » à la maison. Sa mère, pharmacienne, son père, médecin — « Violoniste, il avait toujours voulu être musicien », — avait décidé de ne pas envoyer son fils à l'école, mais d'assurer lui-même son éducation : livres, piano, harmonie, composition et, plus tard, classe d'orchestre au Conservatoire. Entre une sonate de Bach et un concerto de Mozart, le petit Pierre entendait des « sons inouïs, inimaginables » dans sa chambre, dans le jardin à deux pas de la forêt de Sénart. « Les arbres, une source, une volière, un bassin, un train qui passait en produisant de beaux bruits. Le vent, l'orage, la pluie, l'eau qui chouffait... Je laissais déborder mon imagination. Tout revenait pour moi à devenir musique, mes cris, les bruits de ma

M. Henry, lui, crut que son fils avait « déraillé ».  
Sauf que, le matin, Pierre Henry traverse la cour, passe sous la verrière — « Je l'aime bien, il pleut à travers » — et entre dans son « établi » par une double porte blindée comme on pénétrerait dans une salle de coffres suisses. « Non, c'est une simple porte de studio ». Les murs sont moelleux, à bonne température, sans humidité. Pierre Henry y a mis son vin, des fruits, quelques rouleaux de « noyaux » — « noyaux de bandes magnétiques ».

Et le musicien tourne lentement comme un pèlerin, suivant les murs en les touchant du regard, l'œil en stylet, recueilli et concentré devant les rayonnages. Les minces boîtes s'empilent comme des livres et Pierre Henry déambule dans ce qu'il nomme son « utopie à la Borges » : « Liverpool, Sahara, hennissements, cavalcades, sept chevaux blancs, Libération de Paris, chat, coq, brassages harmoniques, tremblements, extinction, petite introduction de cliquetis, cuve de jure, apparition d'une tempête, friselis, riges vibrantes, frottes, oscillées, Afrique... ». « L'établi », une sonotube, une universalité : « Comme si j'avais parcouru le monde entier... ». Henri Michaux avait été le premier à l'initier aux « musiques sacrées japonaises ». Et le jeune homme continuait, accumulant, outre les sons qu'il produisait lui-même et ceux qu'il recueillait lors de « grandes sessions naturelles » à la campagne, les musiques d'Afrique, d'Asie, inca ou pygmée. Pierre Henry se souvient, au début

déborder de l'« établi », envahissant la cuisine, le bureau, la bibliothèque, les couloirs. Pierre Henry a rangé l'ensemble de ses « œuvres achevées » dans la chambre de Béatrice : « Ma fille de vingt-deux ans, elle ne vit plus ici ».

**Pierre Henry désossa sa première console électronique et lui adjoignit une jambe de bois et deux bouillottes — « C'est ma Symphonie pour un homme seul » qui repose dans un coin du studio.**

Compositeur de « musique concrète », « électroacoustique », « électronique », « acousmatique », Pierre Henry se dit « musicien » usant et abusant des mots, travaillant à les libérer. À en faire une musique, composant sa musique comme l'on écrit des mots. « Ces analogies me dopent, m'empêchent d'avoir des pannes ». Pierre Henry a ainsi procédé, recréant Dieu de Victor Hugo, les Chants de Maldoror du comte de Lautréamont, bientôt les Fables de La Fontaine... Des musiques et des pages écrites, il en a fait des « noces chimiques ». Tout comme son œuvre reste inséparable d'un divorce, de l'arrivée d'un ami, de la maladie, d'une engueulade, d'une chute d'escalier, d'une scène d'amour », Pierre Henry pense « avoir

NIGÉRIA : le transfert du pouvoir aux civils

## L'adieu aux armes d'Ibrahim Babangida

ABUJA

correspondance

« Le temps est venu pour moi de laisser la place à une nouvelle équipe ». Petite phrase sourde, chargée d'émotion. Général à quatre étoiles, parvenu aux plus hautes fonctions par un coup d'Etat sans effusion de sang, Ibrahim Babangida est sorti du stade sous les ovations, en s'offrant une parade qui tenait à la fois de la plus pure tradition militaire britannique et des cérémonies sacrificielles africaines. Après huit années au pouvoir, et près de trente sous l'uniforme, Ibrahim Babangida a fait ses adieux jeudi, à Abuja, à ceux qui furent ses compagnons d'armes.

Pendant quarante-cinq minutes, au son des cuivres et des « hourras », un millier d'hommes, choisis dans les corps d'élite des

trois armes (infanterie, aviation et marine) et de la police, lui ont rendu les honneurs. Alors que le Nord musulman haoussa-foulani, sérait depuis toujours des chefs de l'armée, faisait ses adieux au président Babangida, le petit peuple de Lagos, au cœur du pays yorouba, affolé par l'introduction sur le marché d'un nouveau carburant vendu à 7,50 nairas le litre, soit dix fois plus cher que le carburant ordinaire toujours vendu à 70 kobo le litre (2,8 cents), prenait d'assaut les rares pompes à essence ouvertes de la capitale économique.

La peur de manquer de pétrole lampant avec lequel la majorité d'entre eux font leur cuisine et s'éclairaient le soir dans cette ville-épave, échouée au bord de l'océan, les a fait se précipiter vers les pompes avec leurs bidons. Et des bagarres ont éclaté. Depuis quarante-huit heures, Lagos vivait au

ralenti : routes désertes, magasins et banques fermés, marchés abandonnés. Plusieurs organisations syndicales et groupes militants pour le retour de la démocratie, ont appelé à la désobéissance civile pour exiger le départ définitif des militaires, et la publication des résultats de l'élection présidentielle du 12 juin que Moshood Abiola, le candidat du Parti social-démocrate affirme avoir remporté.

Appel

à la désobéissance civile

Les syndicats, les organisations des droits de l'homme et l'opposition rejettent comme « anticonstitutionnelles » le gouvernement intérimaire d'union nationale que laisse derrière lui le général Babangida et réclament le transfert des pouvoirs au président du Sénat, comme le stipule la Constitution. La annu-

elle équipe d'Ernest Shonekan est à peine installée à Abuja que, déjà, la Centrale syndicale unique du pays (National Labour Congress, NLC) appelle à un mouvement de désobéissance civile « illimité » à partir de vendredi minuit contre les militaires qui, Babangida parti, sont toujours omniprésents au Nigeria.

Dans son discours d'adieu au pays, différé de quelques heures puis diffusé sur les ondes de la radio nationale, le général Babangida a tenu à rappeler à ses compatriotes l'aspect « révolutionnaire » du travail effectué par son administration dans le domaine de l'économie, et notamment dans le secteur rural. « Je suis conscient de la détérioration des conditions de vie d'une partie de la population, et de la hausse des produits de base qui a touché aussi le secteur rural. Cette situation, j'en suis convaincu, n'est pas sans rapport avec la

situation de l'économie mondiale et les actes de certains saboteurs à l'intérieur de notre société », a affirmé le général Babangida. Il a demandé au pays de ne pas oublier cependant les époques plus dures où les gens étaient « obligés de faire la queue pour obtenir des produits de première nécessité » et a évoqué « les périodes pendant lesquelles les gouvernements locaux étaient incapables de payer les salaires pendant des périodes de six mois et plus ».

« Je vous prie de donner une chance au gouvernement intérimaire. Je prie particulièrement, les dirigeants politiques, et spécialement ceux qui se sentent blessés par l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin, de donner une chance à la paix », a-t-il conclu, en faisant allusion à Moshood Abiola qui, dit-on, fut aussi son « ami ».

JACQUES PINTO

## Un chef d'entreprise aux affaires

Le « chef » Ernest Adegunla Oladeinde Shonekan, nommé jeudi 26 août à la tête du gouvernement intérimaire appelé à diriger la Nigéria après le départ du général Ibrahim Babangida, est un avocat formé à Londres et reconvenu dans les affaires. Président depuis douze ans de la plus importante entreprise commerciale privée d'Afrique noire, l'United African Company (UAC) - Unilever et John Holt notamment, il avait été appelé, en janvier, à présider le Conseil de transition qui avait pour mission de laisser la place à un président démocratiquement élu.

Se nomination à la tête du gouvernement et de l'Etat implique qu'il reprendra cette mission pour finalement remettre le pouvoir à un président issu d'élections générales en décembre 1994.

Né le 9 mai 1936, il est origi-

naire d'Abokuta, comme Moshood Abiola - certains membres de son ethnie, yorouba, l'ont accusé d'avoir trahi la cause de ce dernier en acceptant ses nouvelles fonctions. Il est entré à l'UAC en 1964 comme conseiller juridique et il a été le PDG jusqu'à la fin de l'année dernière. Connu pour son intégrité et son absence d'engagement politique, ce sudiste avait un temps été considéré comme un candidat potentiel à l'élection présidentielle, mais il avait refusé ces rumeurs à la fin de l'année 1992, déclarant ne rien connaître de la politique.

Il dirigeait de nombreuses entreprises, dont l'ensemble des biens de l'Eglise anglicane de la région de Lagos et avait été consacré « meilleur entrepreneur du Nigeria » en 1996. - (AFP)

## Le général qui n'a cessé de parler de démocratie

Des nombreux dirigeants qui se sont succédé à la tête du Nigeria depuis l'indépendance (1960), il aura été, après le général Gowon (au pouvoir de 1966 à 1975) celui qui aura duré le plus longtemps. A l'origine de cette longévité, un engagement : peu après avoir pris le pouvoir, en août 1993, le général Ibrahim Babangida promettait à la fois à la communauté haoussa, qui dominait le pays, et à la petite minorité, nord-détail alla sues, des Gwris. D'ancien orphelin, il s'est élevé par un oncle.

Dans cette région reculée ne s'offre guère comme perspective que le métier de soldat. A l'âge de vingt et un ans, il entra au collège militaire de Kaduna, grande métropole du Nord. Il passa ensuite un an en Inde, à l'Académie militaire. Lors de la guerre du Biafra (1967-1970), antécédent de séjours de formation en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, il dirigea une unité de commandos et est blessé à la jambe. Son ascension vers le sommet de la hiérarchie militaire sera fulgurante.

« Je considère le général comme un ami », disait l'écrivain Wole Soyinka en 1988, son gouvernement est l'un des meilleurs choses qui soient arrivées à ce pays depuis longtemps. Sept ans plus tard, prenant la tête de la fronde des intellectuels, la Prix Nobel de littérature ne trouvait pas de mots assez durs pour condamner « l'IB » dont le régime avait « déclaré la guerre au peuple » en annulant l'élection présidentielle du 12 juin 1993.

Il avait promis de sauver la pays de la catastrophe économique. La catastrophe est là, sans précédent. Il avait annoncé le fin de la corruption généralisée et la gabegie. Cas maux n'ont pas disparu. Il s'était engagé à rendre le pouvoir aux civils en 1990. L'échéance a été reportée quatre fois. Normal qu'avec la temps « Meradona » ait perdu de son aura. Ce surnom, ses concitoyens le lui avaient attribué en référence à son art de dribbler face aux obstacles. Le score n'étant guère brillant, la vadette a

finissant été rejetée par une population lassée d'attendre vainement le changement.

Né d'une famille musulmane le 10 août 1941, à Minna, aujourd'hui capitale de l'Etat du Niger, dans le centre-ouest de la fédération nigérienne, Ibrahim Babangida appartenait à la fois à la communauté haoussa, qui dominait le pays, et à la petite minorité, nord-détail alla sues, des Gwris. D'ancien orphelin, il s'est élevé par un oncle.

Dans cette région reculée ne s'offre guère comme perspective que le métier de soldat. A l'âge de vingt et un ans, il entra au collège militaire de Kaduna, grande métropole du Nord. Il passa ensuite un an en Inde, à l'Académie militaire. Lors de la guerre du Biafra (1967-1970), antécédent de séjours de formation en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, il dirigea une unité de commandos et est blessé à la jambe. Son ascension vers le sommet de la hiérarchie militaire sera fulgurante.

Une « dictature molle »

« Il connaît probablement un militaire d'officiers par leur nom », notait un expert occidental lorsque le général était au faite de son pouvoir. Ses collègues la jugeaient à la fois chélateux, conciliant et sérieux. La population, elle, avait eu à le connaître une première fois en 1976, à l'occasion d'une tentative de coup d'Etat qui le fit entrer dans la légende : seul et non armé, il aurait fait face, avec succès, à l'officier qui menait le complot. Mais le héros national d'alors est oublié jusqu'au coup d'Etat du



31 décembre 1993, dans lequel il joua un rôle eussit important que discret.

Il laissa alors la paternité du putch au général Muhammadu Buhari... qu'il renversa dans le monde et les forces armées nigériennes ne pouvant pas rester indifférentes à cette réalité, dit-il encore, un mois avant d'annuler l'élection du 12 juin 1993, remportée par Moshood Abiola, la candidate de l'une des deux formations créées par le régime, le Parti social-démocrate (SDP).

Sans doute les militaires ont-ils renoncé à passer la main au voyant que le vainqueur n'était pas l'un des leurs. Originaire de la communauté yorouba, et donc étranger à la nomenclature haoussa du Nord qui a toujours dominé le pays, M. Abiola fut mis hors jeu. Et malgré la rature du général Babangida et la mise en place d'un gouvernement civil, les militaires gardent les rênes du pouvoir.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## D'une transition à l'autre

1975 - 29 juillet : au pouvoir depuis juillet 1966, le général Yakubu Gowon, qui a mené la guerre contre les séparatistes du Biafra - près d'un million de morts de 1967 à 1970 - est déposé par un groupe d'officiers musulmans. Le général Murtala Mohammed lui succède à la tête de l'Etat.

1976 - 13 février : le général Murtala Mohammed est assassiné au cours d'une tentative de coup d'Etat. Le général Olusegun Obasanjo le remplace.

1979 - 7-14 juillet : le Parti national du Nigeria (PNP) remporte les élections législatives.

11-16 août : Shehu Shagari est élu président de la République, après treize années de régime militaire.

1983 - 31 décembre : le régime civil du président Shehu Shagari est renversé par des militaires. Le général Mohammed Buhari devient chef de l'Etat.

1985 - 27 août : le général Buhari est renversé par des officiers qui portent le général Ibrahim Babangida au pouvoir.

1986 - 13 janvier : le président Babangida prévoit la remise du pouvoir aux civils avant octobre 1990.

1987 - 1<sup>er</sup> juillet : le président Babangida annonce une remise du pouvoir aux civils et une démocratie « à l'américaine » pour le 1<sup>er</sup> octobre 1992.

1989 - 3 mai : l'interdiction qui pesait sur les partis politiques est partiellement levée.

7 octobre : le gouvernement annonce la dissolution de tous les partis politiques existants, et crée de toutes pièces les deux nouveaux partis qui animeront la transition

vers un régime civil, le Parti social-démocrate (SDP) et la Convention nationale républicaine (NRC).

1990 - 22 avril : une tentative de putsch militaire échoue. Soixante-neuf officiers sont fusillés.

1992 - 16 octobre : les résultats des « primaires » présidentielles sont annulés et les instances exécutives des formations politiques autorisées, le SDP et la NRC, sont dissoutes.

1993 - 4 janvier : le Conseil de transition entre en fonctions. Formé de civils, il a la charge d'organiser le pays jusqu'au départ du président Babangida, prévu le 27 août.

27-29 mars : les « cooptations » du SDP et de la NRC désignent comme candidats deux milliardaires musulmans, Moshood Abiola (SDP), et Bashir Tofa (NRC).

13 juin : au lendemain de l'élection présidentielle, Moshood Abiola se déclare « président élu ». Mais, le 23, l'élection est annulée par le régime militaire, ainsi que les décrets prévoyant la remise du pouvoir aux civils.

26 : le président Babangida annonce l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle, fixée au 14 août. MM. Abiola et Tofa sont disqualifiés pour « malversations » et « corruption d'électeurs ».

5 juillet : de violentes émeutes éclatent à Lagos.

12-13-14 août : la Campagne pour la démocratie (CD), un collectif regroupant une quarantaine d'organisations des droits de l'homme, organise trois jours de désobéissance civile.

26 : le général Ibrahim Babangida abandonne ses fonctions. Un gouvernement intérimaire civil est nommé. Mais il appliquera les décisions d'une instance supérieure composée des principaux chefs de l'armée.

GUINÉE ÉQUATORIALE : élections législatives le 21 novembre. - Le chef de l'Etat, le général Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a signé, mercredi 25 août, un décret fixant les premières élections législatives pluralistes au 21 novembre. Ces élections, dont la date initiale avait été fixée au 12 septembre, avaient été reportées jeudi dernier, les partis d'opposition ayant décidé de les boycotter, après avoir réclamé un délai supplémentaire pour s'organiser. Les résultats devraient être proclamés le 2 décembre. - (AFP, Reuters)

SOMALIE : arrivée de renforts américains. - Un premier groupe de soixante-cinq soldats américains, chargés de prêter main forte aux soldats de l'ONU en Somalie, est arrivé, jeudi 26 août à Mogadiscio. Ce groupe fait partie d'un contingent supplémentaire de quatre-cents soldats d'élite dont le président Clinton a annoncé l'envoi la semaine dernière. Les autres renforts sont attendus vendredi à Mogadiscio. O'après la chaîne américaine ABC, ces renforts comprennent des commandos chargés de capturer le général Aidid. - (Reuters, AFP)

## L'armée, dans l'ombre

Suite de la première page

Dans ce contexte, le départ du général Babangida est un soulagement pour la société civile, où les syndicats et les partis d'opposition se sont alliés contre le régime militaire, et pour l'armée qui espère reconstruire sa crédibilité tout en continuant à tirer les ficelles dans la coulisse. Car rien n'indique que le « gouvernement intérimaire d'union nationale » soit véritablement un pouvoir civil autonome.

La désignation d'Ernest Shonekan à la tête de ce gouvernement ne rassure pas les Nigériens. M. Shonekan avait été nommé en janvier à la direction du Conseil national de transition, un organisme fonctionnant à l'autorité directe du Conseil national de défense et de sécurité. L'instance militaire au pouvoir. Le Conseil de transition, sous la houlette d'Ernest Shonekan, n'avait montré aucune aptitude particulière à enrayer le déclin économique du pays, où il propose de solutions pour sortir de l'impasse politique.

Rien n'indique non plus que le Conseil national de défense et de sécurité se rallie à la cause des Nigériens. La population mobilisée derrière les syndicats et le mouvement campagne pour la démocratie, qui regroupent une quarantaine d'organisations des droits de l'homme, menait maintenant de se lancer dans une campagne de désobéissance civile sans précédent à partir de vendredi minuit si les militaires n'abandonnaient pas

les anciens président du Nigeria qui, lui-même, avait transmis le pouvoir aux civils en 1979, après des élections législatives et présidentielle démocratiques.

La solution choisie par le général Babangida d'instaurer un gouvernement intérimaire d'union nationale chargé de diriger le pays jusqu'à l'organisation de nouvelles élections démocratiques - dont l'échéance n'a pas été précisée - a suscité la colère des syndicats, des partis d'opposition et d'une majorité des sénateurs. Tous souhaitent qu'à défaut d'investir Moshood Abiola chef de l'Etat, conformément aux résultats de l'élection annulée du 12 juin, les militaires remettent tous les pouvoirs au président du Sénat lyrochic Ayu, comme le prévoit la Constitution.

Permettre au pays de souffler

Le départ d'Ibrahim Babangida permettra peut-être au Nigeria de souffler un peu. C'est une condition nécessaire au maintien de la paix civile, mais pas suffisante pour répondre aux attentes des Nigériens. La population mobilisée derrière les syndicats et le mouvement campagne pour la démocratie, qui regroupent une quarantaine d'organisations des droits de l'homme, menait maintenant de se lancer dans une campagne de désobéissance civile sans précédent à partir de vendredi minuit si les militaires n'abandonnaient pas

effectivement tous les pouvoirs. Une menace d'autant plus sérieuse que se profilait un long week-end : le dernier samedi de chaque mois est traditionnellement chômé pour permettre aux travailleurs de se livrer à des tâches collectives de volonte ; dimanche les musulmans célèbrent la fête du Mouloud et lundi est un jour férié. Les centrales syndicales - décidées à faire

plier le gouvernement d'Ernest Shonekan - ont, par ailleurs, laissé carte blanche aux différentes fédérations. Les transporteurs ont déjà reçu la consigne stricte de geler toutes leurs activités à partir de lundi matin. Doté d'un gouvernement civil, le Nigeria pourrait bien se retrouver complètement paralysé dès la semaine prochaine.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## DIPLOMATIE

## L'ONU décide de mesures d'économie draconiennes

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a annoncé, jeudi 26 août, une série de mesures d'économie, qui devraient affecter en priorité le nombre et la durée des réunions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Il a ajouté qu'il repousserait toute nouvelle demande d'opération de l'ONU si les pays membres ne payaient pas, dans les trente jours, leurs arriérés de contributions, qui s'élevaient à plus de 2 milliards de dollars.

« L'organisation vit au jour le jour. Cela n'a rien de nouveau. Mais aujourd'hui, la situation est sans précédent et c'est intolérable », a-t-il affirmé lors d'une intervention devant la Commission administrative et budgétaire de l'Assemblée générale, précisant que les fonds disponibles de l'organisation ne permettront de couvrir les dépenses que jusqu'à la fin de la première

semaine de septembre. Le secrétaire général a également annoncé que les voyages officiels et le recours à des consultants seraient considérablement réduits, de même que les réunions de Genève et de Vienne. En outre, le nombre d'employés temporaires affectés à l'Assemblée générale devrait diminuer de 25 %, tandis que les travaux de traduction devraient dorénavant se limiter à l'anglais et au français.

M. Boutros-Ghali semble vouloir accroître la pression sur les cent soixante-dix-sept Etats membres en retard de paiement, en réduisant principalement les réunions du Conseil de sécurité à dix par semaine, et celles de l'Assemblée générale à cinquante-trois. « Si les Etats ne paient pas leurs arriérés avant la fin de l'année, je proposerai des changements fondamentaux », a-t-il prévenu. - (AFP, Reuters)

كلمة من

## EUROPE

L'avenir de la Bosnie-Herzégovine

## Les « Parlements » des trois communautés examinent le nouveau plan de paix

Les « Parlements » des trois communautés bosniaques - Musulmans, Serbes et Croates - ont entamé, jeudi 26 août, ou doivent entreprendre, vendredi 27, l'examen des propositions internationales sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine.

PALE (Bosnie)

de notre envoyée spéciale

Les Serbes de Bosnie ont haussé le ton à la veille de la réunion de leur « Parlement » autoproclamé qui devait se prononcer vendredi sur le plan de paix proposé il y a une semaine à Genève par les médiateurs internationaux, David Owen pour la CEE et Thorvald Stoltenberg pour les Nations unies. Dans un entretien accordé à la télévision de Pale, le chef des Serbes bosniaques, le président du « Parlement », Mom-

cilo Krajisnik, a lancé, jeudi, un véritable ultimatum aux Musulmans, les sommant de ratifier le nouveau plan de paix, à défaut de quoi les Serbes bosniaques déclaraient leur indépendance.

Ces derniers estimaient avoir fait des « concessions », en acceptant à Genève de demeurer au sein d'une Bosnie-Herzégovine transformée en « Union » de trois Républiques ethniques, avec les Musulmans et les Croates. Si l'une des deux parties adverses venait à rejeter cette formule élaborée par MM. Owen et Stoltenberg, les Serbes bosniaques « reviendraient sur toutes leurs concessions ». Et M. Krajisnik de menacer : « Si les Musulmans réclament une autre option, nous ne l'accepterons pas. » S'ils sont tenus par le plan de paix de restituer près de 20 % des territoires qu'ils contrôlent actuellement, il s'agit d'un « sacrifice » auquel les Serbes bosniaques peuvent consentir, a souligné M. Krajisnik.

FLORENCE HARTMANN

## Le HCR tente d'obtenir le déblocage de son convoi retenu par les Musulmans de Mostar

GENÈVE

de notre correspondante

Il convient de mettre sur le compte d'un « geste de désespoir compréhensible » le refus qu'opposent les Musulmans de Mostar, assiégés par les Croates sur la rive orientale de la Neretva, au départ des 27 camions venus les ravitailler après maints obstacles, a estimé Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR (Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU).

Pour ces populations affamées et bombardées par les forces croates bosniaques et sans le moindre secours depuis la mi-juin, la présence sur place de membres du HCR est ressentie comme une protection contre de nouveaux bombardements. Les véhicules de l'organisation humanitaire (dont neuf ont été déchargés au profit de la population croate) ont pu repar-

tir sans problème) transportaient 275 tonnes de vivres et de médicaments et représentent le convoi le plus important que le HCR ait jamais organisé en ex-Yugoslavie. Sa flotte humanitaire comprend 500 camions au total, en permanence sur les routes, formant 35 convois chaque jour.

A Genève, on souhaite que les délégués du HCR parviennent à convaincre les responsables d'une population désespérée de les laisser continuer à s'acquiescer de leur mission ailleurs, tout en s'engageant à revenir dans une semaine avec une nouvelle cargaison. Celle qui vient de leur être fournie devrait permettre aux Musulmans de Mostar, toujours privés d'eau et d'électricité, de tenir pendant quelques jours.

I. V.

Devant la Cour internationale de La Haye

## La Yougoslavie estime que les Serbes sont « les premières victimes de la purification ethnique »

LA HAYE

de notre correspondant

Appelée à répondre devant la Cour internationale de justice de l'accusation de « génocide du peuple bosniaque », la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a contre-attaqué, jeudi 26 août, en soumettant aux juges de La Haye une liste d'exactions anti-serbes commises, selon elle, par « les bédouins » (musulmans) et les « oustouchis » (croates).

Développant son argumentation en trois temps, la Yougoslavie a tout d'abord rejeté la responsabilité du conflit sur les autorités de Sarajevo, estimant qu'en réclamant son indépendance la Bosnie-Herzégovine avait violé la Constitution yougoslave et bafoué la règle du consensus exigé pour la modification des frontières internes de l'ancienne fédération. La Yougoslavie a ensuite présenté les Serbes de Bosnie comme « les premières victimes de la purification ethnique ». Remontant aux années noires de la seconde guerre mondiale, le chargé d'affaires yougoslave aux Pays-Bas, Djordje Lopice, a déclaré que « le district de Srebrenica [était] entièrement passé aux mains des partisans de l'islam »

dès cette époque et que « les bouchers et les tueurs d'aujourd'hui [descendaient] des familles des collaborateurs d'hier ».

M. Lopice a notamment cité l'exemple de Bradina, « le plus gros village serbe en Bosnie », vidé par la violence (exécutions sommaires, déportations, viols, incendies) de ses 750 habitants et désormais rebaptisé Donji Repovci. Il a encore affirmé que les personnes fauchées devant

une boulangerie de Sarajevo - dont les images avaient fait le tour du monde au printemps 1992 - étaient serbes et que l'ONU avait refusé d'éclaircir les circonstances du drame. Il a, enfin, évoqué les tortures qu'auraient subies les Serbes emprisonnés à Celibici, « camp où aucune organisation humanitaire internationale n'a visité ».

CHRISTIAN CHARTIER

## Purges au sein de l'armée à Belgrade

Le Conseil suprême de défense de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a procédé, jeudi 26 août, à une purge au sein du commandement des forces armées, mettant à la retraite quarante-trois généraux et amiraux, dont le chef d'état-major, le général Zivota Pantic, soixante ans, officiellement pour « raisons de santé ». Le nouveau chef d'état-major est le général Momcil Perisic, quarante-neuf ans, qui commandait la 3<sup>e</sup> armée. Le général Pantic, dont la démission était réclamée par

les ultra-nationalistes serbes, avait pris la tête de l'armée de la nouvelle Yougoslavie en mai 1992 à la suite, déjà, d'une purge marquée par le départ de quarante généraux jugés responsables de la piétine performance des soldats de Belgrade. Dans les milieux politiques, on estime que ces changements illustrent la volonté du président serbe Slobodan Milosevic de reprendre l'armée en main et aussi d'en limiter l'influence, notamment par rapport à la police. (Reuters, AFP)

AZERBAÏDJAN

## Des dizaines de milliers de civils fuient les combats

Des dizaines, peut-être des centaines de milliers de civils azérbaidjanais ont abandonné leurs maisons et se retrouvent sans abri pour fuir les opérations militaires arméniennes dans le sud-ouest de l'Azerbaïdjan, selon l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse dans la région.

Des kilomètres de routes à l'ouest, l'est et le sud de l'enclave du Haut-Karabakh sont encombrés de familles entières de réfugiés à pied, à dos d'âne, en voiture ou sur des tracteurs, de malheureux bagages sur le dos ou dans des remorques, par plus de 30 degrés à l'ombre.

Les pâturages arides, qui com-

manent juste au sud-ouest de la ville de Esmishi et s'étendent au sud et à l'ouest des villages de Balagan, Fizuli, Djibail, Gorediz, Ahmedbeyli, Zanguevan et Koubetli, sont couverts de centaines de campements précaires. Tout autour, l'odeur des égarés pourrissant au soleil emplit l'air. Sous un soleil de plomb, les familles se serrent les unes contre les autres sur la sol à l'ombre d'une voiture, un tracteur ou un chariot, ou bien sont étendus en plein champ sur les lits en fer qu'elles ont réussi à sauver.

Un représentant des Nations unies en Azerbaïdjan, Mahmoud

El-Said, a estimé mercredi 25 août à quelque 220 000 le nombre de « personnes déplacées » par l'offensive des forces arméniennes du Haut-Karabakh et se trouvant actuellement « en mouvement » dans le sud-ouest de l'Azerbaïdjan.

L'agence de presse iranienne IRNA a affirmé jeudi que des milliers de réfugiés se massaient le long de la frontière irano-azérbaidjanaise, mais ces déclarations ont été contredites par les représentants du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) qui se sont rendus dans cette zone et n'ont constaté aucun afflux de population. (AFP)

Tout en condamnant l'intervention militaire de 1968 en Tchécoslovaquie

## M. Eltsine juge que la Russie « ne peut être tenue responsable » de l'écrasement du « printemps de Prague »

PRAGUE

de notre correspondant

Vingt-cinq ans après l'intervention des armées du pacte de Varsovie pour écraser le « printemps de Prague », la visite éclair du président russe, Boris Eltsine, jeudi 26 août à Prague et à Bratislava, a définitivement tourné la page de ce « triste anniversaire ». En signant dans les capitales des deux pays de l'ex-Tchécoslovaquie un nouveau traité d'amitié et de coopération avec les présidents tchèque et slovaque, Vaclav Havel et Michal Kovac, M. Eltsine a souligné que s'ouvrait une nouvelle ère de « relations entre de nouveaux

Etats démocratiques et souverains ». Ces traités, à défaut de condamner l'invasion de 1968 comme le réclamaient certains hommes politiques et journaux de droite, ont tenu à marquer définitivement avec leur passé totalitaire, lié d'utilisation inacceptable de la force contre la Tchécoslovaquie en 1968 et à la présence injustifiable de l'armée soviétique.

Mais pendant la conférence de presse, le président Eltsine a néanmoins « condamné cette occupation et cette violation de la souveraineté de la Tchécoslovaquie », tout en soulignant que « la Russie ne peut en être tenue responsable car c'était la décision de

l'URSS et de ses dirigeants ». M. Eltsine, qui a passé moins de cinq heures dans chaque capitale, a rencontré également le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, qu'il a invité à venir « prochainement » à Moscou pour régler les questions économiques et la dette de l'ex-URSS qui s'élève à 3,5 milliards de dollars envers Prague et 1,5 milliard de dollars envers Bratislava. Avec le chef du cabinet slovaque, Vladimir Meciar, qui était en début de semaine à Moscou, il s'est entretenu des questions de coopération économique et militaire.

MARTIN PLICHTA

## AMÉRIQUES

HAÏTI : après la formation d'un nouveau gouvernement

## Vers une levée des sanctions internationales

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Conformément à la recommandation du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, les membres du Conseil de sécurité se sont entendus, jeudi 26 août, sur le contenu de deux résolutions visant à suspendre les sanctions qui frappent Haïti, parmi lesquelles un embargo sur le pétrole et les livraisons d'armes appliqué depuis le 23 juin.

La levée de ces sanctions était prévue dans le cadre de l'accord du 3 juillet sur le retour par étapes de la démocratie en Haïti, signé à New-York par le président Jean-Bertrand Aristide et par le général Raoul Cédras, qui l'avait renversé en septembre 1991. La suspension de l'embargo devait intervenir après la nomination d'un nouveau premier ministre par le président en exil et la ratification de sa candidature par le Parlement. Ce dernier a accordé sa confiance (le Monde du 27 août) à Robert Malval, un proche du Père Aristide.

Le Conseil de sécurité devait donc adopter vendredi une première résolution suspendant, avec effet immédiat, l'embargo sur le pétrole et sur les armes. Une

« levée » définitive de cet embargo n'est prévue qu'ultérieurement, lorsque auront été remplies toutes les conditions contenues dans l'accord du 3 juillet, qui prévoit notamment le retour à Port-au-Prince du Père Aristide avant le 31 octobre. Si l'un ou l'autre des termes de cet accord n'était pas respecté, la suspension des sanctions serait immédiatement annulée.

La seconde résolution concerne l'envoi à Haïti d'un premier contingent international de policiers chargés de former la police locale, de façon à assurer le maintien de l'ordre durant tout le processus de retour à la démocratie. Le nombre exact de ces policiers - équipés d'armes de poing - n'a pas encore été fixé dans le détail, mais le chiffre de 600 à 1 000 hommes est généralement avancé.

De son côté, l'Organisation des Etats américains (OEA) a fait savoir qu'elle allait elle aussi suspendre les sanctions qu'elle avait votées le 8 octobre 1991, quelques jours après le coup d'Etat contre le président Aristide, démocratiquement élu en décembre 1990.

SERGE MARTI

ÉTATS-UNIS

## L'inculpation du cheikh Omar Abdel Rahmane fait craindre de nouveaux attentats

L'inculpation, mercredi 24 août, par la justice américaine, du cheikh Omar Abdel Rahmane - accusé d'avoir été l'instigateur d'une « campagne terroriste » aux Etats-Unis et le « cerveau » de l'attentat contre le World Trade Center de New-York en février - a fait écho à une recrudescence des attentats anti-américains dans le monde. Le département d'Etat a appelé jeudi toutes ses ambassades à redoubler de prudence face à l'éventualité d'une riposte terroriste après l'inculpation du chef intégriste égyptien, par ailleurs accusé d'avoir participé à une tentative d'assassinat contre le président de son pays, Hosni Moubarak, à New-York, le 14 octobre 1992, au moment où il se rendait aux Etats-Unis depuis le 2 juillet pour avoir violé la législation sur l'immigration. Omar Abdel Rahmane a plaidé non coupable dans tous les cas, de même que ses quatorze coaccusés, parmi lesquels une dizaine de Soudanais.

En Egypte, les trois principales organisations intégristes clandestines ont menacé de s'attaquer aux intérêts américains si les Etats-Unis poursuivent la procédure engagée contre leur guide spirituel. Ces menaces ont été profitées par un homme se présentant comme le porte-parole « de la Djamaa Islamiya, du Jihad et de l'Avant-garde de la conquête », une nouvelle formation intégriste issue du Jihad. Dans le sud du Liban, un groupe inconnu, dans un communiqué, promis de s'en prendre à « chaque Américain et à tous les intérêts de ce pays » si le cheikh était extradé vers l'Egypte. Le Caire a présenté une requête en ce sens, mais l'inculpation du prédateur aux Etats-Unis rend cette démarche caduque. (AFP, UPI)

vers l'Egypte. Le Caire a présenté une requête en ce sens, mais l'inculpation du prédateur aux Etats-Unis rend cette démarche caduque. (AFP, UPI)

□ L'ambassade américaine au Soudan réduit son personnel. - Plusieurs diplomates américains en poste au Soudan et leurs familles vont « temporairement » quitter Khartoum, en raison de la tension entre les deux pays, après la décision américaine de placer le Soudan sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Mais l'ambassadeur, M. Donald Peterson, et d'autres diplomates de haut rang, demeureront en poste. (AFP)

□ GUATEMALA : le président exige la démission des députés et de la Cour suprême pour en finir avec la corruption. - Le président Ramiro de Leon Carpio a exigé, jeudi 26 août, la démission « immédiate et volontaire » des cent seize députés du Congrès et des neuf magistrats de la Cour suprême pour en finir avec la corruption et « retrouver la confiance » du peuple guatémaltèque. Dans un message radiotélévisé, le président a prévenu les députés et les magistrats qu'il s'adressera immédiatement, comme il en a le droit, au tribunal électoral suprême pour que soit organisée « une consultation populaire », si son appel à « l'auto-purification » n'est pas suivi. (AFP)

## A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Les violences d'extrême droite ont fait dix-sept morts en 1992

La violence d'extrême droite a connu une véritable explosion en 1992 en Allemagne, avec 2 584 agressions qui ont provoqué la mort de 17 personnes contre 1 483 agressions et 3 tués en 1991, selon le rapport annuel de l'Office de protection de la Constitution (renseignements généraux) présenté jeudi 26 août par le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther. Cette progression est « un indice d'une meilleure organisation et d'une plus étroite coopération entre les militants d'extrême droite », a estimé M. Kanther. Près de 90 % de ces violences ont été dirigées contre des étrangers. L'Office a recensé 41 800 extrémistes de droite membres de 82 mouvements - dont 33 néonazis. Les points les plus chauds ont été en 1992 le Mecklembourg-Poméranie occidentale et la Brandebourg, deux régions de l'ex-RDA. Pour lutter contre cette montée de la violence d'extrême droite, M. Kanther a annoncé un durcissement de la législation et des pouvoirs plus

larges pour la police. Il a préconisé, entre autres, des sanctions plus lourdes, des procédures accélérées et des effectifs policiers plus nombreux. (AFP)

IRAK

Saddam Hussein soutient un appel au meurtre contre un ambassadeur dissident

La président Saddam Hussein a salué, jeudi 26 août, la tribu des Jabouris qui avait lancé un appel au meurtre contre l'un des siens qui a fait défection, l'ex-ambassadeur Hamed Al Jabouri, et son homologue en poste au Canada, M. Hichem Al Chawi, avaient annoncé, mardi, à Londres, leur décision de rejoindre l'opposition et appelé à l'établissement « irakien » d'un régime démocratique.

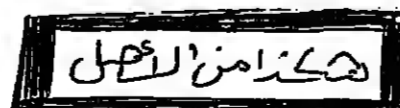
A la fin de l'an dernier, les chefs de tribu avaient fait allégeance au président, s'engageant à condamner à mort tous les leurs qui trahiraient le pays. M. Jabouri, qui était en poste en Tunisie, et son homologue en poste au Canada, M. Hichem Al Chawi, avaient annoncé, mardi, à Londres, leur décision de rejoindre l'opposition et appelé à l'établissement « irakien » d'un régime démocratique. (Le Monde du 26 août, AFP)



Madame, pour avoir un cancer  
veuillez, s'il vous plaît, vous retourner  
toutes les heures.



*La Ligue vous rappelle que le bronzage intensif est la première cause de cancer de la peau.*



## PROCHE-ORIENT

# Les Palestiniens démunis

La crise financière de l'OLP pèse lourdement sur la vie quotidienne des réfugiés, au Liban comme ailleurs. Mais l'avenir politique de l'organisation les inquiète presque davantage

AÏN AL-HELOUE

de notre envoyée spéciale  
« L'OLP est ma patrie, mon identité. Nous avons souffert pour la maintenir des dizaines de milliers de martyrs, des milliers de gens dans les prisons, des années de souffrance, c'est notre seule réalisation en trente ans de lutte. Elle doit demeurer jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien souverain, car autrement où seront les Palestiniens ? Comment je pourrais dire que je représente le peuple palestinien ? Beaucoup plus qu'amer, le représentant de l'OLP au Liban, Chafie Al Hout, qui a suspendu sa participation au Comité exécutif de l'OLP, est profondément troublé, secoué. Avec la plupart des trois cent cinquante mille Palestiniens du Liban, il partage l'intime conviction que la crise financière de l'OLP, bien réelle, a d'abord et avant tout des causes politiques. Chez tous, la même certitude : à travers la destruction des institutions de l'OLP, due à cette crise financière, c'est le « peuple palestinien » que l'on veut faire disparaître pour faciliter la solution à l'intérieur des territoires occupés et l'implantation de la diaspora dans les pays d'accueil.

Aux portes de Safed, dans le camp d'Aïn al-Heloue, le plus grand du Liban avec cent mille réfugiés, les conséquences de cette crise sont évidentes. Naguère grouillantes et animées, les rues sont aujourd'hui trop calmes et les commerçants font grise mine. Avant, dit Frayza, vingt-cinq ans, employée de l'Union des femmes palestiniennes, nous les jours nous achetions les journaux, de la viande, et quand on avait une petite grippe, des médicaments. Maintenant, tout cela est fini. La viande, c'est une fois par semaine, on attend que la tige disparaisse toute seule, et mon père ne lit plus le journal. » La famille de Frayza, père, mère, et sept enfants, est représentative de la situation dans le camp. Avec un frère tué et un

frère blessé et handicapé, ils touchaient chaque mois de l'OLP 220 000 livres libanaises (130 dollars), plus son salaire de l'Union des femmes (80 000 livres libanaises, soit 47 dollars). Les familles de « martyrs » et les handicapés n'ont rien reçu depuis quatre mois, et pour Frayza, c'est le cinquième mois de travail sans salaire. « Pour l'instant, dit-elle, nous survivons avec le salaire d'un de mes frères maçon, et les deux plus jeunes travaillent pour gagner l'argent de leur prochaine année scolaire. Mais combien de temps pourrions-nous tenir ? » Frayza, comme ombre d'autres militantes, va chercher du travail hors du camp.

### La destruction des institutions

Pour Oum Ibssan, vingt-six ans, deux fois veuve de combattant, la situation est beaucoup plus catastrophique. Les deux pièces qu'elle occupe avec deux de ses enfants sont désormais vides. Le salon, les lits, la vidéo ont été vendus, et un voisin marchande la frigidité. Les amis combattants de son dernier mari lui apportent chaque jour la nourriture de la caserne, un secours appréciable dans un tel dénuement. « Les jeunes de combattants, environ un millier à Aïn al-Heloue, connaissent de loin la situation la plus difficile », admet une représentante de l'Union des femmes. Car, comme tout s'effondre, les garderies et jardins d'enfants patronnés par l'OLP - l'UNRWA (Agence des Nations unies pour le secours aux réfugiés de Palestine) ne scolarisent les enfants qu'à partir de six ans, et ferment les uns derrière les autres par manque de moyens. Vingt-deux jardins d'enfants sont restés sans budget pendant sept mois, et on voit mal comment ils pourraient rouvrir. Mais avec les enfants à la

maison comment trouver du travail ?

Autre problème crucial, les soins médicaux, qui, sauf pour les familles des « martyrs » et des combattants, sont désormais payants pour tous, même si la somme est encore modeste. A l'hôpital Hamchari, géré par le Croissant-Rouge, le docteur Ali Abdallah, responsable de la pharmacie, avoue n'avoir

soins mensuels. L'aide promise de l'OLP n'est jamais arrivée.

Démocrate par leur chef, Mounir Magdab, qui a récemment demandé la démission de M. Arafat, la situation des militaires palestiniens, y compris des trois cents officiers encore présents au Liban, n'est pas meilleure, même si M. Magdab avoue aujourd'hui : « La crise financière n'est pas la plus importante. » « Le premier et

lars, ne représente plus que 2 000 dollars. Les combattants observent désormais le jeûne les ludi et samedi.

Parallèlement aux coupes claires dans le budget de l'OLP, l'UNRWA a, elle aussi, nettement réduit ses prestations, et les Palestiniens y voient un signe supplémentaire de la volonté internationale de les faire disparaître en tant qu'entité. Face à cette situation, les réactions diffèrent entre ceux qui voudraient « tout enflammer et ramener la haine partout », et ceux, majoritaires, en particulier chez les femmes, qui avouent : « Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à négocier. » Dans le désespoir généralisé, la seule lueur demeure une amélioration quelconque de la situation matérielle et chacun pense à des solutions individuelles, comme un nouvel exode...

### « C'est le peuple qui se perd »

« En 1947, nous avons perdu notre terre, mais maintenant c'est pire, c'est le peuple qui se perd », avoue, les larmes aux yeux, une militante de longue date. Pour la majorité, Yasser Arafat ne peut être responsable d'une telle catastrophe. « Il nous a toujours tout donné, confie Allia, cinquante ans. Pourquoi maintenant il nous abandonnerait ? » « Ce sont les grandes puissances qui nous trahissent », dit-elle. « Ce sont les Américains, les Israéliens, qui le (Arafat) menacent, affirme par sa part Mounir Magdab. Ils lui disent : détruis l'OLP et tu auras Gaza et Jéricho ; sinon ton peuple deviendra comme les Bosniaques. » « Mais, ajoute-t-il, nous n'avons pas perdu cent cinquante mille martyrs pour Gaza et Jéricho. »

M. Chafie Al Hout, lui, voudrait comprendre pourquoi et comment

l'OLP en est arrivée à cette crise financière. Pourquoi par exemple le président du Fonds national palestinien (l'organe chargé des finances de la centrale palestinienne), le seul responsable élu par le Conseil national palestinien, souligne-t-il, n'a assisté qu'à deux réunions du Comité exécutif, dont il est membre de plein droit ? Pourquoi, depuis trois ans que les pays du Golfe ne paient plus, aucun plan financier n'a été soumis au Comité exécutif ? Pourquoi la décision de voter le siège de l'OLP à Beyrouth a-t-elle été prise, alors que d'autres biens immobiliers qui n'ont pas cette valeur symbolique ne sont pas sacrifiés ? « Pourquoi, lance-t-il enfin, Arafat se fait-il cela à lui-même ? Qu'il subisse des menaces, des pressions énormes, c'est sûr. Mais nous nous avons été menacés. La reddition n'est pas notre « job ». Pourquoi légitimer l'occupation ? Souvenons nous de l'OLP, pour que, si nous échouons maintenant, il reste un cadre institutionnel pour les générations futures. Qu'à défaut de discuter de la libération de la Palestine, nous n'ayons au moins un endroit pour parler de nos cartes de rationnement. »

FRANÇOISE CHIPAUX

LIBAN : bombardements israéliens dans le sud du pays. - L'artillerie israélienne a bombardé, jeudi 26 août, le massif de l'Alim at-Toufah, fief du Hezbollah pro-iranien dans le sud du Liban, qui avait été auparavant la cible de raids, menés par quatre chasseurs bombardiers israéliens. Ces raids, qui n'ont pas fait de victimes, ont eu lieu après que quatre attaques eurent visé, en quarante-huit heures, des positions de l'Armée du Liban-Sud (ALS), dans la « zone de sécurité », occupée par Israël. - (AFP)

## ASIE

# « Sale guerre » au Cachemire

Suite de la première page

Un capitaine ouvre la marche, balançant presque négligemment sa katichnikov au bout du bras. Un petit jour sale laisse deviner les premières maisons blotties à l'abri d'un rideau de grandes saules. Derrière, un soleil pâle se lève sur un cirque de montagnes aux pics enneigés.

Près de l'eau une silhouette. Un soldat pousse un cri, pointe son fusil. Un homme s'avance, relevant les pans de son manteau. « Je vois à la mousseline », explique humblement le villageois avant de poursuivre son chemin. Dans la masure, un mollah murmure une prière à la lueur d'une bougie. Des femmes remontent de la berge, une jarre d'eau en équilibre sur la tête, indifférentes aux uniformes. Ce matin-là sera sans coup de feu. « Domage qu'on ne se soit pas fait tirer dessus aujourd'hui, regrette un lieutenant en soufflant sur sa tasse de thé au lait. J'aime bien quand ça s'excite un peu... »

Un troupeau d'hommes est en marche dans le matin blême : il est 6 h 30 et tous les habitants de sexe masculin de plus de seize ans sont convoqués pour identification sur la grande prairie au bord du lac. Ensemencés, hirsutes, mal rasés, ils s'avancent lentement, tous semblables ou presque dans leur phare, ce poncho cachemirien aux couleurs ternes. Les plus vieux suivent en ordre dispersé, s'appuyant sur leur canne. Bientôt, ils sont au moins deux mille, assis en tailleur sur l'herbe mouillée de pluie.

Commence alors la deuxième partie de l'opération Baryar : les villageois défilent devant les fenêtres de l'école. Derrière les croissillons de bois, deux silhouettes immobiles en uniforme. Encapuchonnés dans une cagoule de tissu noir qui ne laisse apparents que les yeux et une bouche déformée, ces deux hommes sont des militants séparatistes capturés. Au Cachemire, on les appelle « les chats », à cause de leur regard de félin sous la cagoule. Ce sont eux qui se chargent du silence boulot : dénoncer dans la foule silencieuse d'éventuels combattants. Parfois, l'un d'eux

hoche la tête. Le lieutenant des services de renseignement fait alors mettre le suspect à l'écart. Un barbu en calotte musulmane est ainsi interrogé pour avoir « diné avec des militants ». Trois autres, des jeunes, sont également repérés par les dénonciateurs.

Tout à tour complaisant et agressif, un capitaine presse de questions les suspects. Le mollah se défend : « Je n'ai pas pu refuser aux militants l'entrée de mon logis. » Les autres ne savent pas, n'ont rien vu, ne sont pas au courant. Le mollah répond calmement, les jeunes tremblent. « Nous les relâcherons bientôt, foute de preuves », nous assure un capitaine d'un air un peu découragé. Et d'ajouter : « Nos « chats » ne servent pas à grand-chose. Souvent, ils dénoncent n'importe qui pour nous faire plaisir. Alors quand les représentants un « vrai » militant, ils ne disent rien. »

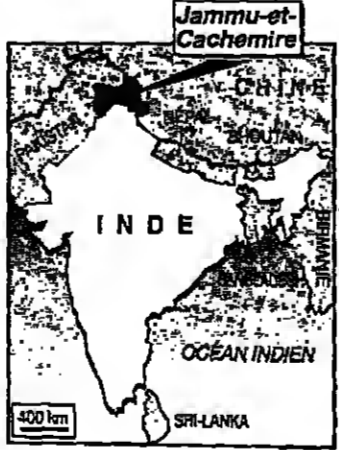
### « Nous luttons contre le Pakistan »

Très « armée des Indes » dans son impeccable uniforme léopard, le cheveu brillant et la moustache en croc, le général de brigade Khanna sirote l'éternelle tasse de thé au lait à l'écart de la foule. « Vous devez comprendre que l'armée indienne ne se livre pas à une simple opération de police, explique-t-il avec un regard appuyé aux deux journalistes étrangers invités, faveur unique, à participer à une opération. Ici, c'est contre le Pakistan qui arme et entraîne les militants séparatistes que nous luttons. C'est une guerre, une vraie, insistent-ils. » Un jeune commandant ajoute, en aparté, avec un regard méprisant vers les villageois : « Pourquoi les Cachemiris veulent-ils leur indépendance ? Et pourquoi, faut-il que les musulmans s'opposent à exporter leur religion de par le monde ? »

Ces remarques symbolisent l'état d'esprit de ces soldats, en général hindous, persuadés de s'opposer aux « ingérences » de l'ennemi bédouin pakistanais et à la menace islamiste qui pèse sur l'Inde, sa démocratie et ses institutions laï-

ques. La réalité est pourtant plus complexe : région disputée entre l'Inde et le Pakistan depuis la partition de 1947, le Jammu-et-Cachemire, seul État à majorité musulmane du pays, est depuis janvier 1990 le théâtre d'une rébellion qui ne s'explique pas seulement par l'appui fourni aux insurgés par les services secrets d'Islamabad.

Aujourd'hui, l'immense majorité des Cachemiris musulmans souhaitent se séparer de l'Inde. Le conflit ne se limite plus à la question de l'appartenance du Cachemire à l'un ou l'autre des deux frères ennemis : que le pays soit coupé en deux par la ligne de cessez-le-feu de 1949, depuis la première guerre indo-pakistanaise, n'est qu'un aspect de la



question : « Nous ne nous battons pas contre l'oppression indienne pour tomber dans les mains des Pakistanais », explique un ancien fonctionnaire cachemirien.

### Un bain de sang

Décus par la politique ambiguë de New-Delhi à leur égard, lassés par les promesses non tenues des politiciens, conscients de leur singularité culturelle, ethnique et religieuse, influencés par l'explosion des conflits nationalistes dans le monde, bien des Cachemiris rêvent depuis longtemps à l'indépendance. Certains, une minorité, espèrent devenir pakistanais, « ou nom de l'islam ». Pourtant, « nous ne sommes pas la Yougoslavie », répète à l'envi les Indiens.

Le fossé s'est creusé entre le pouvoir central et la population cachemirienne. Celle-ci perçoit l'armée de New-Delhi comme une « force d'oc-

cupation ». Les civils sont pris entre les forces de sécurité et la guérilla, la répression des uns répondant à la brutalité des autres. Résultat : un immense gâchis et un bain de sang dont personne ne voit l'issue. Le bilan officiel s'élève, en trois ans et demi, à 2 800 militants et 580 militaires et paramilitaires tués ; 3 600 civils ont également trouvé la mort, toujours selon les autorités.

Dans la même période, 8 192 armes - fusils, grenades, lance-roquettes, mitrailleuses - ont été saisies. Rien que depuis le début de l'année, les séparatistes ont attaqué 220 bunkers ou places fortes des forces de l'ordre... Plus de 300 000 soldats et membres des forces paramilitaires seraient aujourd'hui déployés dans l'Etat. En face, une dizaine de milliers de militants, certains d'entre eux équipés des armes les plus modernes fournies par le Pakistan.

Srinagar, capitale d'été du Jammu-et-Cachemire, ressemble désormais à un vaste camp retranché berrisé de bunkers et de « check points » des forces de l'ordre. Dans les campagnes, les grands axes sont sillonnés en permanence par des convois militaires de « les corps de main de la rébellion sont fréquents, une évidence s'impose : la guérilla marque à présent le pas devant la détermination de New-Delhi. « Qu'ils déposent les armes, on discutera ensuite », tel est, en gros, la position du gouvernement indien.

Ce n'est certes pas une guerre en dentelle. Les témoignages abondent contre les forces de sécurité. Etudiant âgé de dix-neuf ans, Masroof Sultan n'est que l'une des victimes de la « sale guerre ». Après l'avoir arrêté, en avril, suite à l'explosion d'une mine dans son quartier, des soldats des « Forces de sécurité frontalières » (BSF) l'ont torturé à l'électricité dans le redoutable centre d'interrogatoire de « Papa 2 », à Srinagar. Il affirme avoir été « excubé », un peu plus tard, au bord d'un canal : un soldat lui a même donné le coup de grâce, mais la balle n'a fait que lui érafler la nuque. Laisse pour mort avec sept balles dans la peau, Masroof sera emmené plus tard à l'hôpital par une patrouille de la police cachemirienne.

Un jeune officier en permission rencontra à Srinagar nous confia avoir vu un collègue de son unité « bastonner à mort un militant arrêté ». En janvier, rendus furieux par la mort d'un camarade dans une fusillade avec les rebelles, des

paramilitaires ont brûlé 250 magasins du marché central de la ville de Sopore et tué 50 personnes. Même scène, quelques mois plus tard, au cœur de Srinagar, où les paramilitaires ont incendié une partie de la place Rooge, le centre historique de la capitale.

Officiellement, moins de 3 000 personnes sont en prison pour « sédition », « troubles de l'ordre public... ». « Faux ! s'insurge Abdul Quayyum, ex-président du barreau de Srinagar, lui-même arrêté il y a deux ans pour avoir participé à une manifestation. Au moins 15 000 Cachemiris croulent sans jugement dans les geôles de l'Inde. »

### Les rebelles imposent leur loi

Les abus sont si criants que les autorités devancent les questions des journalistes sur les droits de l'homme : « J'ai ordonné à mes hommes de ne répliquer aux militants qu'en cas d'extrême nécessité », affirme ainsi le chef de la police, B.S. Bedi, un sikh haut en couleur qui nous dresse une liste des dernières « bavures ».

Les autorités accusent les militants de commettre bien des crimes : des 3 600 civils tués depuis 1990, 1 900 l'ont été par des militants, affirme M. V. Kapoor, responsable adjoint des services de renseignement. Les militants ont, de fait, l'habitude de

tuer les informateurs de la police ou toute personne soupçonnée de collaborer avec l'occupant. Ils sont parvenus, en un sens, à imposer leur règle : dans tout le pays, les activités réputées non conformes à l'islam sont interdites : l'alcool est introuvable, les cinémas sont fermés, ainsi que les salons de beauté.

Banyar, 10 heures du matin. Les hommes du 2<sup>e</sup> bataillon des « Jammu and Kashmir Rifle » ont arrêté deux militants qui se cachaient dans les champs de maïs. Ils ont été pris avec deux kalachnikovs, des grenades et la photo de leur commandant en tenue de campagne. Ils avouent être arrivés du Pakistan « il y a quelques jours », après y avoir subi un stage de formation militaire. Quand nous les rencontrons, ils ont déjà été passés à tabac par les soldats. Devant l'étonnement du journaliste, un officier sourit, goguenard : « Vous vous attendiez à ce qu'on leur offre des fleurs ? »

BRUNO PHILIP

Six séparatistes tués. - Les forces de sécurité de New-Delhi ont annoncé, jeudi 26 août, avoir tué six hommes qui pénétraient en territoire indien à partir du Pakistan. De même source, on indique que près de 200 séparatistes musulmans ont déjà péri, en 1993, en entrant ainsi de façon illégale au Cachemire. - (Reuters)

l'Iran, est entré, jeudi 26 août, dans le port saoudien de Dammam. Des experts chinois sont arrivés le même jour dans le port afin de décider, avec des responsables saoudiens, des modalités d'inspection du navire. - (AFP)

SRI-LANKA : cinq marins tués par la guérilla tamoule. - Cinq marins sri-lankais ont été tués et cinq blessés, jeudi 26 août, lors d'un accrochage survenu sur la lagune de Jaffna, au nord de l'île, entre vedettes de la marine et bateaux de la guérilla de l'LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul), a annoncé une source militaire. Les gouvernementaux ont sabordé un de leurs navires, endommagé lors de l'incident, pour éviter qu'il ne tombe aux mains des rebelles. Une autre vedette a disparu. La lagune de Jaffna sépare la péninsule du même nom, aux mains des séparatistes, du reste du pays. - (Reuters)

AFGHANISTAN : une centaine de combattants seraient morts lors de la poursuite des combats près de Kandahar. - Les affrontements qui ont lieu depuis cinq jours entre deux partis islamistes rivaux près de la ville de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, auraient, jeudi 26 août, provoqué la mort d'une centaine de combattants. Plus de 200 morts et 400 blessés seraient déjà à déplorer lors des combats entre partisans du premier ministre intégriste pashtou, Gulbuddin Hekmatyar, et fidèles du président tadjik Burhanuddin Rabbani. Des responsables pakistanais ont confirmé l'ampleur des affrontements, qui ont éclaté pour le contrôle d'un dépôt d'armes à Argandah, à quinze kilomètres au nord de Kandahar. - (Reuters)

CHINE : le cargo chinois Yinhe est arrivé dans un port saoudien. - Le cargo chinois Yinhe, soupçonné par les Etats-Unis de transporter des composants chimiques pour

# Droit d'asile : faut-il réformer la Constitution ?

« Le premier ministre a expliqué, dans l'événement qui le conduisait à Bonn jeudi 26 août, qu'il serait « en mesure d'avoir un texte précis lundi sur lequel il pourra se déterminer » quant à une éventuelle révision de la Constitution sur le droit d'asile. Aux journalistes qui l'accompagnaient, Edouard Balladur a expliqué que la question était de savoir « si cette révision est indispensable », ajoutant que « tous les juristes » répondent « oui ».

POINTS DE VUE

## Inutile

par François Luchaire

EST-IL vraiment nécessaire de réviser la Constitution à propos du droit d'asile, et pour quoi faire ?

Supprimer le droit d'asile ? Ce n'est pas pensable ; ce droit est traditionnel en France depuis sa proclamation par la Révolution, il y a deux siècles ; il n'est pas imaginable de priver d'un droit les personnes de bonne foi parce qu'il y a des fraudeurs.

Rendre plus difficiles les conditions de sa reconnaissance ? Elles le sont déjà. Le demandeur doit prouver d'abord que, dans son pays, il est victime de persécution et ensuite que celles-ci ont pour cause son action en faveur de la liberté ; il n'y a rien à ajouter.

Permettre l'application de la convention de Schengen ? Le Conseil constitutionnel en a reconnu la conformité à la Constitution dans sa décision du 25 juillet 1991, malgré l'opposition de l'époque.

Accepter systématiquement les décisions prises par les Etats signataires de la convention, en vertu de leur droit national ? Mais certaines Constitutions sont plus laxistes que la Constitution française ; c'est le cas de la Constitution italienne ; le Conseil constitutionnel, dans sa décision précitée, avait eu la sagesse de relever que la convention de Schengen permettait à la France de réserver l'application de son droit national. Cette réserve est fondamentale, car on voit mal la France être obligée d'accepter sur son territoire des étrangers qui ne sont nullement persécutés mais qui ont été admis par un Etat voisin pour des raisons qui sont particulières à ce dernier ; il ne pourrait en être autrement que si était établie une législation uniforme qui se situerait alors à l'échelon de

Comme on lui demandait si un terrain d'entente était possible sur ce sujet avec le président de la République, il a simplement répondu : « Je l'espère. » Invité, mercredi, du Grand Oral O.F.M.-la Croix, Pierre Méhaignerie a expliqué qu'il était « difficile de trouver » de résoudre par une simple modification législative le problème de compatibilité entre les accords de Schengen et la Constitution soulevé par le Conseil

constitutionnel, lorsque, le 13 août, il a annulé certaines dispositions de la loi sur la maîtrise de l'immigration. Mais il a précisé qu'il sera étudié par le gouvernement « d'une façon pragmatique, sans a priori idéologique ». S'il affirme que « intégrer une norme européenne dans la Constitution, c'est aussi un moyen de consolider la construction de l'Europe », le ministre de la justice redoute le « danger d'un référendum », car le

thème de l'immigration risque de « passer inaperçue des débats ».

Les accords de Schengen prévoient, en effet, que les demandes d'asile doivent être traitées par le premier pays de la Communauté européenne où ont pénétré les réfugiés, tout en laissant la possibilité à un autre Etat, s'il le juge bon, de procéder à un autre examen de la demande. Le Conseil constitutionnel a estimé que cela devait être pour le

France une obligation, au moins pour ceux qui sollicitent son accueil au titre du préambule de la Constitution de 1946. Faut-il alors modifier la Constitution pour permettre une bonne application de ces accords ? Pierre Bordry, conseiller de Charles Pasqua, répond « oui », et François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel et proche de Robert Badinter, son président actuel : « non ».

## Nécessaire

par Pierre Bordry

LE Conseil constitutionnel a notemment déclaré non conformes à la Constitution les dispositions de la loi sur la maîtrise de l'immigration, qui faisaient obstacle à la saisine de l'OFPRA et de la commission de recours des réfugiés par les demandeurs d'asile, dont l'examen de la demande incombe à un autre Etat, en application des conventions de Schengen, de Dublin ou d'autres conventions similaires. Le Conseil, d'autre part, jugé que ces demandeurs d'asile avaient un droit de séjour provisoire sur le territoire français.

Les conséquences pratiques de cette décision sont considérables. La première est de valider de toute portée réelle l'application des conventions de Schengen et de Dublin, alors que ce Conseil avait déclaré conforme à la Constitution la convention de Schengen (décision du 25 juillet 1991). En effet, en permettant la saisine de l'OFPRA et de la commission de recours des réfugiés et en consacrant un droit de séjour ou un droit au maintien sur le territoire français qui fait échec à l'exécution de toute mesure d'éloignement, aussi longtemps que l'OFPRA n'a pas statué sur la demande d'asile, cette décision supprime les deux avantages essentiels en vue desquels ces conventions ont été conclues. La non-application des procédures d'asile tout d'abord ; désormais, toute demande d'asile déposée en France devra être examinée par la France, alors qu'en application des conventions de Schengen et de Dublin le responsable de l'examen de cette demande incombe à un autre Etat de la Communauté. La décision du Conseil constitutionnel consacre donc la compétence parallèle de la France et de tout autre Etat de la Communauté européenne, alors que ces conventions posent le principe d'un examen unique par un seul Etat, celui qui est responsable de l'entrée du demandeur d'asile sur le territoire de la Communauté.

### Il faut appliquer Schengen

Le transfert physique des demandeurs d'asile de la France vers l'Etat responsable du traitement de sa demande, ensuite : ce transfert sera impossible event que l'OFPRA n'est statué.

La décision du Conseil constitutionnel fait donc passer sur notre pays l'obligation d'examiner toute demande d'asile qui lui est présentée, alors même qu'un autre Etat de la Communauté européenne serait compétent pour y statuer ou aurait rejeté une précédente demande. Elle fait aussi obligation d'accueillir ou de maintenir sur notre territoire tous ces demandeurs d'asile aussi longtemps qu'il n'a pas été statué sur leur demande.

Le nombre des demandes d'asile dépasse 450 000 par an en Allemagne ; chacun se souvient des graves incidents racistes et xénophobes qui en ont été les conséquences. Il y en a 100 000 par an dans les autres Etats de la Communauté hormis l'Allemagne et la France. Ces personnes pourront, au bénéfice de la libre circulation, se déplacer vers la France et revendiquer dans notre pays le statut de réfugié avec un droit de séjour ou de maintien en France, ce qui posera un problème majeur d'immigration. Ce droit de séjour ou de maintien entraînera en outre la dessaisissement des Etats initialement et normalement compétents pour traiter ces demandes d'asile.

Les organes de détermination du statut de réfugié — OFPRA et commission de recours des réfugiés — seront donc submergés et notre pays sera confronté à un afflux considérable de demandeurs

d'asile relevant du 4<sup>e</sup> alinéa du préambule de la Constitution.

En outre, une disposition législative qui rentraitrait en cause ou qui limiterait le droit de séjour des demandeurs d'asile, relevant ou non du 4<sup>e</sup> alinéa du préambule de la Constitution, violerait, compte tenu des termes de la décision du Conseil, à la fois le droit d'asile et les droits de la défense : le maintien sur le territoire français est une condition nécessaire pour que les demandeurs d'asile puissent faire valoir leurs droits devant l'OFPRA.

En conséquence, l'application des conventions de Schengen et de Dublin, en l'état actuel de la législation après la décision du Conseil constitutionnel, fera de la France le point d'aboutissement de tous les demandeurs d'asile sur le territoire de la Communauté.

L'inductible entrée en vigueur de ces conventions doit donc être précédée d'une révision de la Constitution. Mieux vaut, en effet, une autre modification de la Constitution, comme le font d'ailleurs d'autres pays voisins, qui permette la maîtrise de l'immigration dans le cadre d'une politique commune des pays européens, que de faire courir à notre pays le risque de conflits extrémistes, racistes ou xénophobes que ne manquerait malheureusement pas de provoquer un afflux massif d'étrangers.

► Pierre Bordry est conseiller d'Etat et conseiller du ministre de l'Intérieur pour les libertés publiques.

## Les textes de référence

• La Constitution de 1946. — Le préambule de la Constitution de 1946, qui renvoie au préambule de la Constitution de 1946, confirme et complète la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ce texte, sur lequel s'est appuyé le Conseil constitutionnel pour annuler certaines dispositions de la loi sur la maîtrise de l'immigration, précise que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

• La convention de Genève de 1951. — La convention de Genève du 28 juillet 1951, qui est le texte de référence en matière de droit d'asile, définit le réfugié comme toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Ce texte rédigé un an après la création du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en 1950, laisse à chaque Etat le soin de définir les règles permettant d'acquiescer le statut de réfugié. Cette convention a été complétée en 1967 par le protocole de New-York, qui élargit le statut défini à Genève aux réfugiés qui ont souffert hors des frontières européennes au après la signature de la convention de Genève, en 1951.

• La loi portant création de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides de 1952. — Au lendemain de la signature de la convention de Genève, la France a défini les règles de délivrance du statut de réfugié et créé un établissement public chargé d'assurer leur protec-

tion. Aux termes de la loi du 25 juillet 1952, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) « exerce la protection juridique et administrative des réfugiés et apatrides et assure, en liaison avec les divers départements ministériels intéressés, l'exécution des conventions, accords ou arrangements internationaux intéressant la protection des réfugiés en France, et notamment de la convention de Genève ». Réformé en 1990, l'OF-PRA instruit les demandes et délivre les certificats de réfugiés. Les personnes qui se sont vu opposer un refus peuvent formuler des recours auprès d'une commission présidée par un membre du Conseil d'Etat.

• La convention de Schengen de 1985. — Signée le 14 juin 1985 au Luxembourg par la France, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, la convention de Schengen instaure des mesures de police destinées à compenser l'ouverture des frontières et la libre circulation à venir des personnes au sein de la Communauté. Les pays signataires n'ayant pas l'intention d'uniformiser leurs politiques nationales en matière de droit d'asile, ce texte fixe les règles de désignation de l'Etat chargé d'instruire les demandes afin d'éviter les procédures multiples. Parmi les responsabilités confiées à cet Etat, figurent le traitement de la demande, l'obligation de reprendre le demandeur qui circulerait irrégulièrement dans un autre Etat membre, la mission de l'éloigner en cas de rejet de la demande, et l'admission de la famille de l'étranger en cas d'acceptation de la demande. La convention de Schengen prévoit également des échanges d'informations sur les demandeurs d'asile.

Aujourd'hui signée par les douze

pays de la Communauté à l'exception du Danemark, de l'Irlande et de la Grande-Bretagne, la convention de Schengen n'est pas encore entrée en vigueur ; initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1990, l'application des accords a été reportée à plusieurs reprises. Le ministre des affaires européennes du gouvernement Balladur, Alain Lamassoure, avait annoncé en mai que les conditions préalables ne seraient réunies « ni d'ici à la fin de l'année 1993, ni même sans doute avant une longue période », mais les pays signataires ont finalement décidé à Madrid, le 30 juin, que la convention entrerait en application le 1<sup>er</sup> décembre 1993.

• La convention de Dublin sur le droit d'asile de 1990. — Signée par les douze pays de la Communauté, la convention de Dublin du 14 juin 1990 « relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des communautés européennes » reprend pour l'essentiel les dispositions de la convention de Schengen. Aux termes de ce texte, les Etats s'engagent à ce que toute demande d'asile présentée par un étranger auprès de l'un d'entre eux soit examinée par un seul des Etats signataires. Cet Etat devra être désigné en fonction de critères « objectifs » définis par la convention (prise en considération des liens familiaux du demandeur dans un pays, lieu d'arrivée au sein de la Communauté, délivrance éventuelle d'un titre de séjour ou d'un visa). La convention de Dublin entrera en vigueur lorsque les Douze l'auront ratifiée, ce qui n'est pas encore le cas ; à ce jour, seuls la Grèce, le Royaume-Uni et le Danemark ont procédé à cette ratification.

A. C.

## Les réactions à la conférence de presse de M. Balladur

► Génération écologie : « coup politique ». — Dans un communiqué de Noël Mamère, son porte-parole, Génération écologie approuve la volonté du premier ministre de « ne pas céder aux sirènes de l'outre politique ». Mais elle demande à M. Balladur de ne pas « céder au dernier coup politique de son ministre de l'Intérieur qui cherche à enfoncer un coin dans la cohabitation et pousse à la surenchère sur le thème très sensible de l'immigration », car « on ne peut pas impunément écorner le vieux principe républicain du droit d'asile sur des motifs uniquement démagogiques ».

► MRG : satisfaction et inquiétude. — Dans un communiqué de son secrétariat national, le MRG assure que le premier ministre a repris des positions « souvent défendues par la gauche réformatrice ». Il cite notamment la défense de l'Union économique et monétaire, la stabilité monétaire, l'aménagement du territoire, la réforme du financement des collectivités locales et « la nécessité d'éviter cer-

taines dérives dans la pratique judiciaire ». Mais « d'autres déclarations » de M. Balladur inquiètent le MRG, comme l'assouplissement du droit de travail et la politique d'immigration et de droit d'asile, à propos duquel le MRG rappelle « son attachement au strict respect des droits fondamentaux des personnes ».

► LCR : « bouc émissaire ». — La Ligue communiste révolutionnaire déclare, dans un communiqué, que « dans leur rage à désigner des boucs émissaires, Pasqua et toute la droite, de Simone Veil à Chirac, veulent maintenant réformer la Constitution et en fait détruire la convention de Genève qui garantit le droit d'asile. La référence constante à l'Allemagne rappelle que l'incendie criminel de Solingen s'est déroulé 48 heures après la remise en cause du droit d'asile par le Parlement allemand ». La LCR ajoute que « le salut ne viendra pas de Mitterrand et de la direction du PS qui soutiennent les accords de Schengen ».

Le Monde  
EDITIONS

### Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.

### La République menacée

Dix ans d'effet La Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

Pour qu'en ne puisse pas dire

« on ne savait pas... »

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكمان لعل

## SOCIÉTÉ

Après l'évacuation des squatters du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris

### La maison maternelle de l'avenue René-Coty sera transformée en crèche pour enfants séropositifs

Agé de quinze jours seulement, Tanou Drissa a passé la journée du jeudi 26 août dans son berceau, sur le trottoir de l'avenue René-Coty, à Paris, 14<sup>e</sup> arrondissement. Autour de lui, les familles africaines expulsées, à la pointe de l'aube, de la Maison maternelle qu'elles squattaient depuis cinq mois campaient au milieu de leurs bagages, sous la surveillance de CRS. Derrière eux, des ouvriers obturaient avec des parpaings et des plaques de tôle les issues de « leur maison ». Tanou, fils d'un agent de surveillance d'origine ivoirienne, est né dans cette grande bâtisse de briques qui ne fut qu'une étape dans le nomadisme urbain de sa famille à la recherche d'un logement. Ainsi en avait décidé le tribunal en avril dernier.

Inemployée depuis plusieurs années, la Maison maternelle appartenait à la Ville de Paris, qui a décidé d'en reprendre le contrôle pour la transformer. Une crèche collective de quatre-vingt-dix berceaux et une halte-garderie pour enfants séropositifs vont y être aménagées au prix de huit mois de travaux et de quatre millions de francs. Le chantier doit démarrer immédiatement.



ment. Ce sera l'un des tout premiers établissements de ce type en France. Le financement des transformations est assuré à 40 % par la Ville, 40 % par la Caisse nationale d'allocations familiales et 20 % par « La Maison enchantée » (l'association qui le gère).

#### «Aucun enfant ne sera laissé à la rue»

Quelques dizaines de personnes sont restées sur le macadam dans la journée. Autour d'elles, le généticien Albert Jacquard, les animateurs de l'association Droit au logement, Harlem Désir, des représentants de formations politiques (Parti socialiste, Génération écologie) exprimaient leur inquiétude et leur indignation sous l'œil de la télévision.

La Ville avait proposé aux squatters de les héberger gratuitement pendant quinze jours dans des hôtels. «Aucun enfant ne sera

laissé à la rue», affirmait Jean Tiberi, premier adjoint de Jacques Chirac. Et leur cas sera examiné un par un, mais ces familles n'auront pas la priorité dans l'attribution de logements sociaux. Ce serait injuste pour les milliers d'autres demandeurs qui, eux, ne se laissent pas manipuler et restent dans la légalité. Comme en réponse, arrivait en cours de journée le communiqué de l'abbé Pierre : «Il n'y a pas de paix à espérer à moins qu'on utilise d'autorité les milliers de logements vides de Paris et que l'on construise les logements sociaux déjà décidés.»

Vers 21 heures, les expulsés ont fini par lever le camp, mais sans accepter l'offre de la ville. Les militants de Droit au logement les ont emmenés dans une usine désaffectée du 10<sup>e</sup> arrondissement déjà squattée par des artistes.

M. A.-R.

## MÉDECINE

Scandale en Angleterre

### Des dizaines de faux diagnostics de cancer

Elle avait douze ans et se sentait en pleine santé. Du moins le croyait-elle, ainsi que ses parents. Aussi, qu'elle ne fut pas sa surprise - et son désespoir - d'apprendre, alors qu'elle venait de se blesser légèrement en faisant du sport, qu'elle était atteinte d'un cancer des os. Et que le seul moyen d'espérer en guérir serait de subir une amputation. Les médecins du Royal Orthopedic Hospital de Birmingham étaient formels. D'emblée, elle avait été mise sous chimiothérapie. Ses cheveux commencent à tomber. Elle avait quitté l'école depuis six mois.

Aujourd'hui, Debbie Leary a quatorze ans et l'impression de sortir d'un cauchemar. Le diagnostic était faux. Elle ne souffrait en réalité que de baveuses douleurs articulaires. Comme plusieurs dizaines d'autres personnes habitant la région, elle a été victime d'une erreur de diagnostic.

#### Un secret de polichinelle

A l'origine de ces erreurs, un même médecin, le docteur Carol Starkie, anatomo-pathologiste au Selly Oak Hospital, dont le photo s'étale, vendredi 27 août, à la « une » des journaux anglais. Le scandale est d'autant plus grand que les mauvaises pratiques du docteur Starkie ont commencé en 1985 et qu'elles étaient devenues au sein de la communauté médicale de Birmingham un secret de polichinelle.

Un rapport officiel sur cette

affaire a été rendu public jeudi 26 août par les autorités sanitaires de la région. 192 patients, sur les 473 chez lesquels le docteur Starkie avait diagnostiqué un cancer, ont été réexaminés par des experts. Parmi ceux-ci, 24 ont été avec certitude victimes d'une erreur de diagnostic et pour 18 autres le doute est important. La plupart avaient déjà commencé à être traitées, par chimiothérapie, radiothérapie ou chirurgie.

Les autorités sanitaires ont demandé aux 1 800 habitants de la région de Birmingham chez lesquelles un cancer des os avait été diagnostiqué depuis 1985 de subir un nouveau bilan afin de s'assurer de la réalité du diagnostic.

Au-delà du comportement du docteur Starkie - qualifié de «dogmatique et conflictuel» par le rapport - le plus effrayant dans cette affaire est sans doute l'attitude de ses confrères. Aucun, a déclaré à The Independent le docteur Bernard Crump, directeur des services sanitaires du district sud de Birmingham, n'a jugé utile de respecter les consignes édictées par le General Medical Council en pareil cas et prévoyant d'alerter les autorités sanitaires. En outre, on peut se demander comment des médecins ont pu prescrire des traitements aussi lourds qu'une chimiothérapie ou qu'une radiothérapie - pour ne pas parler des interventions chirurgicales - sur la foi d'un simple compte-rendu anatomo-pathologique.

Dans d'autres cas, l'erreur

s'est produite en sens inverse, des patients atteints de cancer ayant été déclarés sains par le docteur Starkie. Aujourd'hui, ce dernier, atteint de sclérose en plaques, est en congé de maladie.

#### L'affaire du docteur Peignaux

Une affaire un peu du même ordre s'était produite en France en 1971. Un médecin généraliste, le docteur Pierre Peignaux, chez lequel avait été diagnostiqué des troubles mentaux justifiant son internement à l'hôpital Saint-Anne, avait opéré d'une pseudo-appendicite un garçon de sept ans. Ce dernier était mort le jour même, victime d'une hémorragie.

Quatre jours auparavant, le docteur Peignaux, hospitalisé à Saint-Anne, avait obtenu une autorisation de sortie. Les parents de l'enfant avaient alors porté plainte contre trois médecins à qui ils reprochaient d'avoir accordé cette autorisation de sortie et de ne pas avoir pris d'initiative pour mettre fin aux activités médicales du docteur Peignaux.

Ils reprochaient en outre au président du conseil départemental de l'ordre des médecins d'avoir inscrit en 1969, au tableau de l'ordre, le docteur Peignaux alors qu'il connaissait son état mental. En appel, les trois médecins avaient été condamnés à 15 000 francs d'amende.

F. N.

## SCIENCES

Accord de coopération euro-américain pour l'utilisation des satellites de météorologie - La National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques viennent de signer un accord leur permettant d'avoir recours à leurs satellites respectifs en cas de panne importante sur leur propre réseau. Ce texte, qui devrait entrer en vigueur en 1995, officialise une pratique que les deux agences avaient déjà eu l'occasion d'expérimenter à trois reprises depuis 1991. (AFP.)

**L'ECART SE CREUSE**

**NRJ**

**1<sup>ERE</sup> RADIO DE FRANCE**

**SUR LES MOINS DE 50 ANS\***

NRJ	RTL	EUROPE 1
4.716.000	4.275.000	2.767.000

AUDITEURS DE 18-50 ANS

C'était historique : en mars 93 NRJ devenait la première radio sur les moins de 50 ans. Les derniers sondages Médiamétrie confirment largement cette position. Non seulement NRJ reste leader sur cette cible mais accroît encore son avance.

\* ENQUÊTE 75000 RADIO MÉDIAMÉTRIE : avril-juin 93, audience cumulée, moyenne lundi-vendredi, 5 h à 24 h.

**NRJ**

Selon des médecins français

### Une forme rare de migraine serait d'origine génétique

Une équipe de médecins français dirigée par le professeur Marie-Germaine Bousser (hôpital Saint-Antoine, Paris) et le docteur Elizabeth Tourner-Lasserre (INSERM, faculté de médecine Necker Enfants malades) a annoncé, au cours du sixième congrès international des céphalées qui s'est tenu à Paris jusqu'au 29 août (1), qu'elle était parvenue à localiser le gène défectueux impliqué dans la migraine hémiplegique familiale, une forme très rare de migraine.

Schématiquement, la migraine hémiplegique familiale (MHF), qui constitue une variété exceptionnelle de la migraine commune, se caractérise par l'association aux signes habituels des migraines (céphalées, nausées, vomissements) d'une hémiplegie (paralysie de la moitié du corps). La MHF, qui affecte un très petit nombre de patients, débute entre 5 et 30 ans. La fréquence des crises est très variable selon les sujets, allant de quelques-unes au cours d'une vie à plusieurs par mois. L'hémiplegie dure en général moins d'une heure, mais peut, dans certains cas, persister plusieurs heures, voire plusieurs jours. Elle régresse toujours sans séquelle.

Mis à part son tableau clinique très caractéristique, cette affection

se caractérise également par son mode de transmission génétique (autosomique dominant). Grâce aux travaux menés par deux équipes de médecins parisiens associant des cliniciens à des généticiens, on sait aujourd'hui que l'anomalie génétique responsable de l'affection se situe sur le chromosome 19.

Cette localisation chromosomique est à rapprocher d'une autre, découverte il y a quelques mois par la même équipe, concernant une affection dénommée cadasil, qui se caractérise par la survenue, entre 30 et 50 ans, d'infarctus cérébraux pouvant aboutir à une invalidité majeure et à l'apparition d'une démence.

C'est en constatant que certains patients atteints de cadasil souffrent également de crises migraineuses que les chercheurs parisiens ont cherché - et réussi - à retrouver sur le même chromosome une altération génétique qui serait associée à certains cas de migraines.

F. N.

(1) Cette communication fait l'objet d'un article à paraître dans la revue *Nature Genetics*. Intitulé « Familial Hemiplegic Migraine Maps on Chromosome 19 », il est co-signé par A. Joutel, M.G. Bousser, V. Biousse, P. Labauge, H. Chabriat, A. Nibbio, J. Maciazek, B. Meyer, M. A. Bach, J. Weissenbach, G. M. Lathrop et E. Tourner-Lasserre.

## DÉFENSE

### Nominations militaires

Sur la proposition du ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 25 août a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Sont promus : commissaire général de division, le commissaire général de brigade Jean Laurent ; général de brigade, le colonel du génie Pierre Kay, et le colonel du train Robert Bourcard.

• Mer. - Est placé en position de service détaché auprès du premier ministre (secrétariat à la défense nationale), le vice-amiral François Lafargue.

Est nommé adjoint « opérations » au commandant en chef pour la Méditerranée et commandant la région maritime Méditerranée le contre-amiral Guy de Chauliac.

• Air. - Est promu général de division aérienne, le général de brigade aérienne du corps des officiers de l'air Christian Fontaine.

Sont promus : général de brigade aérienne, le colonel du corps des officiers de l'air Michel Duthu, et le colonel du corps des officiers des bases de l'air Léon Dantes ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel du corps des commissaires de l'air Daniel Colombani.

Sont nommés : général adjoint territorial au général commandant la région aérienne nord-est, le général de brigade aérienne Léon Dantes ; directeur régional du commissariat de l'air en région aérienne Méditerranée, le commissaire général de brigade aérienne Daniel Colombani.

Le Monde  
EDITIONS

COMMENT PENSER

L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

RADIO TÉLÉVISION

LE MONDE  
LETTRE D'ABONNEMENT

# SOCIÉTÉ

## ENVIRONNEMENT

Malgré quinze ans de « protection »

## Le Marais poitevin disparaît

Dans quelques jours sera lancée l'enquête publique pour le tracé du tronçon d'autoroute qui doit contourner Niort. Tous les écologistes, ainsi que Ségolène Royal, député (PS) des Deux-Sèvres et Michel Barnier, ministre (RPR) de l'environnement, plaident pour un tracé nord, qui épargnerait le Marais poitevin. Bernard Bosson, ministre de l'équipement, penche pour un tracé sud plus direct, « en cohérence avec le projet global de l'autoroute des estuaires qui longe le littoral atlantique ».

Ce projet d'autoroute risque de porter le coup de grâce au parc naturel régional du Marais poitevin, créé en 1979 pour sauver la « Venise verte ». Incapable d'imposer une politique de protection des milieux humides, le parc a été privé de son label en 1991 par Brice Lalonde, alors ministre de l'environnement. Le marais, en effet, n'a cessé de reculer au profit d'une agriculture très intensive.



bécédation - et les subventions - des collectivités locales et des pouvoirs publics ? Sur les 1 700 agriculteurs qui exploitent aujourd'hui le marais, mille sont des « irrigants », qui pompent l'eau dans les profondeurs de la nappe pour arroser mais et tournesol pendant l'été.

### Le « marais d'Aras »

Les prélèvements d'eau sont tels que le cours des rivières et canaux s'assèche et que, parfois, les sources disparaissent pour recharger la nappe... Pour permettre la mise en culture d'anciens herbages, on a remblayé la haie, en arrachant les haies et en creusant des canaux au sud. « Un remblaiement fait en dépit du bon sens », reconnaît Dominique de La Martinière (RPR), conseiller régional et président du parc depuis le mois de juin 1992. « C'est une mini-beauce qu'on a reconstituée autour de Saint-Michel-en-l'Herm », constate-t-il en parcourant ce bourg de Vendée.

Résultat : alors que le Marais poitevin comptait, en 1973, 65 000 hectares de prairies humides, inondées

naturellement chaque année, il n'en conserve que 25 000 hectares, dont 10 000 sont tellement éparpillés qu'ils ne comptent plus dans l'écosystème. Soit une perte de 40 000 hectares en vingt ans ! « C'est le marais d'Aras », persiflent les écologistes, en référence à la peau de chagrin de la mer d'Aras, en Asie centrale ex-soviétique.

Au paysage classique, sillonné de « conches », rigoles et fossés, a succédé un éparpillement de stations de pompes, alimentées par des lignes électriques. Pour couronner le tout, les pompes et drains envoient de l'eau boueuse à la mer en contre-saison, au grand mécontentement des éleveurs de moutons, qui redoutent les vidanges en période de fortes eaux.

Comment en est-on arrivé là ? Tout d'abord, il faut reconnaître que, de l'avis unanime des observateurs, le parc naturel régional n'a pratiquement rien fait pour s'opposer. A cheval sur trois départements, deux régions et une centaine de communes, il souffre, comme tous les établissements de ce type, d'un manque d'autorité reconnue. Tirailles entre céréliers, éleveurs, mytiliculteurs et protecteurs, les élus donnent généralement raison aux céréliers, qui ont l'argent et gèrent le réseau hydraulique. Hormis Ségolène Royal, qui ne supporte pas qu'on massacre ses terres du canton de Melle (Deux-Sèvres) et Pierre Métais, qui a lui aussi été député PS de 1981 à 1993 et reste maire de Champagné (Charente-Maritime), rares sont les élus qui ont clairement pris fait et cause pour la protection du marais. Ou alors, comme André Grizeau, maire de Maille (Vendée), c'est par intérêt bien compris, puisqu'il est président de l'Union des éleveurs du Marais poitevin.

Que peut faire l'équipe du parc, avec sa quinzaine de permanents dévoués et coagulés ? Ils ont sauvé le bétail du Poitou, lancé une recherche approfondie sur la loutre (il en reste une centaine dans le marais) et construit des passes pour la remontée des anguilles. Mais ils ne peuvent pas empêcher un exploitant de faire venir une pelleteuse pour creuser un canal, ni dicter leur loi à ceux qui manœuvrent vannes et barrages. « Nous avons soumis en juin une nouvelle charte (1) à l'examen des régions, précise Genevieve Bailly, la nouvelle directrice du parc. Nous allons ainsi nous recentrer sur la protection du marais humide, en abandonnant les zones forestières ou agricoles de plaine. » Mais on sait maintenant ce que vaut une charte lorsque les élus ne suivent pas.

### Ségolène Royal à Bruxelles

Restent les nouvelles dispositions européennes pour encourager l'élevage extensif. En 1992, 1 400 hectares étaient exploités sous contrat de l'article 19, avec une prime de 375 francs l'hectare maintenu en prairie naturelle. « Le seul élu qui nous a aidés pour la signature, c'est Ségolène Royal », avoue Dominique de La Martinière. En effet, si Pierre Métais a fait des démarches - discrètes - auprès d'Henri Nallet et Louis Mermaz, ex-ministres de l'Agriculture, Ségolène Royal a remué ciel et terre jusqu'à Bruxelles pour obtenir quelques chèques.

Toutefois, cette prime à l'hectare, qui est aujourd'hui de 700 francs en moyenne, ne peut pas être compétitive sur les bonnes terres où s'importe quelle céréale rapporte 4 000 francs l'hectare. C'est pourquoi, aujourd'hui, les 3 700 hectares sous contrat ne concernent pas les prairies cultivables, mais les « communaux » ou les terres impropres à la culture. « Ces contrats les aideront à prendre leur retraite, mais ils ne les feront pas vivre », observe sceptique Bernard Tessier, directeur du syndicat de gestion des marais desséchés.

A cet égard, l'exemple du pré communal de Saint-Benoît-sur-Mer (Vendée) est parlant. Sur les 100 hectares communaux paissent

une centaine de bovins, parmi vanneres et chevaliers gambettes, sous l'œil indifférent des cigognes au nid (nids fournis par EDF et montés par le parc). Spectacle rustique et rassurant, qui cache en fait un savant montage : pour arriver à convaincre quatre propriétaires d'y amener leurs bêtes (dont quarante viennent de loin), il a fallu additionner les subventions de Bruxelles, de la région, du département, de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et du Fonds mondial pour la nature (WWF). Et que la commune s'engage à garantir à chaque éleveur 100 francs par hectare et par an pendant quinze ans.

De fait, le marais poitevin ne peut survivre que si chacun y met du sien. Normalement, le parc naturel régional avait vocation à réunir tout le monde et à piloter un développement concerté, respectueux des grands équilibres naturels. Il ne l'a pas fait et a été sanctionné pour cela. Ce qui a poussé certains à réclamer la mise sur pied d'un nouveau organisme, du type « compagnie d'aménagement et de restauration ». D'autres espèrent que, avec la mainmise générale de la préoccupation écologique, les élus vont se ressaisir et prendre réellement en main la protection d'un site où le tourisme, à terme, peut prendre la relève d'une agriculture à mi-temps.

Même le Conservatoire du littoral, qui n'avait jamais pu prendre pied dans le Marais poitevin, vient d'être appelé par la commune d'Angles (Vendée), qui, il est vrai, ne fait pas partie du parc régional. Le sursaut est donc possible, à condition que le gouvernement ne vienne pas tout compromettre en autorisant le passage de l'autoroute des estuaires (Calais-Bayonne) à travers le marais. Si les élus et l'Etat se moquent de la Venise verte, qui s'en souciera ?

ROGER CANS

(1) En 1991, le ministre de l'environnement, Brice Lalonde, a suspendu le label du parc naturel régional du Marais poitevin, en attendant la signature d'une nouvelle charte.

## SPORTS

Selon des documents secrets publiés en Allemagne

## La Stasi contrôlait le dopage des athlètes de l'ex-RDA

Des documents secrets rendus publics, jeudi 26 août, par les autorités allemandes révèlent que le dopage massif des athlètes de l'ex-RDA était directement contrôlé par la police secrète (Stasi) et utilisé comme arme de lutte idéologique contre l'Ouest.

Depuis la réunification allemande en 1990, on savait que l'emploi de substances interdites pour améliorer les performances des sportifs était largement répandu dans l'ex-RDA, comme dans la plupart des anciens pays du bloc communiste. Les nouveaux documents, découverts à Berlin par l'Office fédéral chargé de gérer les immenses archives de la Stasi, donnent au phénomène une ampleur encore insoupçonnée. Selon les dossiers retrouvés, le dopage était conduit de manière quasi industrielle sur ordre de la Stasi, qui avait nuyauté la totalité de l'entraînement sportif.

« L'objectif est d'assurer au sport de compétition de la RDA une position de pointe pour démontrer la supériorité de la société socialiste sur la société capitaliste, grâce à l'emploi d'UM », décrétait ainsi une circulaire de la Stasi. Dans le jargon de la toute-puissante police secrète, UM (Unterstützende Mittel, produits de soutien) signifiait substances dopantes.

Selon les documents, la Stasi a commencé en 1971 à prendre en main le système sportif de l'Etat communiste, un an avant les Jeux olympiques de Munich, dans l'ancienne RFA. « La Stasi savait tout du sport de la RDA, a contrôlé la totalité des programmes de dopage et a garanti un secret absolu sur ces pratiques », a expliqué le vice-président de l'Office des archives de la Stasi, Hans-Joerg Geiger.

Les produits anabolisants étaient mis au point et testés dans l'institut de recherche sur la culture physique et le sport (FKS) de Leipzig,

dont la direction était composée pour près de moitié d'informateurs de la Stasi, indiquent les dossiers. Les substances étaient ensuite fabriquées en série par le combinat pharmaceutique Jenapharm de Jena. Le FKS était ensuite chargé de distribuer les anabolisants aux athlètes et d'en contrôler l'usage par des programmes stricts et obligatoires, la Stasi se chargeant d'éviter les fuites.

### Les contrôles les plus stricts du monde

Les déplacements à l'étranger des athlètes étaient surveillés pratiquement comme des visites d'Etat par la Stasi. Et tout l'entraînement était truffé d'agents. « Il faut recruter des gens dans les clubs, les écoles sportives, les centres d'entraînement, les hôpitaux, dans le voisinage des athlètes de haut niveau et enfin parmi les sportifs eux-mêmes », affirmait une circulaire.

Selon les documents, aux Jeux olympiques d'hiver de Lake Placid en 1980, 35 des 176 athlètes de la RDA étaient ainsi des informateurs de la police secrète, 10 membres du personnel d'entraînement sur 61 étaient des agents, ainsi que 16 des 70 officiels et 9 des 45 journalistes. La RDA espionnait également les centres sportifs et les fédérations ouest-allemandes.

Les révélations progressives depuis trois ans sur l'ampleur du dopage dans l'ex-RDA ont profondément ébranlé l'ensemble du sport allemand. L'Allemagne veut faire aujourd'hui figure d'exemple et a instauré pour ses athlètes les contrôles antidopage les plus stricts au monde (le Monde du 20 août). Lors des récents championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart, cette politique s'est traduite par une baisse sensible du nombre de médailles des athlètes allemands : 8 contre 34 - dont 30 à la RDA - lors des épreuves du monde de Rome en 1987. (AFP)

## REPÈRES

### ARCHÉOLOGIE

L'effondrement d'un chantier de fouilles cause deux morts

Deux jeunes chercheurs bénévoles sont morts, étouffés sous plusieurs mètres de terre, lors d'un effondrement de terrain qui s'est produit jeudi 26 août, sur le chantier de fouilles archéologiques de Hénin-sur-Cojeul, à quelques kilomètres au sud d'Arras (Pas-de-Calais). Originaires de Hesdin (Pas-de-Calais), les deux victimes - des étudiants âgés de dix-neuf et vingt et un ans - ont été surprises par un éboulement, alors qu'elles travaillaient dans un puits de sondage, à l'intérieur d'une tranchée de neuf mètres de profondeur. Délogé jeudi en fin de soirée, alors qu'il était en arrêt cardiaque, l'un des jeunes gens n'a pu être réanimé. La deuxième victime n'a pu être localisée avant vendredi matin, à 4 heures. Trois autres personnes ont été ensevelies. Elles ont pu être dégagées et hospitalisées dans un état satisfaisant à Arras.

Ce chantier archéologique est organisé par le conseil général du Pas-de-Calais. Jean-Marie Descampes, procureur de la République d'Arras, a ouvert une information judiciaire, pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

### ÉDUCATION

L'allocation de rentrée scolaire passe de 403 à 1 500 francs

Un décret du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville publié au Journal officiel du 26 août fait passer l'allocation scolaire de rentrée de 403 francs par enfant en 1992 à 1 500 francs en 1993. Cette prestation est versée aux familles bénéficiaires d'une prestation familiale, de l'aide personnalisée ou logement (APL), ou encore de l'allocation aux adultes handicapés. Elle concerne les

### M. Dubus président

de l'Université du Pacifique

François Dubus, professeur des universités, est nommé par arrêté paru au Journal officiel du 26 août, président de l'Université française du Pacifique pour une durée de trois ans. Il remplace Jacques Borzeix.

Né le 7 août 1932 à Laers (Nord), M. Dubus, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud (1953-1957), agrégé de sciences physiques et docteur ès sciences, a enseigné, de 1960 à 1967, à la faculté des sciences d'Orsay. Il dirige, de 1965 à 1970, l'UTP de Cachan avant de rejoindre en 1970 l'université de Nice-Sophia-Antipolis. De 1977 à 1985, il préside l'École normale supérieure de Saint-Cloud et est chargé de son transfert à Lyon. Il revient ensuite à l'université de Nice. M. Dubus est membre de la 29<sup>e</sup> section du conseil national des universités, depuis 1970.

### ESPACE

« Mars-Observateur » pourrait avoir été perdu à cause d'un transistor défectueux

Un transisteur défectueux pourrait être à l'origine de la perte de la sonde spatiale Mars-Observateur, ont indiqué jeudi 26 août des responsables de la NASA. Ce genre de transisteur équipe l'horloge centrale de la sonde martienne, mais aussi celle d'autres engins spatiaux américains. Il semble être à l'origine de la perte de contact avec un satellite météorologique NOAA-13, survenue samedi 21 août. L'horloge de Mars-Observateur avait cependant

été testée avant son départ et semblait fonctionner parfaitement.

L'administrateur général de la NASA, Daniel Goldin, a nommé deux commissions d'enquête pour étudier les causes de ces deux incidents survenus presque simultanément. Si les soupçons des experts se confirment, les services de contrôle de l'agence spatiale américaine, déjà mis en cause à plusieurs reprises, notamment à propos de la « myopie » du télescope spatial Hubble, seraient à nouveau sur le sellette. Cela signifierait également le fin de tout espoir de récupérer Mars-Observateur. Vendredi 27 août, les ingénieurs de la NASA poursuivaient cependant leurs efforts pour tenter de reprendre contact avec le sonde. (AFP, AP, UPI)

### Fin de mission prématurée pour le satellite européen Olympus

La mission du satellite expérimental de télécommunications européen Olympus va être interrompue avant la date prévue par ses constructeurs, annonce l'Agence spatiale européenne, dans un communiqué publié jeudi 26 août. Lancé le 12 juillet 1989, cet engin construit par un consortium de firmes européennes dirigé par British Aerospace, avait dû être exploité pendant cinq ans. Après deux ans de bon fonctionnement, il avait été perdu le 29 mai 1991, mais fut récupéré par les constructeurs, et, après deux mois d'efforts, il s'est écarté à nouveau de sa position normale dans la nuit du 11 au 12 août dernier, et les responsables de l'ESA ont estimé que ses réserves de carburants étaient insuffisantes pour un second sauvetage. Malgré ces incidents, les quatre « charges utiles » d'Olympus ont fonctionné parfaitement pendant quatre ans, permettant de mettre en point et d'expérimenter des techniques nouvelles de télécommunications par satellite et d'assurer des services inédits, affirme l'ESA.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.808F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé  
de « Le Monde »  
15, rue Falguière,  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**Le Monde**  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lesourme  
Directeur général : Michel Crys  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guille  
Isabelle Tassin  
15-17, rue des Colonnades, Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-72  
Téléc : (1) 46-42-72-71  
Le Monde est membre de la Fédération Française de la Presse et de la Média et Régie Europe SA.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tappe MONDE  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Y compris CEE
3 mois	536 F	572 F	796 F
6 mois	1 038 F	1 125 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) - published daily except on Sundays and public holidays. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 151A, Champlain, N.Y. 12919-151A.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461-2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

كلمة من رسول

# CULTURE

## MUSIQUES

LES ARTS FLORISSANTS en Chine

## Des fleurs dans le désert

La formation baroque conduite par William Christie s'est produite à Pékin et à Tianjin les 22 et 24 août

TIANJIN

de notre correspondant  
Didan venait de rendre l'âme sur son « Remember me ». D'imaginaires « Cupidons aux ailes pendantes » occupaient l'espace. « Montez la garde ici, et ne partez jamais », conclut le chœur à leur endroit, avant de laisser l'ultime silence célébrer la mort. Mais un grillement frotta ses ailes, célébrant, lui, la vie que Purcell venait de restituer à ce qui est probablement le plus baroque lieu de spectacle qu'on puisse trouver en Chine : un théâtre de style maodchou d'époque, croisement bizarre et charmant de temple bouddhique et de salle de cabaret.

L'ensemble de William Christie, les Arts florissants, ne s'était jamais produit dans un pareil décor, conçu à un tournant de l'histoire de la Chine, quand les arts occidentaux commençaient tout juste à s'insérer dans les crevasses du chancelier empire du Milieu. Deux ans après l'inauguration, en 1907, de ce qui est aujourd'hui la salle du Musée du Théâtre de Tianjin, le plus vaste empire du monde divorçait d'avec le maoïsme de principe divin pour devenir, en apparence du moins, républicain. Au reste, sous la coque verte et dorée du théâtre, le père de la République, Sun Yat-sen, viendrait un jour haranguer la population. Plus tard, ces planches accueilleraient la future femme de Zhou Enlai, Deng Yingchao, alors jeune actrice.

Miraculeusement préservés des fureurs révolutionnaires, le théâtre de Tianjin, entièrement en bois, a accueilli l'Action de Chaperon et le *Didon et Enée* de Purcell comme une vieille dame très digne aurait reçu, d'anciens supérieurs qu'elle n'avait jamais auparavant laissés s'approcher. Avec déférence et passion contrôlée. La musique baroque européenne d'un des ensembles les plus prisés du monde dans ce genre peu connu en Chine y fit merveille. Les frasses que peu égrillères, du chasseur Actéon face à Diane et ses nymphes au bain, chantant « la liberté » jusqu'à ce que Junon le terrasse de son « implacable haine », avaient quelque chose de coquo et succu-

lent, à coup sûr désarmant pour un commissaire politique.

L'ensemble de William Christie, qui avait fait venir pour l'occasion un clavecin authentique, rendait un air de magie à un paysage culturel où, c'est le moins que l'on puisse dire pour le moment, les arts ne sont pas précisément florissants. Après un concert dans une salle plus conventionnelle de Pékin, que les responsables chinois de la culture n'avaient pas été capables de remplir plus qu'à moitié (dant 50 % d'étrangers venus de leur propre chef), la formation dut subir l'affront d'une assistance chinoise encore plus meagre, malgré la présence d'une brochette d'affiliés, à Tianjin où rien n'avait été fait pour inciter le public à se déplacer.

Cette tournée (sauterelle financièrement par Pechiney, qui parait les Arts florissants, et par la firme Merita Gerin, qui fabrique à

Tianjin du matériel électrique) s'inscrit dans la liste des manifestations culturelles de prestige que la France privée et gouvernementale offre à une Chine coca-colisée, et de moins en moins réceptive à la fine fleur artistique.

Domage pour le Centre culturel de l'ambassade de France qui, après le semi-éclat de l'exposition Radin (130 000 entrées à Pékin, moins de 50 000 à Shanghai), s'était donné du mal afin que l'Orchestre de Philadelphie ne soit pas seul à avoir droit, pour raisons diplomatiques, aux honneurs de la presse néo-mandarinale chinoise. Celle-ci ne signala le passage des Arts florissants que par un étirement d'importance équivalente à ce qu'elle accorderait à une troupe folklorique nord-coréenne.

FRANCIS DERON

## ARTS

FIGURES DE L'ABSTRAIT à Fécamp

## Belle et suave

Une exposition presque trop jolie de la peinture des années 50

Durant la décennie d'euphorie du commerce de l'art, certains marchands ont acquis massivement des œuvres des années 50, allant parfois jusqu'à razzier des ateliers entiers. En l'actuelle période de ressac, certains tableaux resurgissent, moins à l'occasion de ventes – toujours basardées – que pour monter des expositions de circonstance, qui peuvent cependant être de grande qualité. C'est le cas de celle organisée au Palais de la Bénédiction, à Fécamp, dont l'essentiel est constitué par des fonds de galeries parisiennes, complétés de quelques emprunts à des collections particulières.

A travers un choix sélectique et arbitraire de quelques vingt-cinq artistes actifs dans cette pré-guerre qu'on n'en finit pas de revisiter, on croise deux sculptures, un César rebondi et un Richier superbe, et quelques très beaux tableaux : outre l'inévitable Picasso et un Staël décevant, le

meilleur de la figuration d'alors est représenté par deux membres du groupe Cobra (Appel et Charneille), un étonnant petit Rebeval – des *Pamiers en fleurs* qui feraient sursauter quelques Normands habitués des vergers, et quelques amateurs coutumiers de Rebeval, – un bel Atlan et trois Dubuffet bico classiques.

### Les tendances de l'après-guerre

C'est aussi avec plaisir, mais sans surprise, que l'on retrouve Bryen et Le Moal bien sages, un Fautrier presque tardif, un Palikoff si beau qu'il fait la couverture du catalogue, ce qui semble autoriser les organisateurs à ne pas le reproduire dedans... La tentative de reconstituer les tendances de l'après-guerre se confirme avec les grandes figures de l'abstraction lyrique (Hartung, Smallegange, Schneider, et Mathieu), mais aussi par la présence de Zao

Wou-ki, Lansky, Debré, Piau-bert. Deux petits mais splendides Rimpel, un grand et merveilleux Degottex de 1956 complètent cette esquisse d'un panorama des recherches informelles.

Le tout joli, mais un peu sucré, liquoreux pour tout dire, tendant à présenter comme classique une période qui demeure pourtant révolutionnaire. Le Palais de la Bénédiction, qui avait montré une belle exposition des estampes de Breque, et un accrochage tonitruant de la peinture de Titus Carmel, nous avait habitués à des sensations plus fortes.

HARRY BELLET

► En 50, Figures de l'abstrait, Palais de la Bénédiction, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400 Fécamp. Tél. : (16) 35-10-26-00. Jusqu'au 19 septembre. Catalogue 39 pages, 60 francs.

## Lucerne pleure son pont

Suite de la première page

Sans plus attendre, à peine déblayés les décombres, les autorités de Lucerne ont pris des dispositions pour assurer la reconstruction de l'ouvrage. Selon leurs prévisions, le pont devrait déjà retrouver son aspect original au printemps 1994. Dans l'immédiat, des collectes ont été spontanément organisées et des dons affluent de toutes parts. Même les PTT ont décidé d'émettre un timbre spécial avec une surcharge de 20 centimes pour contribuer à la reconstruction. Plusieurs centaines de milliers de francs suisses ont déjà été réunis, et à ce rythme l'afflux de dons pourrait dépasser le montant effectif des coûts de réfection. Selon les premières évaluations, les dégâts s'élèveraient à au moins 5 millions de francs suisses (20 millions de francs français), dont près de la moitié ne sera pas couverte par les assurances.

L'émotion quelque peu retombée, on découvre avec soulagement que les conséquences du sinistre ne sont pas aussi dramatiques que prévues. Certes, l'ouvrage de 200 mètres a été détruit aux deux tiers, mais, comme vient de le préciser l'ingé-

nieur de la ville de Lucerne, « Ce n'est pas le pont de la Chapelle du XVI<sup>e</sup> siècle qui a brûlé ». En fait, a-t-il rappelé, le tablier du pont a été périodiquement rénové et les trois quarts de la partie détruite n'avaient que vingt-quatre ans. D'ailleurs, une photo des travaux de rénovation de 1969 ressemble étrangement au pont tel qu'il se présente aujourd'hui. A l'époque, « le plus ancien pont d'Europe » avait été, une fois de plus, entièrement démonté et remonté.

Les autorités elles-mêmes reconnaissent que la perte est plus sentimentale que matérielle. Pour André Meyer, de la section fédérale du patrimoine culturel, il est plus juste de parler d'« importantes réparations que de reconstruction ». Si la grosse tour octogonale qui le flanque a été épargnée, il sera plus difficile de reconstituer les 111 tableaux triangulaires qui l'ornaient, et dont plus de 70 ont été entièrement brûlés. Peints au début du XVII<sup>e</sup> siècle par Hans Heinrich Waegmann dans le style maniériste de la Renaissance tardive, ces tableaux présentaient davantage d'intérêt par les scènes de la Suisse primitive qu'ils dépeignaient que



Construit en 1333 sur la rivière Reuss, le pont de la Chapelle était devenu le symbole de la ville

par leur qualité artistique. Les autorités de la ville hésitent encore entre plusieurs solutions : les remplacer par des copies ou des reproductions photographiques, voire en peindre de nouveaux.

Pour se consoler, les Lucernois se

disent que l'autre vieux pont de la ville, celui des Moulins, a heureusement été bien préservé. Moins connu parce que plus petit et légèrement en retrait, cet ouvrage abrite la fameuse Danse macabre de Kaspar Meglinger, dont la valeur histo-

rique et culturelle dépasse de loin celle de Waegmann. Par précaution, ses tableaux viennent d'être retirés et le pont des Moulins est désormais placé sous bonne garde 24 heures sur 24.

La ville de Lucerne, un des hauts lieux du tourisme helvétique où se déroule actuellement un festival renommé de musique classique, s'efforce de tirer les enseignements du récent sinistre pour mieux protéger et valoriser son patrimoine. Paradoxalement, ce malheur est aussi une occasion de relancer l'intérêt pour Lucerne et des milliers de curieux ont afflué après la catastrophe. Le squelette du pont est encore plus photographié et filmé qu'avant le mercredi soir.

Cette flambée d'attention pour le pont est en tout cas révélatrice de l'évaluation des mentalités. Comme le rappelle, mardi 24 août un journal local, au XIX<sup>e</sup> siècle une partie de la population avait demandé sa démolition, le jugeant pas assez moderne. C'est de justesse qu'il avait alors été sauvé grâce à une pétition signée par 256 touristes anglais de Manchester et de Liverpool, qui avaient instamment prié le conseil municipal de préserver « l'un des plus beaux monuments de Lucerne et grande attraction touristique ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

## LE SPECTATEUR

O n est souvent en retard sur le passé. Dans mon enfance, j'ai toujours entendu dire que la ville de Royan où vivaient mes grands-parents était laide. Un truc moderne, ferraille et béton, conçu par des architectes farfelus, tombés de Paris. Rien à voir avec le Royan de la grande époque, celle d'avant 1914, avant la guerre et l'événement de la Côte d'Azur, quand il y avait ici des villas somptueuses, un casino extravagant, que l'on venait en train de Paris pour s'amuser et se baigner dans la mer, frisson nouveau. Pour la génération qui avait connu cette ville à l'architecture pulvérulente et pétillante, se réveiller un beau matin dans un univers cubiste faisait l'effet d'une gueule de bois non méritée. Il est vrai, le bombardement de janvier 1945 n'avait pas été mérité non plus. Pour réduire une des dernières poches d'occupation allemande, les alliés britanniques en accord avec l'état-major français (on ne sait trop qui, au juste, les archives du ministère de la guerre ayant disparu) avaient décidé d'écaser Royan sous 1 800 tonnes de bombes. Il y eut 1 050 tués, dont 35 Allemands. Et toute une ville en poussière.

Mes grands-parents, comme la plupart des Royannais, trouvaient le moderne plutôt moche, sans valeur parce que sans histoire, par un réflexe bien français, et nous les enfants pensions de même que toutes ces maisons bizarres n'étaient pas sérieuses et ne tiendraient pas longtemps debout. A présent que le temps a donné sa noblesse au modernisme des années 45-50, et que les premières fissures apparaissent en effet dans les murs, on s'attache, an s'émue, on s'inquiète. Surtout en ce qui concerne l'église Notre-Dame, que tout le monde appelle « la Cathédrale » – bien qu'elle n'ait point d'évêque, les seules cathédrales de la région étant celles de Saintes et de La Rochelle – parce qu'elle a l'ampleur, l'ambition d'être une grande église. Comme l'écrit Jacques Convert, directeur du Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de la Charente-Maritime : « Point d'exclamation dans le paysage urbain, puissante comme un aigle marin s'appuyant sur la houle avant l'envol, son architecture érigée, unique au monde, est l'alliance d'une volonté symbolique et de la recherche de pointe d'alors. »

## Royan, musée du passé proche

Dès 1945, le ministère de la reconstruction dirigé par Raoul Dautry décide que les villes de Royan, Saint-Denis, Dunkerque, Calais, Le Havre, Toulon serviront de laboratoires de recherche sur l'urbanisme et est confié à Claude Ferret et Louis Simon la tâche de redessiner Royan. Ferret, élève de Le Corbusier, conçoit un vaste front de mer en arc, de larges avenues, un boulevard ombragé clos par un marché couvert en forme de pergola qui devait inspirer plus tard le CNIT à la Défense. Devant de grands ensembles, percés de grandes baies, des toits faussement plats, des façades qui ressemblent aux casiers de Mandrin. Un casino pour les jeux et spectacles. Et enfin l'église qui doit incarner l'élan vital et spirituel du renouveau, et dont l'architecte sera Guillaume Gillet. « Vous êtes condamnés à réussir », avait déclaré Raoul Dautry à Claude Ferret, sinon vous serez fusillés. Une plaisanterie, sans doute, mais qui ne faisait pas encore rire, en 1945. Heureusement, tous les architectes qui participèrent à cette entreprise étaient jeunes, épris de modernisme et disposaient d'une chance incomparable : à Royan ils avaient vraiment table rase.

GUILAUME GILLET et l'ingénieur René Sarger construisirent en un temps record en béton castré très mince – les murs porteurs ont dix centimètres d'épaisseur, le toit, un voile de béton à double courbe en forme de pelle de cheval, est encore plus mince – un édifice surprenant de légèreté et d'eudece, unique en son genre, et classé aux Monuments historiques depuis février 1988. L'inconvénient, comme l'explique Yves Delmas, géographe et historien de Royan, est qu'en reliant des crédits restreints qui s'imposaient à tous à l'époque, l'intendance ne suivit pas toutes les exigences de cette technologie révolutionnaire. Au lieu de prendre du sable fin de la Loire, on prit du sable de Gironde, plus grossier et salé. Les tiges de métal qui armèrent le béton ont rouillé et des fragments de l'église s'effritent un peu partout. On la restaure, mètre par mètre, et les travaux dureront plusieurs années. Certains jugeront l'opération trop

coûteuse, auraient préféré qu'on liquide la « Cathédrale » pour en commander une neuve, à quelque chose comme M. Pal, par exemple. « On oublie que la cathédrale de Strasbourg, que personne ne conteste, note Jacques Convert, coûte beaucoup plus cher, depuis toujours, à cause de sa pierre friable, et qu'on n'en finit pas de la restaurer. »

D E toute façon, c'est trop tard. On ne cessera plus Royan comme on ne cessera plus de faire le film y a mais de dix ans pour le parti du front de mer ou du nouveau casino. Le cœur de la ville a été déclaré zone de protection du patrimoine architectural et urbain en 1992. Si l'on tient vraiment à raser quelque chose dans la région, nous ne saurions trop conseiller la destruction des lotissements faussement bon marché qui se sont multipliés dans toute la péninsule d'Arvert, notamment autour de la Pelmyre, et qui sacroagant le forêt. Quant à Royan, il semble que les citadins comme les touristes aient enfin devenus conscients de ce que les architectes et les urbanistes ont compris depuis près de quinze ans. C'est un grand musée du passé proche, une exposition permanente du style moderne des années 50, avec ses intrusions, ses finesses, sa généreuse confiance en l'homme. La juxtaposition des vieilles villes tarabiscotées ayant échappé aux bombardements et des nouvelles, agressivement simplées, de l'époque de la reconstruction forme un contraste finalement assez harmonieux le long de la baie et dans le bois en retrait. Jacques Convert a eu l'idée de recenser les plus belles villes de Charente-Maritime, récentes ou anciennes, de les faire photographier par Daniel Nourad et de confier à dix auteurs de toman policiers un jeu de cinq photos à partir desquelles chacun a été libre d'imaginer une nouvelle. L'ensemble, intitulé *Ombres blanches*, a été publié aux éditions Syros, et se conclut par un florilège des villes de bord de mer qu'on saurait vivre vivement voir repris dans un format plus large. Il le mérite et pourrait peut-être servir à l'éducation apparemment bâclée des promoteurs d'aujourd'hui.

MICHEL BRAUDEAU

## BIBLIOGRAPHIE

## Le théâtre en revues

Du Théâtre (la Revue) : Son but est de « révéler les écrivains de la littérature et vous entraîner vers la littérature », indique Claire David dans son éditorial du numéro un, dont le sommaire, en tout cas, est éclectique. Illustré de photos noir et blanc, il est composé notamment d'une rencontre avec quatre « jeunes metteurs en scène » : Stanislas Nordey, Olivier Py, Didier Georges Gabily, Eric Vigner ; de réflexions sur la nature du théâtre ; sur l'attitude des critiques ; sur quelques spectacles et expositions – celles de Claude Brice et Georges Pitoëff à Avignon ; sur Avignon et ses particularités scénographiques...

Le style même des articles est disparate, allant de l'information schématique aux effets de style. La revue se veut « ouverte à tous les écrivains de qualité ». On y trouve des lettres de Jean Genet adressées à Antoine Bourcier, qui, directeur du centre dramatique du Sud-Est, mettait en scène le *Balcon* au Gymnase de Marseille en 1969. Et, de la même année, un texte traitant de la propriété littéraire : « Nous nous passerons du nom de l'auteur dans la mesure où il sera tyrannique », écrit Jean Genet. Si son œuvre écrite n'est pas une propriété comme un objet habituellement, cette œuvre est ouverte à tous...

Guide des 129 metteurs en scène qui ont voyagé avec l'AFAA à travers le monde depuis 1990 – l'AFAA est l'Association française d'action artistique, chargée de diffuser la culture française hors des frontières. L'an dernier, avec le revue *Théâtre/Public*, elle a publié un numéro hors série rassemblant quelques récits de ces expériences exotiques : *Théâtre, prends tes valises*. Cette année, ce sont cent vingt-neuf portraits éliés par ordre alphabétique de Philippe Adrien à Zvonko. Des portraits qui racontent des parcours, des manières de penser et de faire. Ensemble, ils tracent la prodigieuse histoire du théâtre des vingt ou trente dernières années. Cent vingt-neuf chapitres de longueur inégale, avec des illustrations, plus une masse d'informations subjectives, privilégiant la qualité émotionnelle des œuvres et de leurs créateurs. Des chapitres sans noms d'auteurs, ouverts à tous. Notamment aux directeurs de centres culturels français à l'étranger. En France et ailleurs, à tous ceux qui se demandent de quoi notre théâtre est fait.

C. G.

► Du Théâtre n° 1, diffusion Actes Sud, 98 pages, 70 F. Guide, *Théâtre/Public*, hors série n° 7, 310 pages, 120 F.

Le Monde  
1000  
Bibliographie

Bronislaw Geremek	Philippe
Slobodan Milosevic	Cambridge
Ferdinand Marcos	Pologne
Han Sen	Roumanie
Ariel Sharon	Yugoslavie
Petre Roman	Israël

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**  
Index alphabétique et thématique

# S A N S V I S A

## Les îles de la Madeleine

Il y a tout juste deux cents ans que les îles de la Madeleine, placées aux avant-postes de la Gaspésie, terre québécoise, ont été peuplées par de rudes paysans chassés d'Acadie ou venus des îles de Saint-Pierre et de Miquelon. Deux cents ans pour forger un caractère, conserver des coutumes et apprivoiser un paysage.

**D**E Pacifique en Atlantique, des insulaires d'origines et de croyances des plus diverses se reconnaissent en une légende commune, où le créateur, après avoir façonné la terre, frotte vivement ses mains empuissées au-dessus de l'onde, y projetant chaque particule et les transformant en îles. Comme tant d'autres, les îles de la Madeleine seraient dues à cette rustique hygiène divine. Mais en se détestant au-dessus du golfe du Saint-Laurent, entre Terre-Neuve et Gaspésie, le Bon Dieu madelinot, artisan aussi soucieux de la belle ouvrage que ceux qui le content, s'avisa de donner à l'ensemble la forme d'un hameçon, enjoignant ainsi à ses habitants une tâche prioritaire : pêcher.

Ce que l'architecte suprême aurait esquissé de quelques souples traits de plume, reliait par de longs défilés de dunes les pleins de six des huit principales îles, la nature mit quelques centaines de millions d'années à l'exécuter. Encore fallut-il que les hommes en fixent le tracé sur des cartes afin de se convaincre du message. Et qu'il n'était pas mirage. Pour preuve, le Sandy Hook, ce long crochet de sable qui remonte au sud de l'archipel devait, avant de ramener du poisson, ferrer des pêcheurs. Leur labeur seul convaincrat de la création.

Un *opposé* majeur avait conduit Basques, Bretons ou Normands avant Jacques Cartier sur ces côtes. Il causa grand étonnement à l'envoyé spécial de François I<sup>er</sup> lors de son premier voyage en 1534 : « Il lui a autour d'elle île, plusieurs grandes bêtes, comme grands bœufs, lesquels ont deux dents en la gueule, comme dents d'éléphant, et qui sont en mer. » On aura reconnu non des éléphants de mer, mais bien des vaches marines, les morces. La pêche s'était ouverte par la chasse. La plage de la Grande-Echouerie, au nord de Gros-Île, 10 kilomètres de poudreuse blondeur où venait s'ébattre une nombreuse colonie, conserva durablement traces d'un si grand abattage, que dès l'an 1800, le souvenir des « vaches » avait rejoint de verts pâturages d'algues éternelles.

Longtemps, ces îles, que les Amérindiens (Micmacs notamment), premiers à les fréquenter, voyaient flotter, étaient demeurées dans l'attente du peuple rude qui s'arrimerait à elles et les apaiserait, les ensemençerait, non comme de passagers conquêtes mais comme les compagnes de toujours. Ses émissaires se rendant à leur image, poussière rescapée de la formation de grands blocs et broyée par eux. Mal aimés par leur mère française, brutalisés par leur beau-père anglais, paysans d'indépendance entêtée dont le curé, mieux que quiconque, portait la parole, tels étaient les Acadiens.

Ceux d'entre eux qui avaient échappé au « grand dérangement » de 1755 (la déportation par l'Angleterre), ou ceux qui avaient pu en revenir, tentaient de se rapprocher en courtes vagues des provinces qu'ils avaient commencées à défricher, nos contemporains « Maritimes » canadiennes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île du Prince-Édouard). Pour beaucoup, Saint-Pierre-et-Miquelon apparaissait alors comme la dernière terre de France dans une Amérique sous

canons britanniques. Sur le chemin de la patrie gagnée puis perdue, les îles de la Madeleine n'étaient que des escales estivales.

Entre 1767 et 1788 cependant, une vingtaine de familles, comptant une centaine de personnes, venues tant de l'archipel français que d'Acadie s'y établissent. A celles restées à Miquelon, l'instauration de la République, ajoutée aux rigueurs économiques, paraitra une infidélité de trop commise par un monde infidèle. Et le curé de Miquelon, sommé en 1792 de prêter serment à la nouvelle élue, préférera quitter l'île française pour la Madeleine (officieusement concession d'un sujet britannique, Isaac Coffin), précédé et suivi d'une autre centaine de personnes.

Des récits aussi politiquement cohérents (1), qu'adornés de noires broderies autour d'une Terre plus anticipée que lointaine se sont perpétués en d'inattendues ramifications. Maintenant encore, on prétend que c'est en réaction à l'exécution du roi de France qu'on ne prononce pas les « r » dans l'île occidentale du Havre-aux-Maisons. Mais pourquoi alors les grasses-tyons à l'oriental Etang-du-Nord et les route-t-on dans l'île méridionale du Havre-Aubert ? L'exaltation des particularismes ne paraît pas intervenir pour suggérer la présence de sujets meilleurs que d'autres, d'Acadiens plus vertueusement acadiens, mais bien pour souligner leur farouche commune irréductibilité.

Rien n'interdit de retentir, comme l'ont fait les Madelinots, la date de 1793 comme constitutive de leur communauté, après qu'eurent débarqué des familles miquelonaises chassées par l'occupation anglaise de leur île le 14 mai. Plus de deux cents personnes sont alors installées dans les îles de la Madeleine. Une première paroisse est constituée. S'inscrit sur son registre, naissance après naissance, la croissance des jeunes

racines. Dix ans plus tard, un missionnaire dénombre trois cent cinquante-trois « âmes », auxquelles il conviendrait d'ajouter plus d'une centaine d'Écossais et d'Irlandais. Le noyau avec lequel chacun des quatorze mille habitants d'aujourd'hui a un lien est constitué. L'histoire madelinotienne se calcule désormais sur celle d'un peuple.

Un peuple qui sortira encore renforcé de l'exploitation dont il est victime. A la suite de l'exercé seigneur Coffin, à qui l'Angleterre avait livré le territoire, et dont les agents sévirent jusqu'à la fin du siècle dernier, quelques anglophones s'érigèrent durablement en classe dominante, détenant les clefs du négoce et menant une véritable politique de comptoir à l'encontre des francophones jusqu'au cœur de notre siècle. Avant d'être submergés par le nombre et l'élan coopératif. La question de la possession des terres elle-même ne sera réglée par le gouvernement du Québec qu'en 1958. Trop tard pour qu'elle n'ait marqué de manière irréversible les paysages. Extérieurs comme intérieurs.

Il serait faux pourtant de parler d'enfermement ou de consanguinité insiste l'ethnologue Hélène Chevrier : « Nous avons accueilli beaucoup de gens qui se sont inscrits ici. Nombreux parmi ceux qui se disent Acadiens sont mélangés. Chaque génération a fait entrer un peu de sang nouveau. On croit qu'il signifie isolé. En fait nous sommes un lieu de communication. Une île, ça voyage... » Non sans épreuves. Bien avant que quelques contemporains aient trouvé là leur paisible évidence, l'archipel avait pu accumuler les témoignages de deux siècles de violences maritimes : jeunes déserteurs, derniers du rôle mais premiers dans les vexations, tentant d'échapper à leur condition, marins ou passagers, hommes et femmes que les bas-fonds avaient bappés puis relâchés et qui ne cherchaient

pas d'au-delà aux rives où ils avaient ressuscité.

Car le hameçon planté en travers du golfe, au bord de la grande voie du Saint-Laurent, allié aux courants du fleuve et à la violence des équinoxes ne ramenait pas que fretin. Il s'avérait un naufrageur jamais rassasié. « On désigne l'archipel également sous le nom d'Îles Ramées (au sens de ramifications). A 5 milles, on ne voit pas le sable qui les relie. Alors on entre et on s'enlise. Il y a deux ans, on a connu encore huit pertes de vies », dit Frédéric Landry, conservateur du Musée de la mer au Havre-Aubert, curé et capitaine, qui a déjà pu répertorier plus de cinq cents naufrages. Et un autre chercheur estime qu'ils pourraient être le double, approchant Sable Island, au large de la Nouvelle-Écosse, le tenant du titre nord-américain.

On retrouve, vaincus par le même écueil madelinot, un *United-States* (1860) et un *United-Kingdom* (1863). Les villes de Québec, Toronto, Alvarado, Figari, Athènes, et Canton englouties avec une internationale féminine : Jane-Amelia, Margarita, Cynthia, Henrietta-Maria, Stella, Zénobie, Annie (1865), Marie-Louise, Marie-Marthe (1890) ou Marie-Joseph. Une *Walkyrie* (1963) s'est perdue au milieu des Mary, des Jane et Mary-Jane et de fort nombreuses *British-Lady*, y compris *Queen-Victoria*. Chez des hommes, *Sénaieur* (1906), *Governor*, et même *Athlete* (1906) n'ont pas

mieux tenu. *Adventure* (1920) et *Enterprise* désespérées, les allégories *Victory* (1905) *Esperance* (1892) et son pendant anglais *Hope* (1901), ont été anéanties avec *Perseverance*. La fin de deux *Typhon* n'a pas résolu l'énigme du *Wonder-Why* (Devinez pourquoi) (1930) d'aussi lointaines îles que *Formosa*, et *Corfu-Island* (1963) se sont fracassées là.

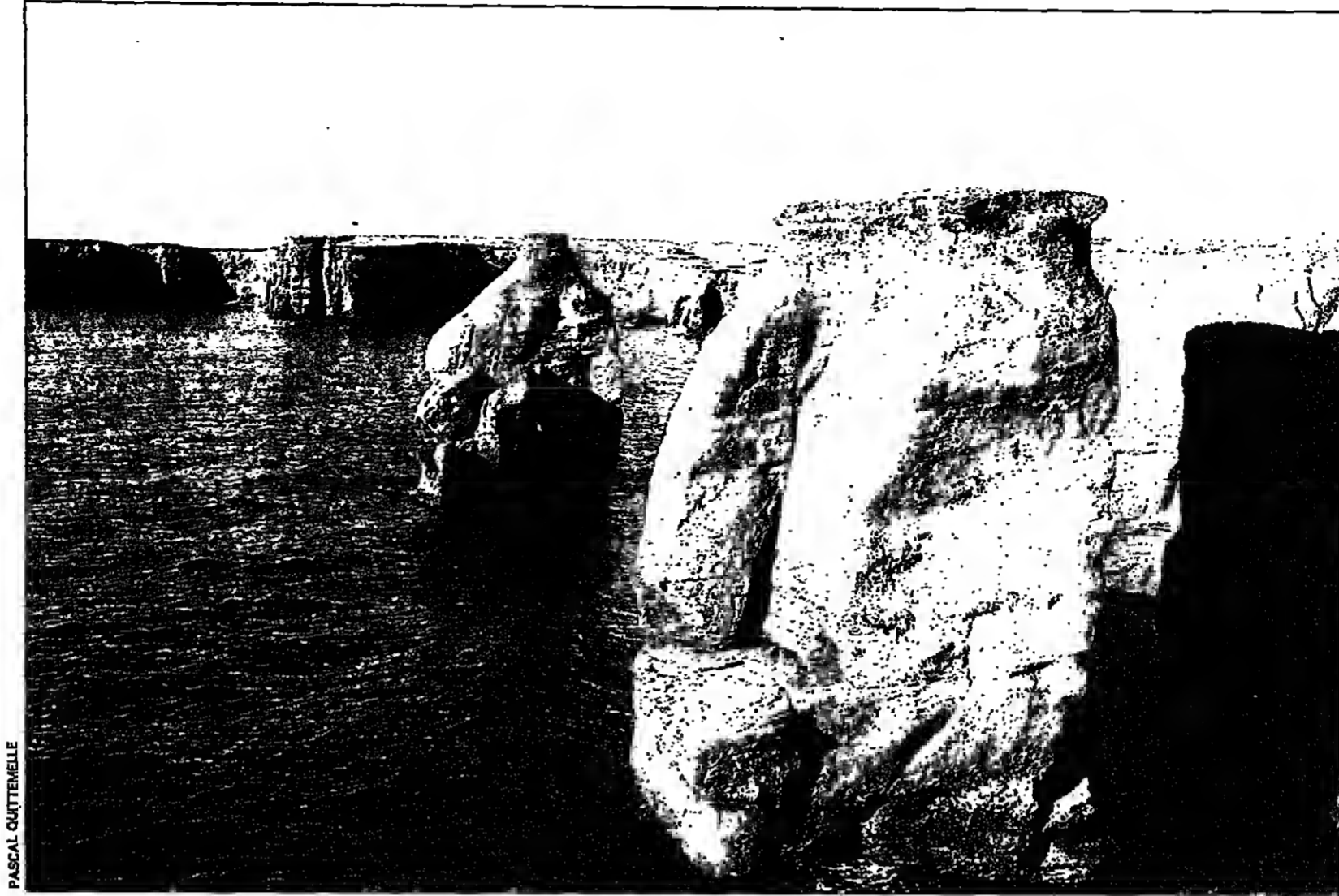
Les naufrages ne sont pas seulement provende de marchandises diverses, que la douane s'empressait de taxer à 12,5 %. Ils laissent une profusion de récits héroïques, peuplant la plus secrète lagune, accroissant le capital de la différence insulaire, enrichissant son bistoire d'autant de monuments dressés et disparus. Les trésors à la clef, que des pirates viennent extraire de leur cachette, après que des capitaines sous de cupidité ont, pour se les approprier, coupé les mains de passagers cramponnés au bord, ne valent parfois pas plus que le prix des « menteries » dont on se régala, couché dans le sable l'été, après la récolte du foin des dunes, et encore propres à servir aux plus incrédules l'hiver à la veillée.

Tout étrange qu'il apparaisse, un naufrage ne restait jamais longtemps étranger. Pour peu qu'il ne grave pas ses initiales sur quelque bardeau, ce qui lui interdirait de rester, il trouverait bien une lignée où prendre place. Les noyés avaient la partie plus difficile. On ne savait pas où ils risquaient de vous entraîner. Implorant à jamais leur carré de terre sainte, leurs fantômes tentaient d'interpeller le passant sous les aulnes, et de l'égarer dans les brumes. Les chiens eux-mêmes s'y laissaient prendre. Souvent, on savait les noms de ces revenants et d'où ils revenaient. On leur devait ces lieux soudainement embrassés, phosphores balancés par la houle comme une rumeur et annonciateurs de tempêtes. Des feux du diable, surgis là où des hommes pris de boisson avaient péri en mer et qui arrangeaient bien le Bon Dieu lorsqu'il fallait un exemple en la paroisse.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

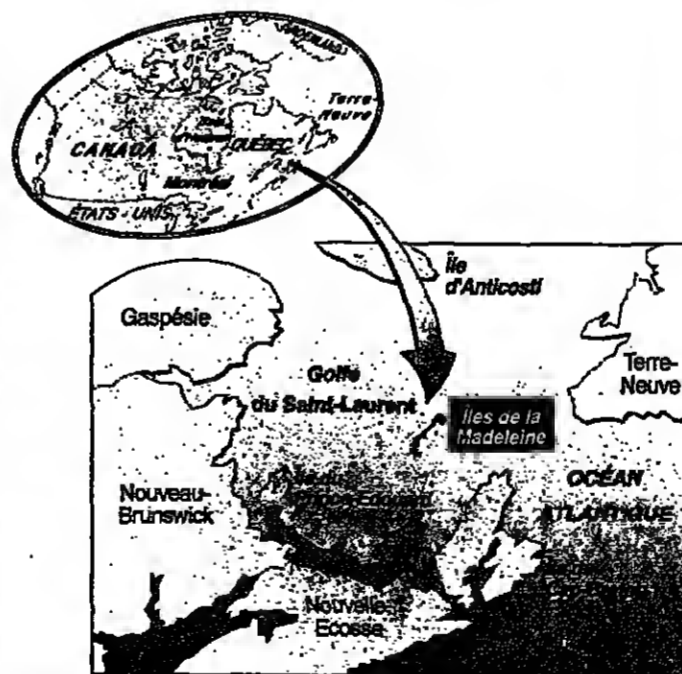
(1) Lire le *Radar*, édition spéciale du bicentenaire (été 1993).

Lire la suite page 13



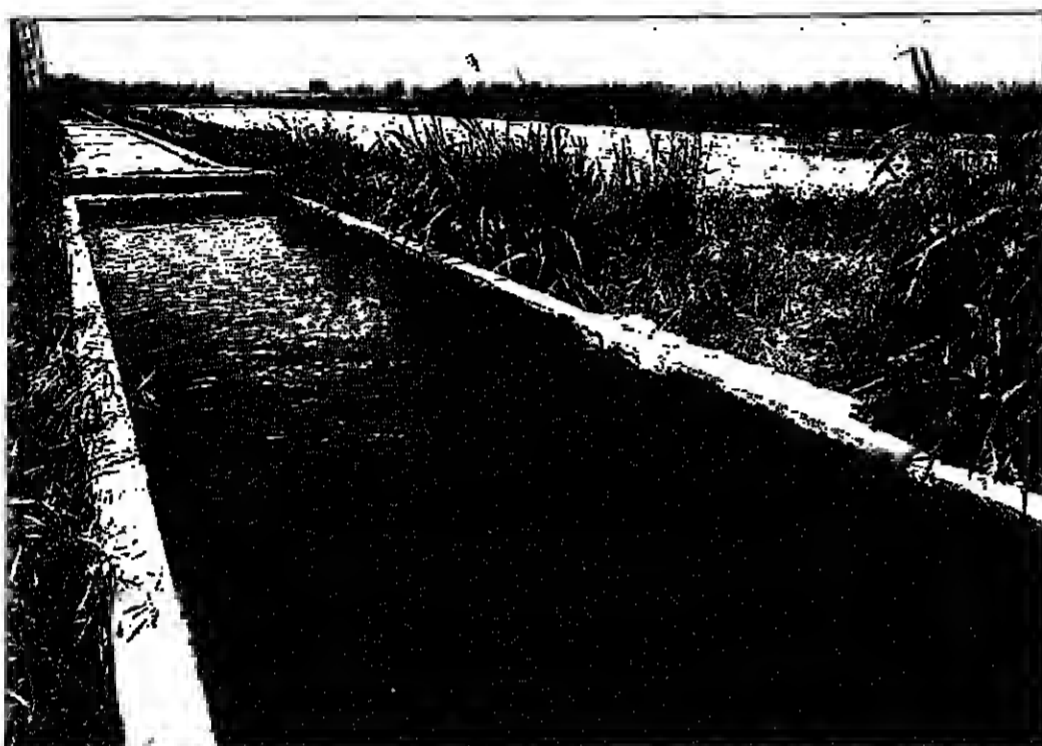
Les falaises de Belle-Anse

## vigies du Québec



كلمة اليوم

# Eaux de Provence



Canal d'irrigation au Camargue

FABRIENNE BARRIE

« Ici, l'oïgo est d'or ». Ici, dans cette Provence verte, loin des foudres de la Côte, et que l'on découvre en explorant les Bouches-du-Rhône. Au fil d'une eau douce qui ne ménage pas sa peine pour verdifier cette terre calcaire et aride, balayée par le mistral. Canaux d'irrigation, vergers, haies pour les oiseaux aquatiques, moulins hydrauliques identifiant cette région hôtelle entre la Durance, les Alpilles et la Camargue. Avec, pour temps forts, la source sacrée de Glanum (à Saint-Rémy-de-Provence), les fontaines romaines (à Aix-en-Provence), les canaux conçus par le Florentin Adam de Craponne (autour de Salon-de-Provence), le moulin d'Alphonse Daudet ou, encore, le moulin hydraulique qui abrite la fondation Armand-Panigel. Une symphonie aquatique particulièrement à l'honneur dans le parc naturel régional de Camargue et la réserve zoologique et botanique, proche de l'étang de Vaccres.

Au cœur de cette région chantée par Mistral, la source sacrée du sanctuaire de Glanum témoigne d'un lieu de pèlerinage qui remonte à des millénaires. Les torrents, ou « gaudres », dévalaient alors des Alpilles pour alimenter, par des canalisations, le château d'eau de Glanum ainsi que les thermes de la cité. Et on devine encore, sur les tuyaux de plomb ou de bois, les noms des fabricants. Plus à l'est, les fon-

taines d'Aix ou « Aquae Sextiae Salluviorum » doivent leur appellation à l'époque où les Romains fréquentaient les sources chaudes et froides de la ville.

Voilà des siècles, en effet, que l'eau représente le souci permanent des populations établies dans la région des deux Rhône. Savait de la Renaissance, Adam de Craponne (dont on peut admirer, à Salon-de-Provence, le buste sévère) était, entre autres, l'ami de Nostradamus, le célèbre astrologue, qui lui ouvrit et sa bourse et son carnet d'adresses à la cour de Catherine de Médicis. Une cour dont les fastes revivent, chaque été, lorsque les habitants de Salon se costumèrent pour déambuler dans les rues de la ville.

Avant Adam, la Provence était un désert. Surnommé « l'amant de la Durance », Craponne, par des kilomètres de canaux aujourd'hui abandonnés, amènera, entre 1551 et 1559, l'eau de la rivière à cette terre exsangue. Toujours aux aguets, les sources sont encore nombreux à savoir taper du pied et manier la baguette mobile (de fer ou d'or) pour deviner la présence de l'eau et en estimer la profondeur. De quoi alimenter, le soir, à la veillée, autour d'une « riste » d'aubergines confites, des récits parfumés à l'accent provençal et qu'on dirait tout droit sortis d'un dialogue de Pagnol.

Dans ce pays de petites propriétés assoiffées, l'eau se faufile par les « roubines » (canaux des-

sainissement) et les « fidules » (canaux d'irrigation). Au sud, le canal EDF. Au nord, le canal des Alpilles (ancien nom des Alpilles), qui arrose une vingtaine de communes et qui fonctionne depuis plus d'un siècle. Sur les diversitiques du canal, les « martelliers » permettent d'ouvrir ou de fermer l'arrivée d'eau afin d'alimenter des ruisseaux ou des contre-ruisseaux creusés, telles des gouttières, à même la terre du champ à arroser. Il s'agit là d'une irrigation dite par gravité, où chaque champ reçoit l'eau bénéfique qui descend ensuite vers le champ voisin; à l'heure fixée par la commune.

Situé à l'extrémité sud des Bouches-du-Rhône, le parc naturel régional de Camargue abrite des centaines d'espèces d'oiseaux, nidificateurs ou migrateurs. Directeur de la réserve nationale ornithologique, Eric Coulet veille sur ces lieux depuis des années en s'efforçant d'inculquer aux visiteurs un code de bonne conduite, gage d'une cohabitation harmonieuse. « Ainsi, observe-t-il, les oiseaux et les gens apprennent à se regarder. »

« L'eau, écrivait Jean Giono dans l'Eau vive, c'est la vie. Si tu creuses la main, tu la retiens. Si tu serres le poing, elle s'enfuit. »

De notre envoyée spéciale  
Anne-Marie Minvielle

## Guide

• **V aller.** Tous les chemins, ou presque, mènent à Salon-de-Provence que l'on peut atteindre par l'autoroute du Soleil (700 km de Paris), le TGV (4 heures de Paris à Avignon) ou via l'aéroport de Marseille-Marianna situé à 30 km de Salon.

**Itinéraire.** De Salon-de-Provence à Saint-Rémy-de-Provence, par les Alpilles et Les Baux-de-Provence. Rejoindre ensuite le marais de la Grande Mer, par Fontvieille et le moulin de Daudet, l'abbaye de Montmajour, Arles puis les Saintes-Maries-de-la-Mer. Se promener le long de la digue de Mer (en VTT, à pied ou à cheval) et visiter la réserve de Camargue (se renseigner sur les horaires spécifiques fixés pour Salon-de-Badon afin de respecter la vie des oiseaux). Un itinéraire de deux jours environ avec retour à Salon. Un peu plus si l'on y ajoute Aix-en-Provence.

**S'y loger.** A Saint-Rémy, le château de Roussan (tél. : 90-92-11-63), chambre de 350 F à 780 F, avec toute la poésie d'une vieille demeure et un parc du 18<sup>e</sup>. La Mas de La Pyramide (90-92-00-81), également à Saint-Rémy, une halte pittoresque au milieu des carrières et des champs de

lavande, avec chambre d'hôte à 120 F. Le Domaine de la Reynaudie (91-59-30-24), à Aurone, près de Salon. La Manade de Pioch (90-97-55-51), sur la route des Saintes-Maries-de-la-Mer, une bonne hôte pour visiter, à cheval éventuellement, le Camargue, avec des chambres à partir de 200 F.

**A noter.** Des stages d'aquariologie d'une semaine, en automne et au printemps (10 personnes maximum, 1 000 F par personne avec l'encadrement et l'hébergement) à la réserve nationale de Camargue (90-97-00-97). A Saint-Rémy, la Fondation Armand-Panigel (route des Jardins, tél. : 90-92-07-92) ne s'est pas contentée de restaurer un moulin hydraulique. Le maître des lieux, collectionneur de 78-tours et de films anciens, y propose des séminaires où « son oreille » fait merveille pour juger la qualité des disques anciens de musique classique. Un laboratoire musical vivant, véritable mémoire de la musique.

**A voir.** Fouilles de Glanum, Antiques et musée de l'hôtel de Sade, à Saint-Rémy. En Camargue, observatoire ornithologique et centre de la réserve du parc national de Camargue.

Traversée de la digue de Mer aux Saintes-Maries. En novembre, exposition sur l'eau au Musée de La Crau. Musée Grévin de la Provence, à Salon.

**A lire.** La Prodigieuse Épopée des Craponne, gentils hommes de Provence, de N. Pellissier (Lacour). Provence, Alpes, Côte d'Azur (les Guides bleus Hachette), La Durance (Privat), Les Alpilles, Oiseaux en Camargue et Nostradamus (Edisud). La Guide de la Camargue (la Manufacture). De la montagne de Lure aux Alpilles, sentiers de grande randonnée GR 6 (FRFP).

**Se renseigner.** Comité départemental du tourisme des Bouches-du-Rhône, 6, rue du Jeune-Anacharsis, 13001 Marseille, tél. : 91-54-92-86. Office de tourisme de Salon-de-Provence, tél. : 90-56-27-60 (Musées Grévin, de La Crau et de l'Empire). Office de tourisme de Saint-Rémy-de-Provence, tél. : 90-92-05-22. Parc régional de Camargue, tél. : 90-97-10-40. Réserve de Camargue de La Capelière, tél. : 90-97-00-97. Association A d e m - d e - C r a p o n n e (90-56-52-35), à Salon. J. Baldouin, puisatier (90-92-08-96 aux heures des repas) à Saint-Rémy-de-Provence. •

## La forme sur mesure

En 1992, ils étaient 635 000 à avoir effectué un séjour dans un établissement thermal; et 250 000 à avoir fréquenté un centre de thalassothérapie, contre 26 000 vingt ans auparavant. Phénomène de société ou, plus simplement, retour à l'idéal antique (un esprit sain dans un corps sain), cette course effrénée à la remise en forme appelle quelques repères. Comment, en effet, être sûr de faire le bon choix face à une offre multiple qui fait assaut de séduction? Une préoccupation à laquelle répond le dossier « Spécial forme » concocté par Havas Voyages, soucieux, dans ce domaine comme dans d'autres (des brochures semblables traitent des clubs, des croisières et des vacances à la carte), d'assumer sa mission de conseil. Objectif : aider ceux qui le souhaitent à sélectionner « un séjour tonique » en leur donnant les clés pour déterminer, en toute connaissance de cause, la station répondant le mieux à leur attente. Résultat : une sélection de 24 établissements répartis dans l'Hexagone, dont 18 instituts de thalasso situés sur les trois façades maritimes (Manche, Atlantique et Méditerranée), 5 centres de balnéothérapie dans la France verte (Aix-les-Bains, Châtel-Guyon, Evian, Pouligny-Notre-Dame et Vichy), et une originale croisière sur le Rhin à bord du Liberté. Côté thalasso, sont soumis au banc d'essai les thérapiés marines d'Ouistreham, Saiot-Malo et Saint-Jean-de-Monts, les Miramar de Port-Crocy et Biarritz, l'Alliance Phytomer à Forêt, le Gita Form à Châteaillon-Plage, l'Atlantique et Neptune sur l'île de Ré, le Novotel Nouveau Cap à Royan, l'Atlantique à Anglet, l'Héliant à Saiot-Jean-de-Luz, le complexe Serge Bianco à Hendaye, les Thalacaps de Bervilly, du Cap d'Agde et des Saintes-Maries-de-la-Mer, le Thalazur à Antibes, le Biovimer de Marina Baia des Anges et l'Eden Roc à Ajaccio. Pour chaque adresse, les informations permettant un choix argumenté : situation, style et confort de l'hôtellerie, qualité de la restauration, installations techniques, soins proposés, gamme des activités annexes, potentiel touristique de la région concernée et point de vue d'Havas Voyages. L'essentiel pour mettre tous les atouts dans son jeu. Disponible dans les 450 agences Havas Voyages et sur Minitel 3615 Havas Voyages. A consulter également, la brochure de Thalassa international (5, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, (1) 47-42-08-08) présentant les sept établissements (Le Touquet, Dinard, Quiberon, Les Sables-d'Olonne, Oléron, Hyères et Porticcio, en Corse) de la

chaîne des hôtels Accor. Une brochure qui fait notamment la chasse à quelques idées reçues sur la thalasso : ce n'est pas un luxe (à partir de 4 000 F la cure d'une semaine en demi-pension) réservé aux femmes (30 % des clients de Thalassa sont des hommes) et aux personnes âgées. Et si la thalasso est une thérapie, elle joue aussi, insiste-t-on, un rôle préventif et de remise en forme.

A noter que plusieurs des établissements ci-dessus figurent également dans la brochure du voyageur Visit France/Air Inter, spécialiste du court séjour en avion et qui propose notamment, jusqu'au 31 octobre, des forfaits thalasso pour attaquer la rentrée d'un bon pied. Renseignements dans les agences et bureaux de vente Air Inter et Air France, et au (1) 47-36-50-50.

## Dans la Silicon Valley coréenne

En 1993, la Corée participait à l'Exposition universelle de Chicago, où elle présentait les produits de son artisanat. Cent ans plus tard, la voici qui organise « la dernière exposition du siècle en Asie et la première dans un pays en développement », comme le dit fièrement Myung Oh, le président du comité organisateur. En un siècle, le pays est passé du paillard d'osier à l'ordinateur. La ville de Taejeon, au cœur de la Corée du Sud, à 160 kilomètres au sud de Séoul, accueille en effet jusqu'au 7 novembre une exposition internationale sur un thème à la mode depuis la conférence de Rio : « Le défi d'une nouvelle voie pour le développement ». Ses vingt-sept pavillons se concentrent, d'une part, sur les technologies mises en œuvre au service du développement, et, d'autre part, sur le recyclage et tous les moyens d'économiser les ressources naturelles.

Pourquoi Taejeon? Parce que cette ville de plus de 1 million d'habitants abrite depuis vingt ans la cité des sciences de Taejeon, une Silicon Valley à la coréenne qui rassemble 12 000 chercheurs dans une trentaine d'instituts et centres de recherche, ainsi qu'un musée national des sciences. Elle était donc prédestinée à recevoir le premier train à lévitation magnétique de Corée, qui serpente entre les pavillons à thème, et les manifestations culturelles organisées quotidiennement durant les trois mois de l'Expo. Le thème environnemental est omniprésent, aussi bien au pavillon de l'environnement proprement dit que dans ceux consacrés à l'utilisation des ressources, à la planète Terre, à l'énergie et à la nature. On y circule en voiture électrique ou à pile solaire. Pour symboliser le recyclage, une immense pyramide de bouteilles provenant du monde entier a été érigée au milieu d'une pièce d'eau. Les Coréens veulent ainsi prouver que

l'industrie et la technologie, dans lesquelles ils se sont lancés à une allure vertigineuse, ne sont pas incompatibles avec le respect de l'environnement et un « développement durable ». Renseignements auprès du Comité français des manifestations économiques à l'étranger, 10, avenue d'Iéna, 75016 Paris, tél. : 40-73-30-00. En Corée : comité organisateur de l'Expo de Taejeon, 159, Samsung-doog, Kangnam-ku, Séoul 135-090, tél. : (02) 551-4874/5, fax : (02) 551-1316. Air France et Korean Airlines proposent des vols directs Paris-Séoul à partir de 9 900 F A/R, le voyageur Asia (tél. : 44-41-50-10) et dans les agences de voyages) un Paris-Séoul (7 490 F A/R) assorti d'un forfait « un jour à l'Expo » (à partir de 1 175 F).

R. C.

## Musique en Picardie

Un niveau international, un programme musical original, des interprètes brillants se produisant dans des lieux privilégiés où le son se déploie librement : la réputation du festival des cathédrales est assise sur des bases solides. Du 10 au 25 septembre, la Picardie sera, à sa manière, capitale musicale de l'Europe et point de ralliement des mélomanes avides d'excellents concerts. L'édition 1993 - la sixième depuis que le conseil général de Picardie a créé la première manifestation en 1988 - s'ouvre aux compositeurs d'Europe centrale et orientale. La programmation est si bonne que l'on ne peut rien passer sous silence. Qu'il s'agisse du chœur d'enfants de la radio hongroise interprétant des airs de Monteverdi, Liszt, Bartók et Kodály (cathédrale d'Amiens le 10, basilique de Saint-Quentin le 11, cathédrale de Sens le 12) ; de la Messe en si mineur, de Bach, coudouée par Joshua Rifkin, maître incontesté de la musique ancienne aux Etats-Unis (le 11, église de Chateau-Thierry) ; de l'Hungarian State Symphony Orchestra dirigé par Ervino Lukacs, au service des Chants bibliques de Dvorak, des Préludes de Liszt et du Concerto pour violon de Tchaïkovski, dont l'interprète sera Vilmos Szabady (le 17, abbaye de Saint-Leu d'Esserent et, le 18 septembre, reprise de ce même concerto au Théâtre de Beauvais). Le cycle continue avec les Vespres de Monteverdi, par l'Ensemble vocal et instrumental du Collegium Vocale de Gand, placé sous la baguette de Philippe Herreweghe. Feu d'artifice vocal avec le Chœur d'hommes de Prague, qui fera sonner ou reticodra la puissance des œuvres de capello d'une quinzaine de compositeurs, dont Janacek, Rachmaïnov et Smetana (le 24, cathédrale de Soissons ; le 25, abbaye de Corbie). L'Orchestre de chambre Ferenc Erkel, pour sa part, cooive à un régal composé de la Symphonie en si mineur op. 10 de Mendelssohn, du Mouvement de quatuor en ut mineur de Schubert, de la Sérénade pour cordes de Tchaïkovski et du Divertimento n° 1, de Weber (le 24, église de Saint-Sépulchre d'Abbeville, le 25 au centre culturel de Chauny). La Sinfonietta, orchestre régional de Picardie, dirigé par Jin Mikula, se mesurera à ces musiciens chevronnés avec un programme Mozart : ouverture de Don Juan, airs de concert, Sérénade nocturne, Symphonie n° 38 « Prague » (le 18, église de Rue), Annoncer Yuri Bashmet, alto, et Mikhail Mountain, piano, interprètes de Mendelssohn, Schubert et Chostakovitch, c'est donner, vainement, des regrets puisque leur réciat est, déjà, complet. Preuve qu'il faut réserver, très vite (tous renseignements au numéro Vert 05-46-31-85). Tarif unique à 120 F (80 F dans certaines églises) et « passeport festival » permettant d'assister à tous les concerts à un prix très avantageux (350 F). Pour découvrir cette région qui a vu naître et s'épanouir le gothique, consulter les offices de tourisme locaux et le Guide bleu Picardie que vient de publier Hachette.

## TÉLEX

**L'Inde** en souplesse et liberté, en voiture avec chauffeur et hôtels réservés à l'étape. Au départ de Delhi, par exemple, par Gwalior et son fort, la cité rajpoute d'Orcha jusqu'aux célèbres temples de Khajuraho, au nord du Madhya-Pradesh. Un itinéraire de Nouvelles Frontières qui comporte également un trajet en train à bord du Shatabadi Express. Six jours, à partir de 1520 F ; vols Paris-Delhi à partir de 4 400 F. Renseignements au 41-41-58-58.

**Le fascinant Tibet** à l'automne, quand les pèlerins se pressent dans les monastères. A Samye, Gyantsé, Shigatsé, Sakya. Visite, bien sûr, de Lhassa, la capitale, objet de tant de convoitises. Un voyage de 19 jours dont 5 au Népal pour se préparer à l'altitude, et 12 sur le « Toit du monde ». Du 21 septembre au 9 octobre, environ 30 400 F. Avec le spécialiste reconnu de l'Himalaya, le voyageur suisse Artou (8, rue de Rive, 1204 Genève, tél. : 19-41-22-311-84-08).

**Provins fête la moisson**, le 29 août, en faisant revivre le passé : quadrille des lancers, concert de l'harmonie municipale, sonnerie de trompes de chasse. A

15 heures, défilé de chars décorés de blé, danses folkloriques, battage à l'ancienne, dégustation de brie et de tartes. A 18 heures, place au jazz.

**L'Italie** à des prix étonnants. La Sicile du 10 au 17 septembre : huit jours en chambre double, pension complète, vols et transferts inclus, 2 490 F au village club Torre Normanna, près de Cefalù. Mais aussi Rome, du 4 au 8 décembre : 2190 F pour les vols, transferts, chambre et petit déjeuner, en hôtel trois étoiles. Deux promotions de la CIT. Renseignements au 49-72-50-50.

**26<sup>e</sup> anniversaire** pour la chaîne hôtelière Relais du Silence qui, à cette occasion, offre à 364 mariés de novembre 1968 de fêter leurs noces d'argent dans un de leurs établissements (un dîner et une nuit). Pour être lauréat, envoyer le plus vite possible une copie de son livret de famille au siège de la chaîne (2, passage Du Guesclin, 75015 Paris) en indiquant l'adresse de son domicile actuel.

Sélection établie  
par Patrick François  
et Danielle Tramard

Les îles de l'Asie du Sud-Est

Guide

# Les îles de la Madeleine vigies du Québec

Suite de la page 11

Chacun de ces histoires « vécut » est attestée par Avila LeBlanc (soixante-dix-neuf ans), dont la mémoire sait replacer les branches les plus fantastiques et les fruits les plus insolites dans l'arbre des généalogies insulaires aujourd'hui comme dans la limpidité d'un cycle hier disparu. « Alors tout commençait par le loup-marin (phoque). Puis la bannière navale arrivait. Le hareng déposait ses œufs sur la côte et ses œufs arrangeaient bien les autres poissons. Puis c'était le homard. Puis le maquereau de file. Puis la morue. Il n'y avait pas plus belle attraction que la pêche côtière, avec les gaellans au-dessus et la famille qui venait aider à trancher. Maintenant, le maquereau salé, c'est fini, la morue séchée c'est fini, il n'y a plus d'attraction, tout part à l'usine. »

En dépit de la dureté de temps où la maladie s'appuyait encore sur la misère, le mot « paradis » vient aisément aux lèvres de ceux qui ont couru pieds nus dans les haies où frémissait le hareng, il y a treize ans de cela. Les îles venaient à peine de découvrir notre siècle, depuis qu'en 1950 on leur avait installé l'électricité. Mais la vie sans stress, l'alimentation saine, expliquaient qu'on y vive quatre ou cinq années de plus qu'au Québec. Elles auraient été conservatoires si elles n'avaient su faire mieux : développer une version originale de leur culture originale.

« Dans les années 60, lorsqu'un n'avait pas de voiture, on est venu sur les îles. C'était le seul lieu où la culture acadienne était majoritaire et ainsi isolée, rappelle Jean Lemieux, médecin dans l'île du

Cap-aux-Meules et romancier, établi là depuis quatorze ans. C'est comme la cuisine pression. Ils ont été seuls pendant cent cinquante ou cent soixante-dix ans. Assez pour développer des liens de complicité et un fort esprit communautaire d'entraide. Les persévérants des Anglais et l'abandon de la France leur ont appris à se percevoir comme ne devant compter que sur eux-mêmes et à développer un esprit politique très fin, sachant profiter des courants pour se trouver du côté du pouvoir. »

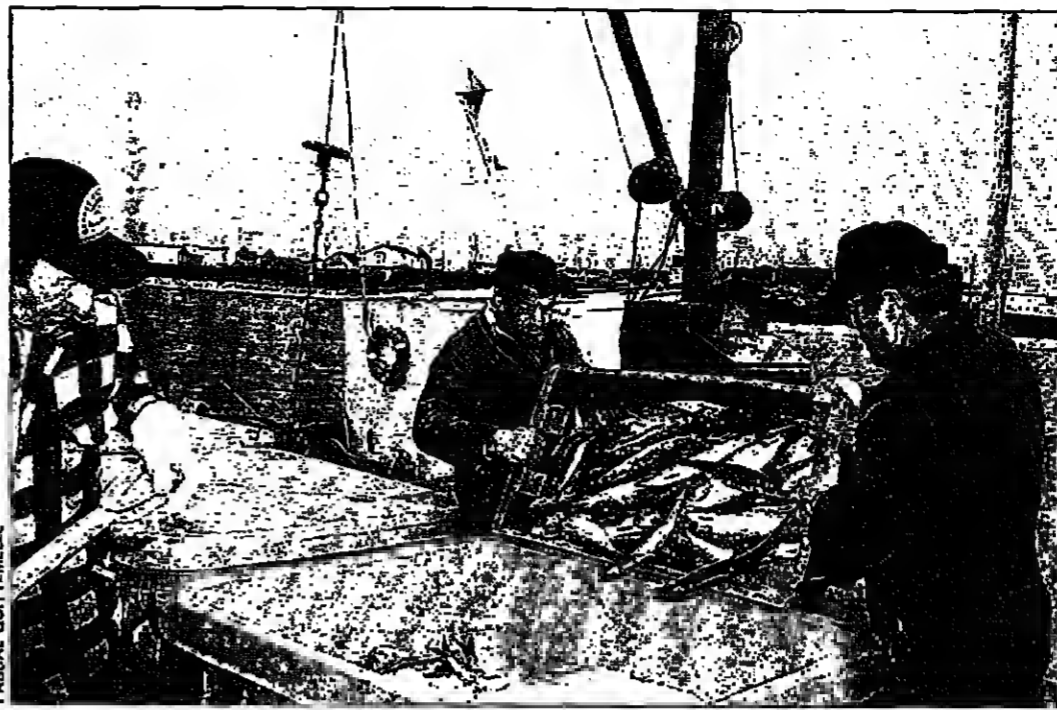
« Les « corvées » collectives (volontaires) se pratiquent encore, et, dans le malheur, les fêtes restent spontanées. Il demeure une chaleur profonde, une totale simplicité. On ne verrouille ni les voitures ni les maisons. Mais tout s'entend avec le modernisme. En réalité, les Madeleinois vivent de plus en plus comme des Québécois. Ils sont passés d'une culture acadienne maritime à une culture québécoise par l'apport des services gouvernementaux. Au point que les Acadiens du Nouveau-Brunswick les considèrent comme moins acadiens qu'eux-mêmes car ils ne remplissent plus la condition de minoritaires en pays anglophone. Tout de même, ils ont tenu à se brancher de plus en plus sur la culture du continent sur fond de culture mondiale, leur hémisphère si particulière demeure. »

Et cela se perçoit à l'oreille. Pas seulement dans les accents, mais aussi dans les plus récentes chansons, populaires en ce que connues de tous, d'un archipel qui s'y voit « plus grand qu'un pays », et n'a jamais cessé de chanter, de se chanter. La fête de la radio communautaire à la mi-juillet peut offrir sans peine à

chaque île son plein de couplets. Dans ces musicales « paperniques » (havardages où l'on parle de tout et de rien), les voix campantes retrouvent la houle et les vagues, et la difficulté d'être capitaine. Avec de soudaines chutes de vent où l'on fait assaut d'« îles enchantées », d'« îles de rêve », et de « cains charmants à l'aspect féérique ».

Mais entre le Havre-Aubert et la Grande-Erte, il ne se trouverait personne pour renier ce lumineux « grand beau », ni pour suggérer le moindre second degré. Une nouvelle génération n'a fait que répandre en paroles au regard curieux jeté sur elle, celui des touristes parvenus jusque-là il y a vingt ans dans les premières rotations régulières du traversier. Un véritable remue-ménage pour les uns et les autres, dont aucun n'a pu encore se lasser. Et qui n'a pu que pousser les insulaires à passer d'une excentricité subie à une identité assumée, recherchée, cultivée. Des familles madeleiniennes, exilées de temps parfois lointains, venues de Gaspésie, de la côte nord du Saint-Laurent ou de Verdun (habituée de Montréal) qui compte autant de Madeleinois que les îles, sont de plus en plus nombreuses à participer à l'heureuse « corvée » d'été.

On ne s'est jamais autant penché sur l'archipel, insulaires en tête. Pour identifier, repartir, analyser, protéger. « Attention, c'est dentelle, c'est fragile ! », répète Hélène Chevrier. Le Rndr, l'hebdomadaire local, peut annoncer sur trois colonnes : « La naissance des oiseaux de plume s'effleure et commencent », commentent l'événement et détaillent les précautions à prendre. De frères lignes de défense se montent. On



devrait rendre à ses origines maritimes la vaste lagune du Havre-aux-Basques, fermée pour permettre le passage de la route qui unit en 100 kilomètres les six îles. Mais si les falaises, les plages et les dunes sont réellement protégées, où iront les « quatre paties » (4X4) et les trimates qui s'alignent à l'américaine, destructrices tentatives flamboyantes, chez les garagistes et dans les publicités ?

Autre signe de relative apoplexie, le nombre de maisons neuves. Comme pour contrebalancer l'extension du claquage, ce plastique blanc brillant imitant le bardeau, on a renchéri dans la tradition de peindre les demeures de couleurs pastel en puisant dans des tonalités plus acides ou plus vives. L'espace habité s'est densifié, sans pour autant devenir urbain. Les demeures encore installées dans l'ombre des anciennes tenues, gardent leurs distances, et le meilleur de leurs fenêtres pour l'océan ou l'infini lorsque la glace de janvier vient immobiliser le golfe pour quatre

mois. Les maisons anciennes sont maintenant des valeurs, et on a vu récemment les Madeleinois « se révalter » lorsqu'on a voulu démolir l'une d'entre elles.

L'époque où l'on bradait aux antiquaires du continent les vieux objets et les vieux meubles contre du neuf est révolue. La reconquête n'est pas seulement une idée, il lui faut quelques moyens. Et ce n'est plus tant l'hameçon qui doit y parvenir, que la « cage » (le casier). Une découverte récente au demeure, puisque le homard ne se pêche ainsi que depuis 1875, l'animal se servant alors plus volontiers concassé à usage d'engrais. Son affaire est faite en huit semaines de labeur acharné, sévèrement contingenté en trois cents casiers par bateau et par jour, pour que se renouvellent durant dix mois les cinq ou six millions de livres de crustacés qui rapporteront l'essentiel des revenus d'une année. Avant de chamer.

On affecte volontiers de considérer la fête nationale du Qué-

bec, la Saint-Jean, comme un banal jour de congé aux îles. Elles se fêtent le 10 mai, avec l'ouverture de la pêche au homard. Les familles se pressent sur les quais dans la nuit, attendant que les garde-côtes aient tiré, port après part, les fusées qui libèrent les amarres.

Du haut des buttes du Cap-aux-Meules au suit les lumières vacillantes s'écartant de tous côtés de l'archipel et rivalisant de vitesse. Et chacun de se reconnaître dans une chanson du hard madeleinois Georges Langford : « Marins de Narmandie/De Bretagne nu d'Irlande.../Venus en Acadie/Des îles anglo-normandes/C'est le même décar/Qui cammande l'effort/Tout le long de nos parts/On cherche encore le nord/La mer n'a pas tout pris/Les fruits de vos voyages/Il en reste aujourd'hui/Il faut la pêche aux cages... »

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

## Guide

Les îles de la Madeleine sont à 1 300 kilomètres de Montréal et 1 050 de Québec (avancer les montres d'une heure). Il vaut mieux compter trois jours pour s'y rendre en voiture, assez pour découvrir en chemin l'Acadie et son important musée en plein air près de Caraquet au Nouveau-Brunswick. Un premier traversier conduit en moins d'une heure à l'île champêtre du Prince-Edouard, d'où le madeleinois Lucy-Maud-Montgomery transborde en cinq heures au Cap-aux-Meules. Réservez l'indispensable l'été. Ceux qui souhaitent descendre (ou remonter) le Saint-Laurent, pouvant emprunter le CTMA Voyageur qui effectue en trois jours la traversée Montréal-Cap-aux-Meules et prend quelques passagers.

Plus rapides, les compagnies Air Alliance (filiale d'Air Canada) et Canadien relient chaque jour l'aéroport des îles à Québec et Montréal. Elles deviennent le principal moyen d'accès l'hiver, notamment lorsque l'on veut aller observer les blencheons, ces jeunes phoques nés en mars sur la banquise autour de l'archipel.

Les îles offrent tous les types d'hébergement possibles : hôtels, motels, campings ou locations chez l'habitant. Nombreux spectacles (théâtre ou chansons) tout l'été. Cafés (animés) et restaurants de tous niveaux, de la populaire Fectrie, à Gros-Cap, une cafétéria qui sert le homard bouilli,

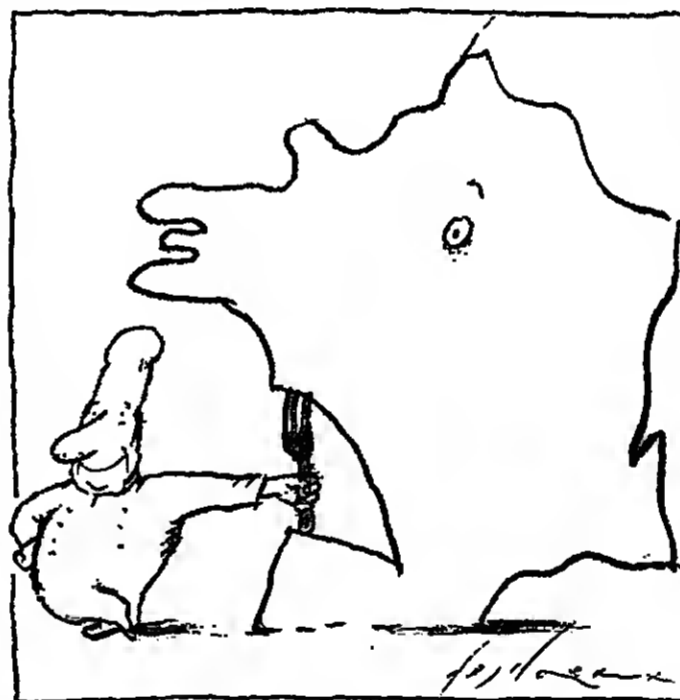
à la Table des Roy à La Verrière, assurément l'une des meilleures tables du Québec.

La plupart des ouvrages sur les îles se trouvent sur place. On lira notamment la revue *Info Géo Graphies* (915, av. Moncton, Québec G1S 2Y6) qui a publié en avril 1992 un excellent numéro « généraliste » sur le sujet, rédigé par des Madeleinois (126 p., 12,50 dollars). La musée de la mer a édité un album souvenir pour le bicentenaire de l'établissement des îles (212 p., 12 dollars). Jean Lemieux est l'auteur de *La Lune rouge* (Éditions Québec-Amérique), un « polar » bien situé dans le spectaculaire île écossaise d'Entrée (seule île habitée séparée de l'archipel) où il a exercé. Frédéric Landry a publié de nombreux ouvrages documentaires sur les îles, comme *Capitaines des hautes-fonds* (La Baie, 146 p.). Des chansons de Georges Langford sont regroupées dans le *Premier voyageur* (L'Hexagone, 192 p., 18,95 dollars).

Renseignements à l'Office de tourisme du Québec, 4, avenue Victor-Hugo, 75116, Paris, tél. : (1) 44-17-32-35, à l'ambassade du Canada, 35, avenue Montaigne 75008, Paris, tél. : 44-43-29-00, et à l'Association touristique des îles de la Madeleine. C.P. 1028, Cap-aux-Meules, îles de la Madeleine, Québec G0B 1B0 Canada. Tél. : 19-1-418-986-2245. ■

## TABLE

# Bordeaux, capitale vinicole



L'ÉVÉNEMENT, là-bas, est la découverte de Jean-Marie Amat en son *Saint-James* de Bouillat, à quelques kilomètres des Châtreaux. Un 4 toques Gault-Millau ! En fait, ce cuisinier-utopiste a vu grand et tenté à tort de « réinventer le terroir ». Passons ! Peut-être aussi les difficultés du vignoble y sont-elles pour quelque chose. Les vins ont baissé - moins que le champagne, certes - en Gironde de 10 % à 15 % ces dernières années. En outre, si les millésimes 89, 90 et 91 étaient de qualité, le bordelais 1992 se révèle inférieur : trop d'acidité, manque de structure et faiblesse de couleur, me souffle un spécialiste.

Les restaurants de Bordeaux subissent le contrecoup, et, comme à Paris et partout ailleurs, la « crise » se manifeste. L'occasion est peut-être bonne de se promener dans le Bordeaux gourmand ?

Il y a d'abord les trois incontournables : *Le Chapon fin*, *Ramet* et *Le Rouc*.

*Le Chapon fin* est un monument datant du début du siècle, un cadre quasi historique. Francis Garcia, qui règne aujourd'hui sur cette salle classique et son jardin de rocaille, est un chef de bonne tradition (5, rue Montesquieu - tél. : 56-79-10-10 - fermé dimanche et lundi). Jean Ramet, dans un décor auvergnat réjoui, cuisine heureusement les produits de saison et surveille sagement sa omelette de vins du terroir (7-8, place Jean-Jaurès - tél. : 56-44-12-51 - fermé samedi et dimanche). Enfin, Michel Gautier. Il modernise le classique avec brioche, il héaéfie également du charme d'accusé et de la connaissance en bons crus de son épouse Kirielle (Le Rouc, 34, cours du Chapeau-Rouge - tél. : 56-44-39-11 - fermé samedi midi et dimanche).

Ce sont là de grandes maisons et d'additions adéquates. La

recherche de histros (ou histrots ?) peut être hasardeuse.

A moa goût, il n'est d'abord que *La Tupina*. A l'abri des modes, aime dire Jean-Pierre Xiradakis parlant de cette chemiserie où rôissent viandes et volailles et autour de laquelle on se tasse quelque peu pour mieux respirer l'odeur des plats et de l'amitié havarde ! C'est en 1968 qu'il a « ouvert » sa *Tupina*. Depuis, il l'a aménagée (mais poutres de bois, chemises de pierre, carreaux et faïences girandins, meubles de bois cirés restent dans la note folklorique). Comme les plats (escargots à la caudérannaise, foies gras en terrine, œuf papillote, potées aux raisins, ventre de veau sur pain aillé, mitanaée de tripes aux oignons, magrets, brochettes de cœur de canard, etc.). Vous choisirez

sur un cahier d'écolier les vins, dont les noms sont calligraphiés à l'encre violette, et vous pourrez déjeuner à la sauvette pour 100 F, avec aussi un menu du soir à 270 F, superbe, et la carte (*La Tupina*, 6, rue Porte-de-la-Monnaie - tél. : 56-91-56-37 - fermé dimanche).

Quelques autres restaurants

encore : *La Chamade* (29, rue des Piliers-de-Tutelle - tél. : 56-48-13-74 - fermé samedi midi et dimanche). Didier Gellineau (26, rue du Pas-Saint-Georges - tél. : 56-52-84-25 - fermé dimanche soir et lundi) et *Le Cellier bordelais* (30-31, quai de la Monnaie - tél. : 56-31-30-30 - fermé samedi et dimanche), recommandé par le Guide du routard.

Et, s'attardant un peu de la ville, vous n'oublierez point *La Réserve* (à Pessac, 74, avenue du Bourgaill - tél. : 56-07-13-28) de Roland et Claudine Flurens, un élégant « Relais ». Et Marc Demund (5, avenue Gardette à Carbon-Blanc - tél. : 56-74-72-28 - fermé dimanche soir et lundi) - où vous pourrez déguster une choucroute de la mer que vous n'accompagnez point de hître mais d'un Bordeaux blanc, bien sûr...

La Reynière

Médailles d'or ! A la Foire de Mâcon cinq médailles d'or ont été distribuées aux vins de Cahors. Au Château des îles pour son millésime 1988, au Château Triguedina et au Château Lagrezette pour le millésime 1990, au Château Chamhart et au Château de Grézela pour le millésime 1991.

## Evasion

### Htes-ALPES

**SAINT-VÉRYAN** (parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Été-été, plus haute comm. d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles - Logis de France. Piscine, tennis, billard, saut, repos. Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complètes, 400 F. **HÔTEL LE VILLARD** - Tél. : 92-45-82-08 et **HÔTEL LE BEAUREGARD** - Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

### PARIS

**SORBONNE**  
**HÔTEL DIANA** \*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F.  
Tél. : 43-34-92-55. Fax : 46-34-24-30.  
**PUBLICITÉ ÉVASION**  
Renseignements :  
46-62-73-22.

## Gastronomie

**DODIN BOUFFANT**  
Son bon rapport qualité/prix, menu à 185 F.  
Poissons, crustacés, cuisine du marché.  
Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 22 h.  
75, rue Frédérique-Sainton. 5 43-25-25-14.  
F. dim. Ouv. som. - Parking (face 39 bd)  
SAINT-GERMAIN.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ GASTRONOMIE**  
Renseignements :  
46-62-75-31.

كلمة

## Bridge

n° 1549

LA COURSE  
AUX OSCARS

Parmi les Oscars distribués depuis quelques années, celui du championnat d'Europe de Killybeg est un coup superbe et aussi un véritable problème.

AV2  
A3  
AD1085  
A53

97543  
D854  
02  
RV7

N  
O  
S  
E

108  
V1096  
V63  
10862

Ann. : S. don. Tous vuls.  
Sud Ouest Nord Est  
Hantveit Bler Thomas Morath  
1 SA passe 2 SA passe  
20 passe 6 SA passe...

Quest (Biergerard) ayant attaqué le 4 de Pique (l'entente la moins compromettante), comment Hantveit en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense?

Réponse :  
Il est toujours bon de tirer une longue tréfle pour provoquer des débâcles. Ainsi, sur le cinquième Carreau, Est, qui avait conservé trois Cœurs et trois Trèfles, s'est trouvé dans une situation inconfortable.

Finalement, Est a défaussé une deuxième fois Cœur ; alors Hantveit jeta un Trèfle et joua l'As de Cœur, le Roi de Cœur et le 7 de Cœur pour mettre Ouest en main à Cœur et l'obliger à contre-attaquer Trèfle.

Si Est avait défaussé un autre Trèfle (pour empêcher la mise en main d'Ouest à Cœur), le déclarant aurait jeté un Cœur (et Ouest également). Ensuite, après le Roi et l'As de Cœur (pour éliminer les deux derniers Cœurs d'Ouest), la mise en main s'effectuera à Trèfle.

RV7 A53 V108  
D94

Le déclarant joue le 3 de Trèfle pour le 8 de Trèfle et le 9 de Trèfle pris par le Valet d'Ouest, qui doit continuer Trèfle sous son Roi !

LES CHAMPIONS  
ISLANDAIS

Il y a deux ans, au championnat du monde de Yokohama, la poulve de la victoire de l'Islande avait surpris tous les experts. Aujourd'hui cependant, ils ne font plus preuve de la même efficacité, et, comme les champions olympiques français, ils n'ont pas été capables de se classer dans les quatre premiers du championnat d'Europe qui ouvrait la porte du prochain championnat du monde de Santiago, au Chili.

Björn Eysteinnsson, capitaine et entraîneur de l'équipe islandaise, avait réussi un des plus jolis coups des Olympiades de 1984.

D1083  
A10875  
A97  
R

4  
D6432  
08  
1076342

652  
V1096  
V63  
AD93

ARV97  
RV9  
R63  
V8

Ann. : N. don. Pers. vuls.

Quest Nord Est  
Sud 20 30 4SA  
passe 50 passe 6 SA  
passe passe contre 6 SA  
passe passe passe

Quest ayant cru bon d'entamer le 8 de Carreau dans la couleur du partenaire, comment Sud (Eysteinnsson) a-t-il réussi ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense?

Note sur les enchères  
L'ouverture de « 2 Cœurs » était la convention Flannery, qui promettait un hicolore de majeures 4-4 ou 4-5. Sur « 3 Carreaux », Sud décida de jouer le chélem si Nord avait deux As, mais, quand Est contra « 6 Piques », Eysteinnsson comprit qu'Est avait contre le chélem pour induire au partenaire (convention Lightner) qu'il coupait d'entrée la première couleur du mort et avait un As à côté. Le chélem à Pique étant ainsi condamné, Sud se replia adroitement à 6 SA.

## COURRIER DES LECTEURS

Aux âmes bien nées  
(n° 1523)

De nombreux lecteurs (MM. Aron, Bouyer, C.M., de La Salle, Gilewicz, Mastero, Roux, Visio) ont trouvé qu'il y avait une autre défense que celle de la jeune Malgorzata. Et Gilewicz ajoute : « Pourquoi être simple quand on peut faire compliqué ? » Parce que, à trêze ans, on ne passe pas que c'est compliqué de jouer dans la faible du mort !

La route du chélem  
« J'ai cherché en vain, écrit un lecteur (J. Lemoine), un livre du regretté Trézel intitulé La route du chélem est ouverte. Pourriez-vous me dire si ce livre existe toujours, et où je pourrais me le procurer ? »

Ce livre n'a pas vieilli, mais je crois qu'il est épuisé et qu'il n'a pas été réédité. Peut-être M<sup>me</sup> Trézel pourrait-elle vous renseigner ? Voici son adresse : 82, avenue de Breteuil, 75015 Paris.

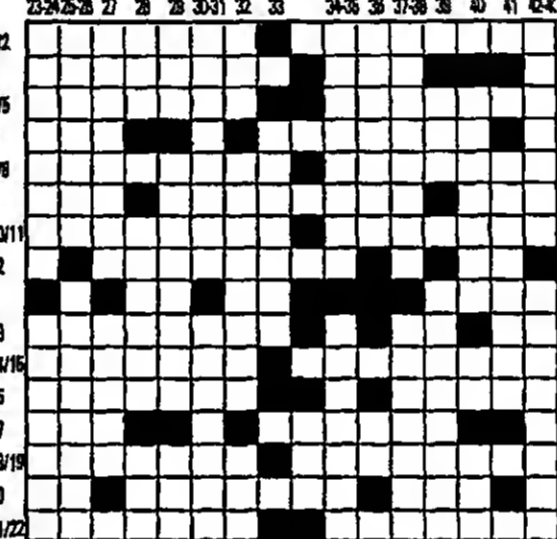
Philippe Bragnon



## Anacroisés (R)

n° 780

Les anacroisés sont des mots croisés dans les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.



## HORIZONTALEMENT

1. ACILMNP. - 2. BEILMOR. - 3. AEEHILNS (+ 2). - 4. AEESSV (+ 2). - 5. ABCELU. - 6. EILORV (+ 2). - 7. BINNOSTU (+ 1). - 8. EELLSST. - 9. IIOSTTU. - 10. DEELLSST. - 11. AACIRSV. - 12. EELLRSSU. - 13. BELORTU. - 14. ADEENPU (+ 1). - 15. ACEEESVX. - 16. EEMRSSS. - 17. AADFT. - 18. AIORSSS. - 19. AACLNNOT. - 20. AEINSTU (+ 2). - 21. EELNRSS (+ 4). - 22. AEEGSSV.

## VERTICALEMENT

23. AABCDHMR. - 24. EELMRU (+ 3). - 25. AELSU (+ 1). - 26. EELNPRV. - 27. AEEELRST (+ 3). - 28. DNORSU (+ 1). - 29. ADELNORU (+ 1). - 30. CEENOTU. - 31. ABINRRU (+ 1). - 32. EELILNS. - 33. EELSSST. - 34. BILMOS. - 35. ADEOSXY. - 36. ABEOTUV. - 37. CEILNSV. - 38. AABHITU. - 39. AALORTVY. - 40. AACENR. - 41. AEEINRSU (+ 1). - 42. EELRSSU (+ 2). - 43. EELLNSS.

## SOLUTION DU N° 779

1. EQUIVALU. - 2. ECORCEE. - 3. YSOPET. - 4. QUEMANDE. - 5. IRAIENT (NIERAIT RENIAIT NIEMENT). - 6. IMITEREZ (MERITEZ MITERIEZ). - 7. OSCILLA (COLLAIS). - 8. ARAMEEN (AMENERA EMANERA). - 9. FENASSE (EPINASSE). - 10. PUTRIDE (TURPIDE). - 11. RIPERAIT (PERIRAIT PERIRAIT PRIERAIT). - 12. STALEE (ELATEE). - 13. ETRIPPE. - 14. DOCTI. - 15. INNERTES (INNESTES). - 16. NITROSE (ENTROIS). - 17. EPOUSAT (ETOUFAS). - 18. DESIREE (SIDE-REE DIERESE). - 19. ESQUIDAU. - 20. PIERIDE. - 21. MARSAULT. - 22. UPERISA (EPURAS). - 23. UTERIN (REUNIT RUTINE). - 24. VIAGERE. - 25. BIOPSIES. - 26. ECIDIE. - 27. LYDIENNE. - 28. ELEMEN. - 29. APATRIDE (DEPATRIA). - 30. EPGONES (PIEGONES POIGNES). - 31. CERUSAIE (ACIERES). - 32. FECAIRE (FECAIRE). - 33. VETUSTES. - 34. RAMERAI (ARMERAI MARIERA REARMERAI). - 35. CREOLISA (transforma en langue créole). - 36. ALESOIR (ISOLERA ORALISE ROSALISE SOLAIRE). - 37. SIMEN (MINES). - 38. ENTRAVER (REVERANT). - 39. TETTERE.

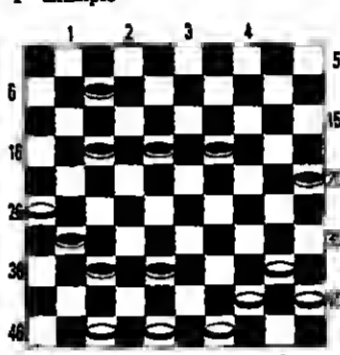
Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Dames

n° 463

## LE COIN DU DÉBUTANT

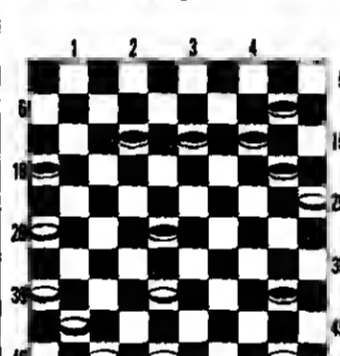
Thème de l'escalier  
1<sup>er</sup> exemple



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 49-43 (38x49) 48-42 (37x48) l'escalier, terme image, peut être constitué de deux dames adverses) 26x37 (48x31...) 47-42 (31x48) 40-35 (49x40) 45x34 (48x30) 35x21, rafle cinq pièces, dame et +.

## Deuxième exemple

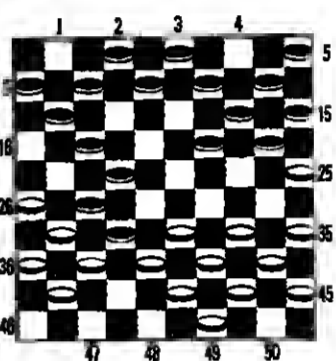


Les Blancs jouent et gagnent.

Une combinaison en sept temps, élémentaire toutefois. En sachant que le pion à 25 damera à 5, de nombreux amateurs découvriront par eux-mêmes le mécanisme. Solution : 39-33 (28x39) 48-43 (39x48) [1<sup>er</sup> envoi à dame] 50-44 (40x49) [second envoi à dame] 41-37 (48x31) 36x27 (49x21) 26x19 (14x23) 25x5+.

## L'UNIVERS MAGIQUE

Championnat de France, 1965. Fontier, alors en série « Promotion », exécuta, avec les Noirs, dans la position ci-dessous, une combinaison qui obtint le 1<sup>er</sup> prix des combinaisons placées au cours de ce championnat. Nouveau motif d'encouragement pour ceux qui commencent à évoluer dans des mouvements tactiques élaborés.



N+ après : (19-24) 37x28 (14-19) 25x23 (24-29) 33x24 (22x42) 31x22 (17x30) 34x25 (42-47) et les Noirs l'emportèrent au quarante-neuvième temps.

## SOLUTION DU PROBLÈME

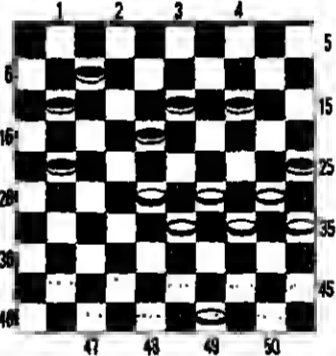
H.M. ROOS (1963)

Blancs : pions à 16, 22, 27, 28, 29, 43, 47.  
Noirs : pions à 7, 8, 9, 20, 24, 30, 37.

16-11!! (7 x 16, forcé) 47-42 (37x39) 27-21 (16x18) 28-23 (24x33) le pion blanc à 29 est resté en prise pendant 4 temps! 23x43!! par opposition.

## R. FOURGOU

2<sup>e</sup> prix concours FFJD (1963)



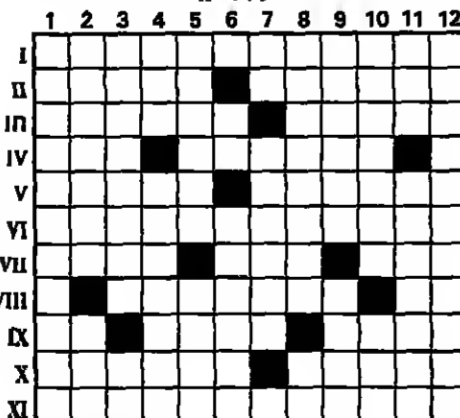
Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique, dans laquelle sera proposé le 3<sup>e</sup> prix de ce concours international pour permettre aux débutants de se situer par rapport à la décision d'un jury composé de maîtres problèmes.

Dans ce 2<sup>e</sup> prix, le grand maître problème R. Fourgou, qui nous a quittés récemment, donne une illustration de son talent dans la gamme « Forcing une fois, forcing deux fois ».

Jean Chaze

## Mots croisés

n° 779



## HORIZONTALEMENT

I. A fille facile, mort difficile. - II. Fit violence. Considérer sans considération. - III. Essai. Radical. - IV. S'allie au prophète. Mit le vêtement en place. - V. Avec lui c'est complet. Fit peur. - VI. Quelle pagaille! - VII. Se faire violence. Pour la société. Dans le fourrage. - VIII. Calculées en masses. On le montre du doigt. - IX. Evite de se répéter. Terres. Sulfate. - X. Toujours pardurable même si elle est grossière. Au Poitou. - XI. Ne peuvent être simees que par les très enthousiastes.

## VERTICALEMENT

1. Le premier fut athénien. - 2. Jetées aux oubliettes. Dans l'Atlas. - 3. Adamites. Pour faire un fleuve. - 4. Prit un risque. Montées. - Généralement à l'aise comme un poisson dans l'eau. A nous représenter. - 6. Préposition. Foncra. - 7. Coordonnée. Tout le monde en a un et ce n'est pas toujours

un délit. - 8. Polluée. Se donne au théâtre. - 9. Fis de l'ail. Il n'a pas été corrompu. - 10. Incarnait l'amour. Un tort causé en un sens. - 11. Reçoit les bacheliers. Vif-argent. - 12. Ce que sont les petits ennemis.

## SOLUTION DU N° 778

Horizontalement

I. Motocycliste. - II. Amuser. Féal. - III. Remercie. Tpa. - IV. Incarnait. Fumante. Ut. - VI. Noire. Torsos. - VII. Niée. Beurs. - VIII. Essieu. Repue. - IX. Te. Dilu. RER. - X. Tutelle. Aile. - XI. Esasprantes.

## Verticalement

1. Marionnette. - 2. Omer. Oisenc. - 3. Tuméfies. Ta. - 4. Ose. Urédies. - 5. Cérame. Elip. - 6. Yucca. Bulle. - 7. Cramie. UER. - 8. Entouré. 9. If. Terré. An. - 10. Seth. Esprit. - 11. Tapeur. Uele. - 12. Elastomères.

François Dorlet

## Echecs

n° 1552

CHAMPIONNAT  
DE HOLLANDE  
1993

Blancs : F. Nijboer.  
Noirs : E. Hoeksma.  
Partie française.

1. d4 66 11. f2 D7  
2. d4 65 12. g4 a5 (f)  
3. c3 f4 13. e6 d7  
4. e5 64 14. e7 g4 (g)  
5. a3 f4 15. f4 (h) f4  
6. b3 c5 (h) 16. f4 d5 (f)  
7. c3 (h) 66 17. c5 (f) b5 (g)  
8. f5 (g) c7 18. d3 (h) f6  
9. e4 d5 (g) 19. c4 (h) c4 (h)  
10. e4 65 20. d3 (g) d4 (h)

## NDTES

a) Dans cette position du système Winawer, 6... D7 et 6... C67 sont les suites pratiquement obligatoires. Un essai comme 6... Da5 a été souvent réfuté ; par exemple, 7. f2, Da4 ; 8. Dg4, R8 ; 9. Dd1, b6 ; 10. h4, C47 ; 11. h5, b6 ; 12. Th4, Fa6 ; 13. Fxa6, Cxa6 ; 14. Td4, Dd7 ; 15. Df3, Cc6 ; 16. Ch3, Tg8 ; 17. g4, Dd8 ; 18. g5, C67 ; 19. gxb6, gxb6 ; 20. Tt6 et les Blancs ont une forte attaque (Fischer-Hook, Olympiades de 1970). La sortie du C-D (6... Cc6) n'est pratique-

ment jamais jouée sauf par le maître international yugoslave Maksimovic, et ne retient même pas l'attention des théoriciens.  
12 b) Ivkov conseille 7. Dg4 et pense que les Blancs sont mieux après 7... g6 ; 8. Cf3, mais la suite 8... Da5 ; 9. Fd2, Da4 ; 10. Ta2, c4 ne semble pas mauvaise pour les Noirs.

c) Probablement plus risqué que 7... Cg47.

d) Diminue la pression sur la case e5 en développant le F-R.

e) Menace le f5 et le pion g3.

f) Une réplique douteuse, mais les Noirs craignent, après 12... exd5, la suite 13. exf6, gxf6 ; 14. Fxc6+, Dxc6 ; 15. dxc5 ! et après 12... Cxd5 la réponse 13. Fxc6+, Dxc6 ; 14. c4, etc.

g) Sur 14... Rx47 ; 14... Dxe7 ; 14... Cx47 suit 15. dxc5 !

h) Très fort. Les Blancs ne redoutent pas la variante 15... Cxb4 ; 16. axb4, Txa1 ; 17. Dxa1, Dxe7 ; 18. Dxd4, 0-0 ; 19. Td1 ou 18. exf6, gxf6 ; 19. Cxd4, Dxd4 ; 20. Cx46, f6 ; 21. Dxf6.

i) En essayant de conserver le pion e5 de cette manière, les Noirs commettent une faute décisive. Le pion blanc e7 est devenu un cancer insupportable et il

valait mieux saisir la dernière chance de l'éliminer, quels que soient les risques après 16... Cx67 ; 17. Cx65, Dg7 ; 18. Fx67. Après 18... Dg7 ; 19. Dd2, Cxb4 ; 20. axb4, Txa1 ; 21. Txa1, Rx67 ; 22. Cx65, l'avantage des Blancs est toujours important.

j) Menaçait 18. Dh5+, g6 ; 19. Dh6.

k) 17... Cxb4 arrive trop tard à cause de 18. Dh5+, g6 ; 19. Dh6, Rd7 ; 20. Df8 ! De même, si 17... Cx67 ; 18. Fx67, Rx67 ; 19. Dh5, g6 ; 20. Dh6, Rf6 (ou 20... Fd7 ; 21. Dg7+, Rd6 ; 22. Rf7+) ; 21. Cxh7+.

l) Menace 19. Dg6+.

m) Menace maintenant 20. Cb6+, Rx67 (si 20... Rd7 ; 21. e8-D7+) ; 21. Cxg8+.

n) Prévoyant la variante 20. axb4, Txa1 ; 21. Txa1, Rx67 qui leur laisse deux pions de plus.

o) Une pointe magnifique qui met fin à la partie en raison de la menace 21. Dxe7.

p) Toute défense est vaine ; par exemple, 20... Rf7 (si 20... g6 ? ; 21. Cf6 ; 21. e8-D7+). Rxe8 ; 22. Dxe7, Cx62 ; 23. Dxb6 (menaçant 24. Cf6+), Rd8 ; 24. Dg5+, Rg7 ; 25. Ta-c1, d3 ; 26. Cc3, Dc5 ; 27. Thx5.

SOLUTION  
DE L'ETUDE N° 1551

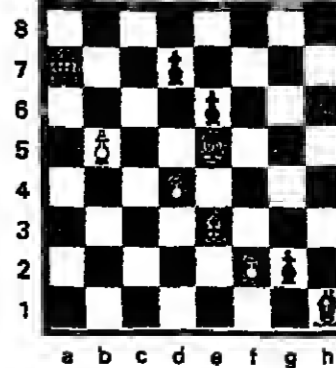
H. KALLSTROM (1968)

(Blancs : Rh1, Fa7, Ph5, c5, c7, g5. Noirs : Rd7, Fh3, Pg7 et h7.)

1. Fb8 !, Rg8 ; 2. g6 !, Ff6 ; 3. Rh2 !, Fd5 ; 4. Rg3, h5 ; 5. gxb6 !, gxb6 ; 6. Rf4, h5 ; 7. Rd5, Fg2 (et non 7... Fxc6 ; 8. bxc6, h4 ; 9. Fa7, h3 ; 10. Fg1, h2 ; 11. Fxb2 avec gain des Blancs) ; 8. Rd6, Fxc6 ; 9. Rxc6 et les Blancs gagnent.

## ETUDE N° 1552

C.R. LAFORA (1994)



Blancs : Rd5, Fc3, Ph5, d4, f2. Noirs : Ra7, Fh1, Pd7, e6, g2. Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



## ÉCONOMIE

## Les difficultés monétaires en Europe et les négociations commerciales avec les Etats-Unis

## Le franc en attente

Si l'on peut débattre de l'ampleur des « concessions » faites par M. Kohl à M. Balladur, la décision de la Bundesbank, elle, est sans équivoque. L'institut d'émission allemand, farouche partisan de la stabilité monétaire, joue plus qu'il n'a jamais dans son propre camp. Une détente des taux allemands aurait certainement permis des mesures similaires dans plusieurs autres pays européens et aurait contribué à cicatriser les plaies ouvertes par la récente crise monétaire. Mais la Buba ne l'entend pas de cette oreille : libérés en partie de la contrainte du SME, ses responsables se sentent plus libres encore de mener la politique de crédit qu'ils jugent souhaitable pour l'économie allemande.

Où ailleurs, peu de critiques ont émergé, jeudi 26 août, pour dénoncer la maintien des taux directeurs allemands à un niveau inchangé. Les responsables européens savent que les « bandes ultra-larges » du SME version 1993 leur donnent une plus grande autonomie vis-à-vis de l'Allemagne. S'ils veulent baisser fortement leurs taux afin de doper leur économie, libre à eux. Ils risquent simplement une nouvelle dépréciation de leur devise.

Tel est bien le problème de M. Balladur. Pour l'instant, les marchés sont calmes, les opérateurs se ramènent des grandes heures de la crise de fin juillet en angrangeant leurs gains. Et la spéculation est pour l'instant désorientée. Dans quelques semaines, certainement, les marchés choisiront de tester les véritables objectifs de la politique monétaire française. Comment s'orientera-t-elle si les taux allemands ne baissent pas ? Logiquement, M. Balladur devra prendre le risque de faire passer la barre des appels d'offres, principal taux directeur français (actuellement 6,75 %), au-dessous de celui de l'escompte allemand : l'économie française a besoin de crédits moins chers, et l'inflation est beaucoup plus faible qu'outre-Rhin.

Mais les deux dernières expériences de baisse des taux directeurs français en deçà de ceux de l'Allemagne, en octobre 1991 et en juin 1993, n'ont pas franchement laissé de bons souvenirs. La première fois, le gouvernement avait été contraint de durcir la crédit au bout de quelques semaines, car le franc s'affaiblissait. La seconde fois, la monnaie française a carrément flanché. Une chose est sûre. C'est en fonction de considérations largement intérieures que les autorités monétaires françaises, elles aussi, devront se décider, sans attendre un éventuel signal venu d'Allemagne.

FRANÇOISE LAZARE

o Le FMI juge excessives les dépenses publiques de la Suède. La crise économique en Suède serait principalement due au niveau très élevé des dépenses publiques, selon un rapport confidentiel du Fonds monétaire international (FMI) dont certains éléments ont été dévoilés jeudi 26 août. L'institution explique que ces dépenses « ont affaibli les incitations à l'emploi et à l'épargne et nécessité un niveau de taxation paralysant ». Les économies budgétaires (10 milliards de couronnes annuellement prévus, soit environ 7,2 milliards de francs) sont insuffisantes pour réduire la dette, estime le FMI, qui préconise d'en doubler le montant. Jeudi 26 août, la Banque centrale suédoise a dû intervenir sur le marché des changes de Stockholm pour soutenir la couronne affaiblie par les analyses du FMI.

## La Bundesbank se recentre sur les priorités allemandes

Tendit qu'à Bonn, le chancelier Kohl faisait un joli cadeau politique à Edouard Balladur concernant la négociation agricole du GATT, à Francfort la Bundesbank décidait de maintenir inchangés ses taux directeurs, manifestant ainsi son souci de se recentrer sur les priorités allemandes. Les marchés financiers qui attendaient une baisse d'un demi-point du taux de l'escompte ont été déçus.

FRANCFORT

de notre correspondant

Les esprits ont changé et les opérateurs n'ont pas déclenché de tempête sur les marchés comme ils l'avaient fait fin juillet, même si le mark a gagné du terrain face aux principales devises. Il est passé de 3,48 francs à 3,50 francs environ et a gagné quelques pennies face au dollar qui s'échangeait à 1,6225 DM à Francfort jeudi matin puis 1,6685 DM vendredi matin.

Les observateurs attendaient un mouvement de baisse des taux à la lecture de quelques bonnes nouvelles. L'inflation en effet donne enfin des signes de refroidissement puisque l'indice de hausse des prix à la consommation en août a été stable, selon les données provi-

soires livrées jeudi 26 août par l'Office des statistiques de Wiesbaden. En un an, la hausse est ramenée à 4,2 % contre 4,3 % en juillet. D'autre part, et surtout, les financiers soulignent que le niveau des taux au jour le jour sur les marchés se situe autour de 6,80 % et que la poursuite de sa baisse « bute » désormais sur le taux d'escompte (6,75 %) qui constitue en temps normal un plancher. Un desserrement de l'état eût pu avoir ainsi une justification de fond et une raison technique.

Il faut ajouter un troisième élément, souvent ignoré : la Bundesbank ne tient pas à ce que le mark se révalue vis-à-vis des autres monnaies européennes. La (petite) reprise de l'économie allemande attendu pour la fin de l'année reposera, selon toutes les attentes, sur une relance des exportations, comme ce fut systématiquement le cas depuis trente ans. Si la monnaie allemande remonte face au franc et au florin, après les points gagnés depuis l'automne dernier face à la lire ou la livre, les exportateurs allemands, qui ont déjà beaucoup de mal et qui le disent haut et fort à Bonn comme à Francfort, seraient étranglés. La Banque centrale allemande ne tient pas forcément à promouvoir un mark fort, contrairement à l'image répandue à l'étranger de son « impérialisme ». Elle a ou-

ble jamais les besoins des exportateurs, moteurs de l'économie.

Malgré ces raisons qui poussaient à une baisse des taux, la Bundesbank n'a pas bougé. La décision, qui est collégiale au sein du conseil central, s'explique sans doute d'abord par le volume toujours croissant de la masse monétaire. Celle-ci, sous la définition M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans), a encore crû de 7,5 % en juillet en rythme annuel, chiffre bien supérieur à la fourchette visée de 4,5 % à 6,5 % pour cette année par la banque. C'est là sans doute le plus grand mystère du monétarisme allemand que de constater que la récession s'accompagne d'une montée des crédits. Il faudra bien qu'un jour la Bundesbank s'en explique sur le fond puisque c'est là le point faible de sa doctrine.

Les réactions en Allemagne au maintien des taux ont été modérées. Seuls les syndicats parlent de « catastrophe » et réclament une baisse rapide à la perspective des 4 millions de chômeurs pour cet hiver. Les autres commentateurs pensent que la détente n'est que partie remise à la prochaine réunion du conseil central, dans deux semaines. A leurs yeux, l'élargissement des marges de fluctuation du SME diminue la pression étrangère sur la politique monétaire allemande.

ÉRIC LE BOUCHER

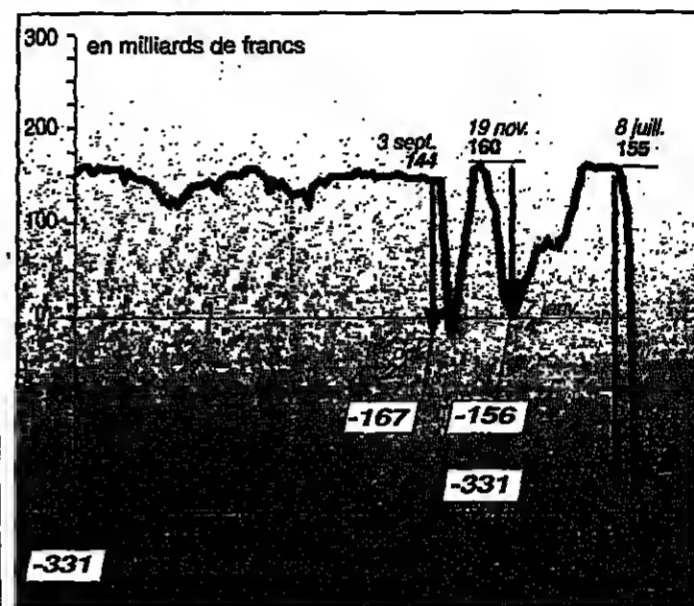
entendaient assumer leurs responsabilités à cet égard. Il a estimé qu'une fois acquise la ratification par les Douze des accords de Maastricht, il était indispensable que « l'Europe reprenne un nouvel élan ».

A la veille d'une année électorale, en 1994, particulièrement chargée, l'intégration européenne demeure plus que jamais, avec la poursuite des efforts pour unifier l'Allemagne, au cœur de la politique du chancelier Kohl. Le conclure coïncidera au début de semaine par les dirigeants du groupe parlementaire chrétien-démocrate à la politique étrangère allemande témoin de l'appui massif dont il dispose pour le moment dans son parti sur cette ligne politique. Le geste fait jeudi à l'égard de M. Balladur, avec lequel les relations se sont jusqu'à présent développées de manière satisfaisante, témoigne de l'importance que l'on accorde au soutien à l'actuel gouvernement. Bonn comme Paris vont devoir cependant faire de grands efforts s'ils veulent, comme ils l'attendent, pouvoir continuer à animer d'une seule voix la poursuite de l'intégration européenne.

Le premier ministre français a annoncé jeudi qu'il transmettrait également le semaine prochaine à Bonn une seconde série de propositions pour doter la Communauté européenne des instruments d'une politique commerciale commune. Il touche là, comme l'a immédiatement souligné le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, à un débat de fond sur la nature de la Communauté européenne où Allemands et Français ont des philosophies très différentes.

HENRI DE BRESSON

## La Banque de France est toujours lourdement endettée



La crise du système monétaire européen de la fin juillet s'est traduite par une chute massive des avoirs de la Banque de France, provoquée par ses interventions en faveur de la défense du franc. Selon les estimations du Crédit lyonnais, les avoirs de changes nets étaient négatifs de 176 milliards de francs au 5 août, alors qu'en période normale ils sont positifs de 150 milliards de francs environ. Les sorties de devises ont donc atteint 330 milliards de francs environ. Le mouvement de reconstitution des réserves (principalement le remboursement des emprunts contractés auprès des autres banques centrales) a été amorcé. Selon les informations tirées du dernier bilan de la Banque de France, clos au 18 août, les avoirs de changes nets étaient à cette date négatifs de 143 milliards. Il faudra plusieurs semaines encore, voire plusieurs mois, pour que les réserves de changes reviennent à leur niveau ordinaire. En les reconstituant, la Banque de France enregistre une perte de changes qui correspond à la différence de la valeur du franc avant le 2 août (moins de 3.500 francs pour un mark) et après (3.4980 francs, par exemple, le 27 août). Une somme encore difficile à déterminer, mais qui sera probablement proche de 10 milliards de francs.

## Trois raisons pour refuser le préaccord de Blair House

Il faudrait beaucoup de mauvaise foi pour s'étonner que les négociations commerciales de l'Uruguay Round, lancées en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay) butent depuis si longtemps sur le problème agricole. Un problème si important qu'au sein même de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui avait pris l'initiative à partir de 1985 d'ouvrir le dossier, explosif à l'époque pour le président des Etats-Unis puisque les fermiers américains n'arrivaient plus alors à exporter autant qu'auparavant, grosso modo les deux tiers de leur production.

L'agriculture, qui avait toujours eu un régime particulier dans les règles du GATT, aussi bien pour les importations que pour les subventions – notamment les subventions à l'exportation – a très logiquement été au centre des négociations de l'Uruguay Round à partir du moment où les Etats-Unis, ébranlés dans leur suprématie agricole par l'Europe, avaient demandé une révision fondamentale des règles régissant l'agriculture. En fait l'adoption de ces règles, ou à peu près, sur le régime commun, une demande qui avait sa logique, dans la mesure où les sites européens croulaient sous les excédents et où les finances de la Communauté étaient de plus en plus mises à contribution pour soutenir des prix artificiellement élevés. Mais une demande qui ne manquait pas de sel puisque, à l'origine, le statut particulier réservé à l'agriculture – sur lequel avait été construite la PAC (politique agricole commune) à partir de 1962 – avait été voulu par les Etats-Unis eux-mêmes.

## La position française confortée

C'est donc le pacte agricole issu de la PAC première manière que les Etats-Unis ont fondamentalement remis en cause. Ce pacte était basé sur l'acceptation par les Etats-Unis d'un système protectionniste pour l'Europe fonctionnant sur la base de préférences à l'importation et de restitutions à l'exportation, en échange de quoi la CEE acceptait sans restrictions d'importer d'outre-Atlantique ces produits typiquement américains, nécessaires notamment à l'alimentation du bétail qui sont le maïs, le soja, le corn gluten feed, un sous-produit du maïs...

Les négociations se sont déroulées en deux temps, et ont été parsemées de petits drames, faits de ruptures et de réconciliations. Washington demandant grosso modo à l'Europe de limi-

ter ses exportations subventionnées, de réduire sa production (notamment par la mise en jachère des surfaces de terre importantes), mais, d'accepter d'importer sans restriction les productions américaines qui pourtant prennent de plus en plus la place du blé et de l'orge communautaires. Les négociations ont échoué une première fois en décembre 1990 lors de la conférence du Hayel, puis ont repris pour se terminer sur le préaccord dit de Blair House en novembre 1992.

Nous en sommes là. La France continue de répéter que sur trois points essentiels, le préaccord de Blair House conclu par la Commission avec les Etats-Unis n'est pas acceptable parce qu'il implique – outre des projections sur l'avenir très discutables en matière de rendement, de consommation, d'incorporation de céréales dans l'alimentation animale – plus d'efforts et de sacrifices que n'en prévoyait la PAC telle qu'elle a été réformée en mai 1992. Le niveau des jachères notamment, prévu dans le nouveau PAC, était déjà à la limite du supportable pour les agriculteurs français. L'accord de Blair House aurait pour conséquence d'aller au-delà. Sur un autre point fondamental, la France défend bec et ongles la vocation exportatrice de la CEE en matière agricole. Si elle acceptait de réduire les subventions à l'exportation, comptant sur une excellente productivité qui lui permet de supporter des prix plus bas, elle refusait catégoriquement une limitation des volumes exportés, ce que précisément les Américains qui savent que la demande mondiale va augmenter au cours des années à venir et veulent reconquérir des positions perdues. Enfin Paris veut obtenir beaucoup plus de garanties sur la clause de paix instaurée pour six ans à Blair House qui garantit à la CEE que les Etats-Unis cesseront leurs attaques devant le GATT.

D'une façon générale, la position française est confortée par les changements survenus depuis un an : les mouvements monétaires ont de nouveau creusé les écarts entre prix européens et prix mondiaux, les stocks se sont beaucoup alourdis sans que l'accord de Blair House en tienne compte.

Apparemment M. Kohl a été sensible à ces arguments.

ALAIN VERNHOLES

## Une étude de l'INSEE

## Les étapes de la vie décortiquées par les statisticiens

En 1990, 81 % des personnes résident en France vivaient en famille soit parce qu'elles étaient des enfants (30 %), des parents (30 %) ou qu'elles vivaient en couple. Les autres – 11 millions de personnes – vivent hors de leur famille (seules, en collectivité ou dans des ménages de plusieurs personnes), selon une étude de l'INSEE *Prémière sur « Les étapes de la vie familiale »*.

Les hommes, qui ont une espérance de vie de 72,7 ans, passent 22,4 années en famille comme enfant, 19,6 ans en tant que parent et 18,2 ans en couple sans enfant (avant leur naissance et après leur départ). Les femmes, vivant 80,9 années, ne restent

enfants que 21,5 ans mais elles doivent les enfants plus longtemps (22 ans). Plus précisément, elles passent 19,4 années en couple avec enfant mais elles sont plus souvent parent de famille monoparentale.

On reste plus longtemps « enfant » en 1990 qu'en 1965 mais on est parent pendant une durée plus courte (deux ans de moins). En revanche, les parents restent plus longtemps (4,5 ans de plus) en couple sans enfant.

Finalement, au total, la vie de famille occupe 60,2 ans de la vie d'un homme et 61,7 ans de celle d'une femme. Comme les femmes ont une longévité plus grande, elles passent plus de temps hors

du cercle familial : 19,2 ans au lieu de 12,5 ans. Une période passée en collectivité, avec des amis mais aussi en solitude : 11,8 ans en moyenne contre 5,9 ans pour les hommes. Les Françaises ont six ans de plus à vivre seules que les hommes : 9,8 ans contre 3,8.

En 1990, les femmes qui atteignent soixante-cinq ans ont encore près de 20 ans à vivre. Elles passeront en moyenne 8 ans seules et 1,4 en maison de retraite ou en collectivité... Pour les hommes, à cet âge, l'espérance de vie est de 15,8 ans dont 11,2 ans en couple.

F. V.

# ÉCONOMIE

## MONNAIES

Le sort des économies africaines et de leur devise commune

## Le franc CFA est menacé de dévaluation

Depuis plusieurs mois, les acteurs économiques et les dirigeants des quatorze pays de la zone franc se posent la même question : le franc CFA sera-t-il dévalué, comme le souhaitent Washington, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ? Sujet tabou à Paris comme dans la plupart des capitales africaines. Et pourtant la dévaluation du franc CFA qui vaut actuellement 0,02 franc français semble aujourd'hui inéluctable à de nombreux observateurs, y compris dans les milieux proches du pouvoir. Ne resterait, selon eux, qu'à déterminer une date et les modalités de l'opération, c'est-à-dire essentiellement l'importance de la dévaluation dans chaque pays ou la détermination d'un taux semblable pour tous.

S'il n'est pas officiel, le débat est bel et bien lancé. Il oppose trois « camps » : ceux qui rejettent la dévaluation, ceux qui la préconisent – et imaginent un taux de 50 % – ceux qui envisagent le démantèlement de la zone, chaque pays membre faisant l'objet d'une dévaluation en rapport avec son économie.

La plupart des dirigeants africains concernés craignent qu'une dévaluation n'entraîne, en raison de la très forte augmentation des prix des produits importés, une spirale inflationniste et des troubles sociaux graves. Leur « élan » invoque notamment l'existence d'une monnaie commune, et les risques que représenteraient des dévaluations désordonnées pour l'intégration régionale.

Les partisans d'une dévaluation ont également d'excellents arguments, notamment à l'adresse de Paris. Quel serait le coût d'une non-dévaluation pour la France ? Car en attendant que l'affaire soit tranchée, c'est Paris qui doit supporter les factures que les États ou l'Union ne peuvent régler aux institutions monétaires internationales.

Une décision doit être prise, et doit l'être vite. Car les entreprises étrangères hésitent à investir et les sociétés locales préfèrent placer leurs fonds en dehors de la zone. L'expérience a suffisamment montré que, à la moindre rumeur, les Africains sifflent pour fuir leurs capitaux vers l'Europe.

M.-P. S.

## POINT DE VUE

## Une survivance plus politique qu'économique

par Emmanuel Ntoutoumé Ndong

L'ANNÉE dernière, un vent de panique avait soufflé sur les milieux financiers et monétaires de la zone franc. Pendant plusieurs jours, une rumeur persistante avait fait état d'une dévaluation imminente du franc CFA, entraînant l'évasion de dizaines de milliards de francs CFA de notre zone monétaire. A la suite du sommet de Dakar (1), les principaux dirigeants des quatorze pays membres de la zone (2) s'étaient rendus à Paris où un mini-sommet les avait réunis autour du président François Mitterrand.

Certes, des garanties ont été fournies sur la caractère improbable d'une dévaluation du franc CFA, du moins dans l'immédiat. Mais la confiance des investisseurs a été sérieusement ébranlée. En dépit de son caractère anecdotique, cet incident traduit un malaise profond et illustre la précarité d'une politique monétaire qui se définit essentiellement à l'étranger et d'une monnaie qui est toujours tirée sur existence de raisons plus politiques qu'économiques.

Or si se trouve que la devise-étalon sur laquelle repose tout l'édifice de la zone franc, c'est-à-dire le franc français, flotte depuis le début d'août et que sa dévaluation n'est plus exclue, présegeant *in facto* la dévaluation de notre monnaie.

La zone franc a constitué pendant plus de quarante ans un pôle de stabilité monétaire sans équivalent dans le monde. Conçue à l'origine comme un instrument de coopération entre des pays liés par des relations politiques sécuritaires, la zone a souvent revêtu la forme d'un « cordon sanitaire ». Cette tendance protectionniste s'est traduite par l'adoption d'une politique commune de restriction des échanges avec l'extérieur.

Grâce à la mondialisation de l'économie et à la suite des évolutions découlant de l'émancipation politique, la zone franc s'est peu à peu libéralisée pour apparaître aujourd'hui comme un véritable système monétaire régional. Cette zone est actuellement composée de quatorze pays regroupés dans deux unions monétaires : l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) et l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC).

### Les raisons de l'inquiétude

Régie selon des modalités contractuelles, la zone franc fonctionne sur la base de mécanismes institutionnels. Le régime de la convertibilité s'articule sur un double mécanisme : une liberté infinie de change entre les pays membres de la zone et une réglementation commune des échanges avec les pays tiers. Les transactions monétaires entre les pays de la zone, et entre ceux-ci et la France, se font sur la base d'un taux de change fixe entre le franc français et le franc CFA, paré qui a permis au franc CFA d'échapper aux fluctuations du marché des changes, surtout depuis que le franc français est parvenu à affirmer sa position au sein du SME.

Aussi longtemps que la France a été l'unique interlocuteur des pays d'Afrique francophone, la zone franc a pu apparaître comme un cadre de stabilité monétaire et de dynamisme économique. Aussi longtemps que le franc français a pu se stabiliser dans une position favorable, la convertibilité des

francs CFA a fourni à nos pays un point d'appui indispensable à l'adoption de politiques économiques durables et une ouverture commerciale quasiment infinie.

Plusieurs éléments nouveaux ont remis en question ce face-à-face monétaire : les programmes d'ajustement structurel nécessaires au redressement de nos économies sinistrées font de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) de nouveaux acteurs incontournables qui se sont intercalés entre la France et ses anciennes colonies. Or ces institutions ont toujours vu dans la parité fixe du franc CFA et du franc français un obstacle à la relance des économies africaines. L'argument évoqué est qu'une monnaie surévaluée empêche la compétitivité de la production, freine l'industrialisation du pays et la valorisation de ses avantages naturels.

Par ailleurs, les critères de convergence liés au traité de Maastricht et les impératifs inhérents à la création d'une monnaie européenne commune génèrent pour nos partenaires français des obligations nationales nouvelles qui ne seront pas sans répercussions sur notre coopération monétaire. Enfin, la situation du franc français résultant de la dernière crise au sein du SME induit une incertitude supplémentaire quant à l'avenir du franc CFA. Tous ces éléments font craindre l'imminence d'une dévaluation du franc CFA.

Pourtant, la dévaluation comporte des avantages et des inconvénients qu'il importe de bien mesurer. Les partisans de la dévaluation pensent que la dévaluation peut conduire au redressement de la balance commerciale ainsi qu'à la dynamisation des industries nationales parce qu'elle renchérit les importations. Une dévaluation judicieuse peut pousser en outre les investisseurs à créer des entreprises de production à forte valeur ajoutée locale en vue d'une meilleure compétitivité. Le maintien de la parité fixe est un facteur favorable à l'importation à bas prix de produits de consommation courante, empêchant le progrès de la production nationale.

Malgré il existe des inconvénients : une dévaluation n'est efficace que pour un pays à structure industrielle développée et maître de sa politique monétaire, ce qui lui permet d'accroître ses exportations tout en diminuant les importations ; la dévaluation comporte toujours des conséquences inflationnistes, surtout dans nos pays ; un renchérissement de l'ensemble des biens importés par rapport aux autres, la dévaluation est un facteur de diminution du pouvoir d'achat et de tensions sociales. En outre, elle s'accompagne toujours d'une forte évasion des capitaux. Un risque éminent dans le cadre de la zone franc par la libre transférabilité. Enfin, la dévaluation entraîne un alourdissement de la dette extérieure libellée en devises.

Cette énumération des avantages et des inconvénients de la dévaluation ravive un caractère théorique, car au final de compte ou non ne nous appartient pas. Cependant, compte tenu de la tournure des événements, cette dévaluation paraît inéluctable.

Aussi apparaît-il urgent d'envisager les mesures qui permettront d'y faire face. La réflexion pourrait aller dans trois directions.

Au plan régional, une action concertée devrait être initiée au niveau de la zone en vue de dégager une position commune et pragmatique. Compte tenu de la disparité des situations économiques des pays membres, la perspective d'une dévaluation, qui risque de se traduire par la création de parités différentes, compromettra gravement l'intégration économique et monétaire pourtant préconisée par ceux-là mêmes qui se déclarent partisans de la dévaluation du franc CFA.

### Une rigueur accrue

Sur le plan bilatéral, une action politique devrait être engagée en direction de nos partenaires français pour qu'ils indiquent leurs contraintes pour une définition concertée des nouveaux paramètres de notre coopération monétaire.

Enfin, au plan multilatéral, dans le cadre de la coopération CEE-ACP, les États membres de la zone devraient obtenir que soit traitée à la convention de Lomé la question spécifique du franc CFA et de son rattachement éventuel à l'écu.

Mais pour qu'une telle initiative puisse avoir la moindre chance de retenir l'attention de nos partenaires européens, nous devons fournir des gages sérieux de rigueur accrue dans la conduite de nos politiques budgétaires et monétaires.

(1) Le Monde du 28 juillet 1992.

(2) Les quatorze États africains de la zone franc sont : Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo.

► Ancien élève de l'École nationale d'administration française, Emmanuel Ntoutoumé Ndong est directeur général du Crédit foncier du Gabon.

## EN BREF

► Compaq (micro-informatique) veut conquérir le marché des particuliers. Le fabricant de micro-informatique américain Compaq lance, en France et dans le monde, une nouvelle famille de micro-ordinateurs distribués dans les grandes surfaces, et annoncé, jeudi 26 août, le filial français du groupe. Devenu numéro 1 de la micro en France au dernier semestre devant IBM et Apple, le groupe américain propose une nouvelle famille de produits, baptisée Compaq Presario et composée de trois produits compatibles, situés en haut de gamme (à partir de 10 000 francs TTC), et comprenant des logiciels intégrés d'apprentissage, de traitement de texte et de jeux. La marque est aujourd'hui quasiment inexistante sur ce marché.

► Heineken (brasserie) retire 3,12 millions de bouteilles de la vente. Le brasseur néerlandais Heineken a annoncé, jeudi 26 août, qu'il allait retirer de la vente, dans huit pays, un total de 3,12 millions

## SOCIAL

Alors que les perspectives de redressement du groupe s'éloignent

## La colère monte à l'usine Grundig de Creutzwald

Le groupe allemand d'électronique grand public Grundig, qui a perdu 296 millions de deutschemarks (environ 1 milliard de francs) lors de son dernier exercice, voit s'éloigner ses perspectives de redressement. « Nous espérons retrouver l'équilibre à la fin de cette année, mais avec la récession et les mouvements monétaires en Europe, cela devient de plus en plus difficile », a indiqué, jeudi 26 août au Salon d'électronique de Berlin, Pieter Harmsen, président du directoire. M. Harmsen a confirmé le désir du groupe de se désengager de son usine de Creutzwald (Moselle), le groupe coréen Samsung demeurant le principal candidat à la reprise de cette unité lorraine.

### METZ

de notre correspondant

« On se moque de nous. » « On nous cache la vérité. » « Je crois de plus en plus que tout l'usine va fermer. » L'ambiance est très tendue à Creutzwald où la direction de l'unité de production de téléviseurs du groupe Grundig vient de présenter aux 850 salariés le plan social prévoyant 350 licenciements.

Cette annonce a rendu encore un peu plus électrique le climat, et la colère monte. « Ça fait six mois que ça dure et toujours rien de concret », explique Marie-Rose Lorang, qui travaille depuis dix ans chez Grundig à Creutzwald. Le nouveau directeur, arrivé au printemps, est venu, à ses yeux, « pour fermer l'usine ». « On veut encore croire qu'il y aura un repêchage », tempère Guy Rossignol, soulignant que le plan social est très faible « pour ceux qui restent sur le carreau ».

Les salariés sont d'autant plus étonnés qu'ils n'oublient pas que leur unité de production, d'une capacité de 600 000 téléviseurs par an, est plus productive et plus moderne que celles de Nuremberg en Allemagne et de Vienne en Autriche. Pour manifester son inquiétude et son impatience, le

personnel a lancé, à l'appel de l'intersyndicale, dès le retour de vacances lundi matin, un mouvement de grève de quarante-huit heures avant que l'usine ne soit à nouveau mise en chômage partiel jusqu'à la fin du mois pour affiner le plan social et préparer le passage de deux à une seule équipe de production.

### Trois repêchages potentiels

Le plan de charge de l'usine de Creutzwald ne prévoit la production, cette année, que de 350 000 téléviseurs contre 350 000 initialement. Cette réduction d'effectif se traduit par 350 suppressions d'emplois qui seront effectuées dès le 1<sup>er</sup> septembre. Le seul espoir pour le personnel de limiter ces réductions d'effectif est le travail à mi-temps. La direction est prête à accepter 110 temps partiels sur la base du volontariat, pour réduire de 55 le nombre des licenciements. Cette solution est à l'étude mais n'intéresse pas tous les salariés, d'autant que pleine toujours le risque d'être licencié à la fin de l'année.

Grundig ayant décidé de fermer ou de vendre son usine lorraine pour se consacrer aux usines de Nuremberg et de Vienne, les négociations de reprise se poursuivent avec trois repêchages potentiels, dont le groupe sud-coréen Samsung. Vont-elles aboutir ? Les salariés ne cessent de se poser cette question, en dépit des assurances données par le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, également président du conseil régional de Lorraine, de trouver une solution avant la fin de l'été.

Après avoir occupé pacifiquement mercredi la mairie de Creutzwald, le personnel a obtenu la tenue, vendredi, d'une rencontre tripartite entre la direction, les syndicats et les pouvoirs publics à l'occasion de laquelle la direction de Grundig doit réaffirmer sa volonté de trouver un repêchage. Les ministères de l'Industrie et de l'emploi doivent, de leur côté, souligner leur engagement à contribuer à une reprise.

JEAN-LOUIS THIS

## La chute des cours

## Protestations des producteurs contre les importations de fruits et légumes

Les manifestations de colère se sont multipliées, jeudi 26 août, dans de nombreuses régions agricoles. Une cinquantaine de producteurs fruitiers ont déversé plusieurs centaines de kilos de fruits et légumes, à Marseille (Bouches-du-Rhône), devant les consulats d'Allemagne, d'Israël, d'Argentine et devant certaines banques.

Les manifestations, à l'appel de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), ont voulu ainsi protester contre « les importations et les centrales d'achat ». Les producteurs de fruits de l'Isère ont appelé que les pouvoirs publics « doivent prendre des mesures rapides pour éviter la faillite de certaines exploitations », selon un responsable de la FDSEA. Ils ont demandé une aide

d'urgence au conseil général de l'Isère. Le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) a annoncé son intention de procéder à des « opérations vérité » afin de « contrôler l'origine, la qualité et les prix » proposés aux consommateurs. Les jeunes agriculteurs considèrent que « cette nouvelle année de crise confirme la nécessité d'une réorganisation radicale des marchés de fruits et légumes ».

La Coordination rurale, qui a annoncé vouloir « bloquer » Paris le 15 septembre, a regretté le manque de dialogue avec le gouvernement. Elle appelle les paysans à « s'unir pour sauver l'agriculture et le monde rural ». Par ailleurs, les éleveurs de porcs des Côtes-d'Armor ont peint des slogans sur les routes, aux entrées des supermarchés et des édifices publics.

de bouteilles de bière après la découverte d'éclats de verre dans certaines d'entre elles lors de contrôles de qualité effectués aux Pays-Bas. Les bouteilles en verre incriminées, d'une contenance de 33 centilitres et dont le couleur verte est caractéristique de la « Heineken Export », un des fleurons à l'exportation de la brasserie néerlandaise, présentent un goulot défectueux qui s'affaîsse à l'ouverture. Les pays concernés sont la Grande-Bretagne, le Sud, la Finlande, l'Autriche, la Hongrie, Hongkong, Israël et l'île du Prince-Édouard au Canada.

► Meft et Chandon fait appel de jugement annulant son plan social. Meft et Chandon a annoncé, jeudi 26 août, son intention de faire appel du jugement rendu le 18 août par le tribunal de grande instance de Châlons-sur-Marne annulant son plan social. Celui-ci, qui prévoyait la suppression de 245 postes dans le groupe, a été

rejeté par le tribunal qui l'avait jugé non conforme à la loi du 30 janvier 1993, notamment en matière d'information du personnel. Considérant que « l'appel ou un effet suspensif du jugement », la direction estime que « l'ensemble des mesures offertes » aux salariés continueront de s'appliquer.

► Débrayages au bureau d'études Renault de Dieppe. La plupart des 120 salariés du bureau d'études Renault de Dieppe (Seine-Maritime), filiale de Renault, ont entamé depuis le 25 août des grèves tournantes à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CGT-CGC afin de s'opposer au transfert des activités vers Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines). Les secteurs synthèse, maquettage, endurance et études bords moteurs doivent quitter le site cet été alors que ceux des moteurs et prototypes les suivront d'ici à 1995. Cet établissement avait été créé en 1979 pour développer la gamme Alpine-Renault.

## REPÈRES

### BANQUES

Notes en baisse pour trois établissements français

Après les deux aganess de notation financière américaines Standard & Poor's et Moody's, l'agence européenne IBCA vient à son tour de réviser en baisse les notes accordées à trois grands établissements financiers français. La dette à long terme de la BNP, du Crédit lyonnais et de Paribas a été dégradée ainsi que les émissions à court terme du Lyonnais et de Paribas. Cette décision intervient au lendemain de l'annonce par la BNP (le Monde du 27 août) d'une chute de 80 % de ses bénéfices au premier semestre. Selon IBCA, le résultat de la BNP traduit l'importance de ses engagements dans le secteur des PME en France. IBCA juge les récentes baisses de taux d'intérêt favorables car elles réduisaient les coûts de portage et allégent à court terme la charge des emprunteurs. « Toutefois des taux moins élevés soulèvent des incertitudes à moyen terme sur la capacité de la banque à couvrir les frais fixes de son réseau », souligne l'agence.

Son analyse sur le Crédit lyonnais est à peu près similaire. IBCA indique cependant que le Lyonnais devrait enregistrer une perte pour le premier semestre de 1993 et « sera peut-être obligé de procéder à une augmentation de capital dans les prochaines années ».

Quant à Paribas, il a enregistré une chute de la qualité de ses actifs avant les deux autres banques. « Et bien que la banque soit encore lourdement engagée dans le secteur immobilier, elle est peut-être plus proche du craquelé de la vague en ce qui concerne ses risques crédit », relève IBCA.

### DOCKERS

La CGT de Marseille s'entête

La réunion, qui s'est tenue jeudi 26 août, entre les différents acteurs du port de Marseille (représentants patronaux, syndicat CGT, dockers et aconiers du port), a été solennelle par un constat de désaccord. Les dernières négociations sur le principe d'une trêve sociale de six mois proposée le semaine dernière (le Monde du 20 août) ont échoué. Elles ont une fois de plus buté sur la représentation syndicale et sur l'établissement d'une liste de dockers occasionnels.

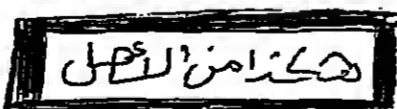
La consternation était de mise au Port autonome de Marseille, où les dirigeants ont cependant réaffirmé leur volonté de négocier. Les clients du PAM ont menacé de boycotter le port à partir du 1<sup>er</sup> septembre en cas de poursuite de l'agitation sociale. Du côté de l'Union maritime et fluviale, qui regroupe manutentionnaires et aconiers, on a dénoncé « cette sorte de volonté suicidaire », qui semble enlever le syndicat CGT des dockers, alors que la véritable enjeu demeure « l'application de la loi du 9 juin 1992 et des accords du 8 mars 1993 », a déclaré Patrick Berrest, son président.

### EMPLOI

La CFDT favorable à la modification du plan quinquennal

L'avant-projet de loi quinquennale sur l'emploi pourra « subir des transformations d'ici au 15 septembre », a indiqué jeudi 26 août Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT à l'issue d'un entretien avec Michel Giraud, ministre du travail. « Nous donnons un prochain rendez-vous au gouvernement le 6 septembre », date à laquelle le premier ministre recevra les propositions sociales, s'est-elle affirmée, tout en précisant que le ministre « ne s'est pas engagé sur la nature » de ces éventuelles modifications. La CFDT attend obtenir « une obligation de négocier dans les branches sur la réduction du temps de travail » et s'oppose à l'assouplissement des contrats à durée déterminée et de la représentation des salariés dans les PME.

Pour sa part, Chantal Cuminal, secrétaire nationale de la CFE-CGC, a réclamé au ministre du travail la création d'un « contrat d'insertion pour les jeunes diplômés » d'une durée minimale de six mois. Elle revendique également une généralisation des exonérations de charges sociales à l'ensemble des salariés.





هڪڙا مني لاءِ

## THÉÂTRE

**ADY BOND.** Point-Virgule (42-78-87-03), par. (dernière) 21 h 15 (25).

**PHILIPPE GRUZ ET BOB MARTET.** Point-Virgule (42-78-87-03), par. et jeu. (dernière) 22 h 15 (26).

**LES POUBELLES BOYS.** Point-Virgule (42-78-87-03), par. 20 h (26).

**LAURENT RQUIER.** Point-Virgule (42-78-87-03), jeu. et ven. (dernière) 20 h (26).

**MARCEL PHILIPPOUT ET SLANDINE METAYER.** Point-Virgule (42-78-87-03), par. 21 h 15 et dim. (dernière) 22 h 15 (26).

**DULVIER LEJEUNE.** Point-Virgule (42-78-87-03), ven. (dernière) 21 h 15 (26).

**PATRICK TIMSIT.** Païsa de gaces (Grande salle) (42-02-27-17) (dim., lun., 20h30 (27).

**RLANDO.** LES ÉTOILES. Point-Virgule (42-78-87-03), ven. (dernière) 22 h 15 (27).

**VENT DE FOLIE.** Grand Eder (42-36-32-31) (dim.). 20h15 (27).

**PIERRE PALMADE.** Point-Virgule (42-78-87-03), sam. (dernière) 20 h (28).

**RIEN A CIRER.** Point-Virgule (42-78-87-03), sam. 22 h 15 (28).

**ELIE KAKOU.** Point-Virgule (42-78-87-03), dim. et lun. (dernière) 20 h (28).

**LIME BEST OFF.** Point-Virgule (42-78-87-03), dim. et lun. (dernière) 21 h 15 (28).

**ANNE ROUMANOFF.** Point-Virgule (42-78-87-03), lun. 22 h 15 (30).

**MESSEURS LES RONDS-DE-CUIR.** Ranelegg (42-88-64-44) (lun.). 19h30; dim. 20 h 30 (31).

**PAUL PRÉBOST OANS C MAMAN !.** Théâtre de Dix-Huit (42-08-10-17) (dim., lun., 20h30 (31).

**SIRÉE SPÉCIALE.** Point-Virgule (42-78-87-03), mar. 20 h (31).

**VENT DE FOLIE.** Grand Égout (43-35-32-31) d. dim., 20h15 (27).

**PIERRE PALMADE.** Point-Virgule (42-78-67-03), sam. (dernière) 20 h (28).

**RIEN A CHER.** Point-Virgule (42-78-57-03), sam. 22 h 15 (28).

**ELIE KAKOU.** Point-Virgule (42-78-57-03), dim. et lun. (dernière) 20 h (28).

**LIME BEST OFF.** Point-Virgule (42-78-87-03), dim. et lun. (dernière) 21 h 15 (28).

**ANNE ROUMANOFF.** Point-Virgule (42-78-67-03), lun. 22 h 15 (30).

**MESSEURS LES RONDS-DE-CUIR.** Rameleigh (42-88-54-44) (lun.), 19h30 ; dim. 20 h 30 (31).

**PAUL PRÉOSTO OANS « MAMAN ! ».** Théâtre de Dix-Sept (42-86-10-17) (dim., lun., 20h30-31).

**SIDRÉE SPÉCIAL.** Point-Virgule (42-78-67-03), mar. 20 h (31).

16 heures, métro Porta-de-Cilignan  
court, au fanion Parle autrefois  
(L.-A. Lavigne).

# CINÉMA

**L'HOMME SUR LES QUAIS.** Film français-allemand-canadien de Raoul Puck, v.o. : Ciné Bembourg, 3<sup>e</sup> 142  
71-62-38; Ruchonville, 8<sup>e</sup> 143-  
71-62-38; Ruchonville, 8<sup>e</sup> 145-81-  
10-80; La Scaellie, 11<sup>e</sup> 143-07-  
48-60; Escorial, 13<sup>e</sup> 147-07-  
28-04; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup>  
145-78-78; 8<sup>e</sup>avenue Montparnasse-  
Nancy, 16<sup>e</sup> 145-78-78; 14 Juillet,  
Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> 145-78-75-55.

**HOT SHOTS ! 2.** Film américain de  
Jim Abrahams, v.o. : Forum Horizon,  
1<sup>e</sup> 145-08-67-67; 35-86-70-83;  
UGC Odéon, 8<sup>e</sup> 145-22-10-30; 35-  
86-70-72; UGC Rotonde, 8<sup>e</sup> 146-74-  
74-74; 14 Juillet, 13<sup>e</sup> 145-78-78;  
Marianne-Concorde 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-56; UGC Montmairie, 145-63-  
16-18; 38-86-70-82; 14 Juillet  
Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> 145-78-78;  
UGC Mollat, 17<sup>e</sup> 140-68-00-18; 35-  
86-70-74; 14 Juillet, 13<sup>e</sup> 145-78-78;  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-  
70-14; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Opéra Français, 8<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
UGC Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-  
86-70-74; 14 Juillet, 13<sup>e</sup> 145-78-78;  
140-68-00-18; 145-78-78; La Nation,  
12<sup>e</sup> 143-43-04-07; 35-86-71-33;  
UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> 143-43-  
01-59; 35-86-70-84; UGC Gobe-  
line, 13<sup>e</sup> 143-61-84-36; 35-86-  
70-49; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22; Le Gambetto, 20<sup>e</sup>  
146-36-10-96; 35-86-71-44.

**LES PRINCES O LA VILLE.** Film  
américain de Taylor Hackford, v.o. :  
Forum Horizon, 1<sup>e</sup> 145-08-67-67;  
35-86-70-83; Gaumont Opéra,  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-70-74;  
Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-55; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Parnasse, 14<sup>e</sup> 136-68-75-56; v.f.,  
70-70-70; 13<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
Rex, 2<sup>e</sup> 145-78-78; 145-78-78;  
Gaumont Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84;  
35-86-70-74; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> 145-  
74-84-84; 35-86-70-14; UGC  
Gobeline, 13<sup>e</sup> 145-81-94-95; 35-86-  
70-45; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22; Le Gambetto, 20<sup>e</sup>  
146-36-10-96; 35-86-71-44.

**LES PRINCES O LA VILLE.** Film  
américain de Taylor Hackford, v.o. :  
Forum Horizon, 1<sup>e</sup> 145-08-67-67;  
35-86-70-83; Gaumont Opéra,  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-70-74;  
Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-55; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Parnasse, 14<sup>e</sup> 136-68-75-56; v.f.,  
70-70-70; 13<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
Rex, 2<sup>e</sup> 145-78-78; 145-78-78;  
Gaumont Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84;  
35-86-70-74; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> 145-  
74-84-84; 35-86-70-14; UGC  
Gobeline, 13<sup>e</sup> 145-81-94-95; 35-86-  
70-45; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22; Le Gambetto, 20<sup>e</sup>  
146-36-10-96; 35-86-71-44.

**LES PRINCES O LA VILLE.** Film  
américain de Taylor Hackford, v.o. :  
Forum Horizon, 1<sup>e</sup> 145-08-67-67;  
35-86-70-83; Gaumont Opéra,  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-70-74;  
Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-55; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Parnasse, 14<sup>e</sup> 136-68-75-56; v.f.,  
70-70-70; 13<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
Rex, 2<sup>e</sup> 145-78-78; 145-78-78;  
Gaumont Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84;  
35-86-70-74; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> 145-  
74-84-84; 35-86-70-14; UGC  
Gobeline, 13<sup>e</sup> 145-81-94-95; 35-86-  
70-45; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22; Le Gambetto, 20<sup>e</sup>  
146-36-10-96; 35-86-71-44.

**LES PRINCES O LA VILLE.** Film  
américain de Taylor Hackford, v.o. :  
Forum Horizon, 1<sup>e</sup> 145-08-67-67;  
35-86-70-83; Gaumont Opéra,  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-70-74;  
Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-55; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Parnasse, 14<sup>e</sup> 136-68-75-56; v.f.,  
70-70-70; 13<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
Rex, 2<sup>e</sup> 145-78-78; 145-78-78;  
Gaumont Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84;  
35-86-70-74; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> 145-  
74-84-84; 35-86-70-14; UGC  
Gobeline, 13<sup>e</sup> 145-81-94-95; 35-86-  
70-45; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22; Le Gambetto, 20<sup>e</sup>  
146-36-10-96; 35-86-71-44.

**LES PRINCES O LA VILLE.** Film  
américain de Taylor Hackford, v.o. :  
Forum Horizon, 1<sup>e</sup> 145-08-67-67;  
35-86-70-83; Gaumont Opéra,  
8<sup>e</sup> 145-74-84-84; 35-86-70-74;  
Gaumont Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> 136-68-  
75-55; George V, 8<sup>e</sup> 145-92-  
41-48; 35-86-70-74; Gaumont  
Parnasse, 14<sup>e</sup> 136-68-75-56; v.f.,  
70-70-70; 13<sup>e</sup> 136-68-75-55;  
Rex, 2<sup>e</sup> 145-78-78; 145-78-78;  
Gaumont Opéra, 8<sup>e</sup> 145-74-84-84;  
35-86-70-74; UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> 145-  
74-84-84; 35-86-70-14; UGC  
Gobeline, 13<sup>e</sup> 145-81-94-95; 35-86-  
70-45; Mistral, 14<sup>e</sup> 145-78-78;  
145-78-78; 145-78-78; 145-78-78;  
UGC Convention, 15<sup>e</sup> 145-74-83-40;  
35-86-70-74; Pathé Wapler, 19<sup>e</sup>  
136-68-20-22;

« Secrets du premier effondrement de Paris », par S. Czarny ; « Paroles prophétiques d'hommes célèbres », par Natya (Conférences Natya).

namien, v.o.) : Cné Beaubourg,  
(42-71-52-39) ; La Pagode,  
(47-05-12-16 ; 38-88-75-55) ; Brav  
nde Montpellier, 15- (38-85-70-38).  
L'ŒIL OE VICHY (Fr.) : Cné Beaubourg  
3- (42-71-52-38) ; Bistrot Médicis

38-88-76-66); Rex, 2 (42-38-83-83  
38-85-70-23); UGC Odéon, 6  
(42-25-10-30; 38-85-70-72); Gaumont  
Ambassade, 9 (43-58-19-09  
38-88-75-75); Publicis Champs-Élysées  
8 (47-20-76-23; 38-88-75-66); Gau-

... ..

- « Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle.
- « Le Palais National, dit du temps (premier parcours), 10 h 30, 1 rue du Louvre (L.-A. Lavigne).
- « Atelier d'artistes, jerdine et curioles de Montparnasse, 11 h 15, 15 h 30 et 18 heures.
- « Métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Saint-Germain-des-Prés, promenade Saint-Germain, l'église, le quartier, 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés, sortie église (M. Brumfield).
- « Au Palais-Royal : troie siècles d'histoire de Paris, 14 h 30, 2 place du Palais-Royal, devant le musée des antiquités (Connaissance de Paris).
- « Nœuils ancien : la plus parisien des cimetières de banlieue et ses prestigieuses sculptures, 14 h 45, angle de la rue d'Acquies de l'avenue du Général de Gaulle (V. de Langlade).
- « Le Val-de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de Chanoines, 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrofois, L.-A. Lavigne).
- « Tour Eiffel, témoin spectaculaire de l'ère industrielle, 15 heures, piler nord, buvette de Gustave Eiffel (Monuments historiques).
- « Le Village de Belleville : de la place des Fêtes au nouveau parc, 15 heures, sortie du métro Place-des-Fêtes, rue des Compans (Monuments historiques).
- « L'étrange quartier de Saint-Sulpice, 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Ressuscitation du passé).
- « Villés des années 20 du hameau

2, rue des Archives (Paris autrefois)  
« La Marela julf. Petires synago-  
gues », 14 h 30, métro Saint-Paul (Ar-  
et histoire).  
« Un musée de sculptures en plai-  
eir : le jardin du Luxembourg »  
15 heures, angle de le rue de Vaugli-  
ard et de la rue de Médicis (Monu-  
ments historiques).  
« Les Pucés à Saint-Ouen, le plus  
important marché mondial d'antiqui-  
tée. Conférence déposée »  
16 heures, métro Porte-de-Clichy  
court, sur fanion Perle autrefois

- **L'hôtel de la marquise de Palmyre** (ancien hôtel particulier des Champs-Élysées) (places limitées, 10 heures)
- **25, avenue des Champs-Élysées**
- **L'Œuvre de Paris au dix-septième siècle**, 10 heures, place Dauphine (Sauvegarde du Patrimoine historique).
- **«Les vieilles maisons parisiennes. Histoire et structure. Un parcours riche d'enseignements»** (Paris autrofolia), 2, rue des Archives (Paris autrofolia)
- **«La Marela juif. Patrimoine argentin»**, 14 h 30, métro Saint-Paul (Argentin autrofolia)
- **«Un musée de sculptures en plein air: le jardin du Luxembourg»**, 15 heures, angle de la rue de Valenciennes et de la rue de Médicis (Monnaie autrofolia)
- **«Les Puccini à Saint-Ouen, le plus important marché mondial d'antiquités»** Conférence dédicace - 14 heures, rue de Clignancourt, au faubourg Paris autrofolia (L.-A. Lavigne).
- **L'enceinte pour des Miracles et les**

**Maison de La Viletta, angle du quai de la Charente et de l'avenue Corentin-Cariou, 13 h 30 :** « L'architecture du dix-neuvième arrondissement » par A. Orlandini (Maison de La Viletta).

**DIMANCHE 29 AOÛT**

**1, rue des Prouvaires, 15 heures :** « Secrets du premier arrondissement de Paris », par S. Czamy; « Paroles prophétiques d'hommes célèbres » par Natty (Conférences Natty).

1, rue des Prouvaires, 15 heures  
« Secrets du premier errondiaseme  
de Paris », par S. Czamy ; « Parol  
prophétiques d'hommas célèbres  
par Natya (Conférences Natya).



